



**Au frère
Abdelaziz
Bouteflika,
Président de
la République**

P. 5

Actualité Autrement Vue

Etat d'urgence et urgences de l'Etat
Mohamed Bensalah

**La révolution pacifique en marche
Pour en finir avec l'Etat de l'état
d'urgence**

Ammar KOROGHLI

**Levée de l'état d'urgence
et nécessité de rétablir
la perspective démocratique**

Mohamed Ghriss

Révolutions, côté cour

Abed Charef

La marche, ça use les souliers

El Yazid Dib

Un seul perdant, l'Algérie

Abdou B.

**Entre le système classique et le LMD :
observations et interrogations**

Abou-bekr Nabil

**L'exception arabe: la leçon
égyptienne et l'espoir algérien**

Kamal Guerroua

**Depuis quand l'Occident s'inquiète
de nos intérêts ?**

Al Moutawakil

Sur la Tunisie effervescente

Medjaoui Abdelalim

**S'il est toujours
bon de changer, il est encore mieux
de savoir comment**

Farouk Zahi

En route !

Alli Brahimi

Monologue de l'épicier gafsi

Akram Belkaïd

**«L'hiver démocratique» arabe :
la difficile gestion du temps**

Pierre Morville



**Réflexions sur
la révolution en Égypte**

Richard N. Haass

Ancien directeur de la planification politique
du Département d'Etat américain

**ROUIBA : UN CHIRURGIEN
DÉCÈDE DE LA GRIPPE PORCINE** P. 4

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

**Perturbations au niveau
des cours et tribunaux**

GRÈVE DES FONCTIONNAIRES DE LA JUSTICE

P. 2



**Face aux vellétés
contestataires
de sa jeunesse**

GRAVES ACCUSATIONS MAROCAINES

P. 4



**Libye
AFFRONTLEMENTS
ENTRE PARTISANS
ET OPPOSANTS
À KADHAFI**

P. 4

Publicité

CHEVROLET AVEO

À partir de :
865 000 DA
TAXE SUR VÉHICULE NEUF INCLUSE

Peinture métallisée - Direction assistée - Radio CD MP3 avec port USB - Airbag conducteur.

L'étoile Chevrolet veille sur vous.

Alger Ksar Ezzouar : Tél. 021 24 30 30 - Fax. 021 24 58 01
Alger Les Anassers : Tél. 021 44 96 00 à 05 - Fax. 021 54 09 18
Alger Dely Brahim : Tél./Fax. 021 33 62 25
Etoile d'Oran : Tél. 041 42 12 80/32 - Fax. 041 53 84 16



www.diamal.net
INFORMATION ET ASSISTANCE CHEVROLET : **021 98 00 61**
Offres valables chez tous les concessionnaires de son Réseau National.

GARANTIE 2 ANS
0 à 100 000 KMS

Grandes écoles Rassemblement des étudiants devant le ministère



A. Aziza, A. Mallem
& B. Mokhtaria

Des centaines d'étudiants arrivent de sept grandes écoles se sont rassemblés hier près du siège du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, à Alger, exigeant ainsi l'annulation du décret présidentiel n° 10-315 et le retour, tout simplement, au système classique.

Ces universitaires venant des différentes écoles supérieures (polytechnique, d'architecture et d'urbanisme EPAU, école supérieure de l'informatique ESI et ceux des travaux publics, école nationale de l'agronomie ENA et ceux de l'hydraulique et de la science de la mer, ainsi que de l'école de planification et des statistiques rejettent le décret présidentiel n°10-315.

Les protestataires affirment que les étudiants des grandes écoles sont contre le fait que le diplôme de Master (bac+5) est l'équivalent d'un diplôme magister (Bac +7) et n'acceptent pas que le diplôme d'ingénieur bac +5 devienne l'équivalent d'un bac +3. Pour eux, la différence est de taille. «Nous n'avons pas la même durée de cursus et la même régimes», disent-ils. Les étudiants brandissaient des banderoles exprimant leur refus à cette «dévalorisation du niveau». Sur des pancartes, on pouvait lire : «école supérieure, diplôme inférieur»...

Le nombre de policiers a doublé en fin d'après-midi avec le flux des étudiants qui n'a pas cessé d'augmenter. Des renforts sont arrivés pour encercler les étudiants, ce qui a poussé les protestataires à exhiber leurs cartes d'étudiants très haut en criant : «Nous sommes des étudiants et non pas des voyous». Très lucides, les éléments de la police se sont rapprochés des organisateurs de ce rassemblement pour leur expliquer qu'ils sont sur place pour éviter les débordements et pour veiller à leur sécurité en évitant qu'il y ait des intrus parmi eux.

A noter que les délégués des étudiants ont été reçus par les responsables du ministère. «Ils ont promis de régler ce problème, mais pour nous, ce ne sont que des promesses», nous dira un des organisateurs de ce rassemblement. Il a également affirmé que le département de Rachid Harroubia a convoqué tous les directeurs des écoles supérieures pour débattre des revendications des étudiants. «On veut que nos délégués soient présents lors de cette réunion qui se tiendra aujourd'hui», martèlent les étudiants. Enfin, les étudiants ont décidé de maintenir la pression et comptent se rassembler aujourd'hui encore près du ministère de l'Enseignement supérieur jusqu'à la fin de la réunion avec les directeurs des écoles pour connaître les résultats des discussions.

A Constantine, les étudiants de l'INATAA, en grève depuis janvier dernier pour réclamer la reconnaissance de leur diplôme par la Fonction publique, ont été ravis d'apprendre que leur mouvement vient d'être rejoint par leurs collègues des autres instituts implantés sur tout le territoire national, lesquels ont déclenché hier une grève nationale en portant les mêmes demandes. Ces dernières visent, pour l'essentiel, la reconnaissance officielle du diplôme qu'ils préparent en exigeant son équivalence avec les autres diplômes reconnus dans les filières biologie, chimie, biochimie, sciences vétérinaires et sciences agronomiques.

A Oran, les universités étaient toujours paralysées hier. Les étudiants des différents instituts ont décidé de poursuivre leur grève en signe de contestation contre le décret présidentiel N°10/315. La grève a été observée à l'IAP, IGCMO, l'ENSET, l'Institut des Télécommunication et l'Institut de la maintenance industrielle (IAP). A l'USTO, les étudiants ont fermé l'université et empêché les enseignants et le personnel administratif d'y accéder.

Perturbations au niveau des cours et tribunaux Grève des fonctionnaires de la justice

Z. Mehdaoui / A. Mallem

Un arrêt de travail a été observé, hier, au niveau de plusieurs cours et tribunaux à travers le pays par les fonctionnaires de la justice. Selon nos informations, le mouvement a concerné les greffiers avant de toucher d'autres corps.

Au niveau du tribunal de Sidi M'Hamed à Alger, les greffiers ont débrayé dans l'après-midi d'hier et ont tenu un rassemblement pour dénoncer des conditions socioprofessionnelles qu'ils ont qualifiées «d'humiliantes». Les greffiers et les greffières, au nombre de plusieurs dizaines, qui se sont rassemblés devant le tribunal de Sidi M'Hamed ont décidé de passer à l'action après avoir, disent-ils, frappé à toutes les portes et ce depuis des années.

Selon certains protestataires, les greffiers vivent une situation sociale et professionnelle dramatique. Outre les conditions de travail pénibles, une greffière nous a affirmé, hier, que son salaire ne dépasse pas les 21.000 DA alors qu'elle comptabilise plus de 23 années d'expérience. Elles sont des centaines dans le même cas, nous faisons savoir, malgré qu'elles disposent des mêmes diplômes que les magistrats.

L'une d'entre elles nous a déclaré que «les greffiers ont un pied dans l'administration et un autre en prison». Selon notre interlocutrice, la moindre faute de frappe est sévèrement

sanctionnée par l'administration alors que le greffier n'est qu'un intervenant dans la rédaction des PV de justice.

Le statut des greffiers n'a pas bougé depuis 1971, lancera un contestataire. Ce dernier, qui a passé plus d'une trentaine d'années au tribunal, nous dira que les revendications des greffiers ont été transmises à la tutelle depuis une quinzaine d'années mais aucun changement n'est intervenu.

«Nos revendications dorment au fond des tiroirs», s'est indignée une greffière qui affirme que la charge de travail qu'elle assume quotidiennement est énorme alors qu'elle n'a le droit à aucune indemnité contrairement aux magistrats qui bénéficient, dit-elle, d'une revalorisation de 20.000 DA pour la saisie sur micro des PV et autres documents judiciaires.

«Les prisonniers sont mieux lotis que nous», dénonce une autre qui soutient que les greffiers sont les premiers à arriver au tribunal et les derniers à en repartir. Les contestataires rencontrés hier ont exigé un statut définissant clairement leur fonction. A noter que le tribunal de Sidi M'Hamed a été quelque peu perturbé par cet arrêt de travail des greffiers qui comptent revenir à la charge autant de fois qu'il le faut.

A Constantine, les fonctionnaires des six tribunaux dépendant de la cour ont déclenché, hier aux environs de 13 heures, un mouvement de protestation qui s'est traduit par un

arrêt de travail pour, selon leurs dires, faire aboutir leurs nombreuses revendications, entre autres la révision des salaires et les conditions de travail. C'est un arrêt de travail spontané et décidé à la suite des nouvelles qui leur sont parvenues des autres wilayas de l'Est, notamment de Tébessa, où leurs collègues (greffiers et autres fonctionnaires) se seraient mis eux aussi en grève depuis la matinée, pour les mêmes motifs.

A 13h30, le procureur général près la cour de Constantine a pris attache avec les grévistes et a tenté de les convaincre d'assurer un service minimum, en leur faisant remarquer, entre autres, que ce n'est pas de cette manière qu'ils pourront obtenir gain de cause. «Il fallait d'abord, a-t-il souligné, déposer un préavis de grève avec les revendications éventuelles, et recourir, le cas échéant, à cette dernière extrémité». Le procureur général leur a demandé de désigner quatre ou cinq délégués pour le rejoindre dans son bureau et discuter du problème. Les grévistes se sont alors réunis à huis clos dans une salle d'audience de la cour pour discuter de cette éventualité. A 15 heures, les grévistes étaient toujours en réunion.

ANALYSE

Kharroubi Habib

La vague de contestation, partie de Tunisie où elle a emporté le régime de Ben Ali, a ensuite déferlé sur l'Egypte, provoquant la chute de Hosni Moubarak, a maintenant un effet tourbillonnant au Maghreb et au Moyen-Orient.

Aucun Etat du monde arabe n'est à l'abri de son onde de choc. La Jordanie, le Yémen, l'Algérie, le Bahreïn, la Libye, voire les territoires palestiniens en subissent déjà plus ou moins fortement l'impact. Ce qui crédite la prévision affirmée par le prince Moulay Hicham, cousin de Mohammed VI, qu'il n'y aura pas «d'exception» à la vague de contestation qui est, selon lui, en passe d'atteindre tous les régimes autoritaires de la région.

Nul ne peut pour autant s'aventurer à désigner quel sera le pays où l'impact sera assez fort pour produire les mêmes résultats qu'en Tunisie et en Egypte. Ce qui est en revanche une certitude, c'est que tous les dirigeants arabes «cauchemardent» et échafaudent dans l'effolement toutes formes de stratégies d'éventuelle survie.

Cela va d'une subite sollicitude pour le pouvoir d'achat des couches déshéritées sous la forme du recours au soutien des prix des denrées alimentaires de première nécessité, comme l'ont annoncé la plupart des gouvernements des pays arabes, en passant par des ouvertures politiques faites aux oppositions. Sous la forme d'un dialogue avec son opposition engagé par le roi Abdallah et conclu par la nomination d'un gouvernement voulu d'union nationale. Sous celle d'une promesse de prochaine levée de l'état d'urgence en Algérie, ainsi que l'ac-

La contestation tourbillonnante

cès pour l'opposition aux médias lourds publics. Au Yémen, le président Ali Abdallah Salah a pris l'engagement de renoncer à se porter candidat pour un nouveau mandat, et à Ramallah Mahmoud Abbas celui d'organiser des élections législatives et présidentielle dans les prochains mois.

Il est peu sûr pourtant que les mesures et promesses auxquelles ont eu recours les dirigeants arabes endigueront la déferlante de la vague de contestation à l'œuvre qui vise ni plus ni moins qu'à les pousser dehors et à établir un ordre démocratique et de liberté qui exclut leur maintien au pouvoir.

Le mouvement de remise en cause des dictatures en place dans le monde arabe deviendra irréversible si les révoltes populaires qui se sont produites en Tunisie et en Egypte débouchent sur l'instauration de véritables systèmes démocratiques. Ce qui n'est pas encore acquis dans ces deux pays où, après avoir fait le dos rond face à la tempête révolutionnaire, ce qui a surnagé des régimes de Ben Ali et de Moubarak va tout faire pour en casser la dynamique et conduire une transition ne menant pas aux ruptures radicales et sans retour, tel que revendiqué par leurs peuples.

En Egypte, c'est malheureusement cette perspective qui se profile à cause du rôle central que l'armée va jouer durant cette période cruciale.

Raison donc pour les peuples arabes qui décideront de suivre l'exemple en révolte des Tunisiens et des Egyptiens de ne pas accepter les compromis auxquels ils ont souscrit avec les sérails de leurs régimes respectifs.

Tirage du N°4929
132.429 exemp.

Le Quotidien
D'ORAN
Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.32.63.09
32.72.78 / 32.91.34
32.86.66 / 32.86.67 / 32.86.68

Fax Pub: 041.32.69.06
Fax et Rédaction
041.32.51.36 / 32.69.06
Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : SIMPRAL
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr
Rédaction Algéroise
Tél.: 021.74.96.39 - Fax : 021.74.71.57
Rédaction Constantinoise
Tél.: 031.64.19.81 - Fax : 031.64.19.80
Diffusion : Quest: SEDOR Tél.: 041.41.94.31/41.65.31
Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Réda Hamiani

«L'Etat a les moyens de faire face à la demande sociale»

Houari Barti

Le patronat algérien s'invite dans le débat autour de la question relative au malaise social qui secoue le pays et qui s'est déjà traduit depuis le début de l'année en cours par une vague de contestations d'ordre social, économique et politique. Deux organisations patronales, en l'occurrence le Forum des Chefs d'Entreprises (FCE) et la Confédération des Industriels et Producteurs Algériens (CIPA), livrent leurs lectures des événements en proposant chacune sa vision sur les pistes à investir pour une sortie de crise. Invité à donner sa lecture de « l'ébullition » politique et socio-économique en Afrique du Nord, suite aux événements vécus en Tunisie et en Egypte, le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Réda Hamiani, a estimé, dans un entretien publié dans la dernière édition de l'hebdomadaire « Jeune Afrique », que l'Algérie possède les moyens financiers lui permettant de créer un système de solidarité nationale qui prend en charge la forte demande sociale de la population grâce, notamment, aux transferts sociaux. Les transferts sociaux de l'Etat, qui, a-t-il précisé, s'élèvent à un peu plus de 15 milliards de dollars par an, selon les derniers chiffres du gouvernement, peuvent créer un système de solidarité qu'« aucun autre pays d'Afrique du Nord ne peut créer », a-t-il expliqué. « A la différence des autres pays arabes, l'Algérie a un énorme potentiel qui peut apaiser la contestation, à condition que les revendications aient un caractère strictement économique », a-t-il dit, relevant que le potentiel financier de l'Algérie peut « apaiser » la contestation sociale. Commentant les dernières mesures prises par le gouvernement, il s'est félicité du report de l'instauration du paiement par chèque pour les transactions de plus de 500.000 dinars (4.900 euros), une décision favorable à l'informel, qui est, a-t-il dit, « la soupape de sécurité pour les jeunes sans travail ». « Davantage de produits alimentaires profiteront du soutien des prix, et des instructions ont été données aux

entreprises publiques pour recruter massivement. Cela atteste de la volonté du gouvernement d'apporter une réponse aux jeunes », a assuré le président du FCE. Tout en estimant qu'une telle attitude « constructive » et « consensuelle » permettra une « évolution plus douce », il a affirmé que « si on y ajoute le dialogue, les craintes diminueront de voir ce qui se passe dans les pays arabes gagner l'Algérie ».

Invité à donner des « pistes » de sortie pour l'Algérie de la dépendance quasi totale des recettes pétrolières, le représentant du patronat a insisté sur l'entrepreneuriat pour porter la croissance de l'Algérie entre 6 et 7% (actuellement de 4,5 à 5%), le développement de l'industrie et la diversification de l'économie nationale. « Il serait suicidaire de garder une économie rentière fondée sur le pétrole et le gaz », a-t-il averti, plaidant pour le développement des « mariages à trois » : les entreprises algériennes apporteraient leur relationnel et le financement, les entreprises européennes, notamment françaises, leur savoir-faire, et les entreprises des pays émergents (Chine ou Turquie) qui cassent les prix avec leurs monnaies et leurs salaires faibles, leur capacité concurrentielle. Pour la CIPA, les bouleversements régionaux survenus ces derniers temps attestent que « la responsabilité de tous est engagée, y compris celle des institutions de l'Etat ». « Le dialogue et la concertation, indispensables dans la vie politique d'une nation moderne, qui se devaient d'être entretenus entre les différentes couches d'Algériens, sont soit faibles, soit inexistantes », estime la CIPA dans un communiqué diffusé hier. Et d'ajouter : « Ce phénomène fait appel à une profonde réflexion qui aboutirait à la prise de mesures urgentes et draconiennes auxquelles devront s'associer tous les partenaires sociaux intéressés par une réelle relance économique en Algérie ». Pour la CIPA, « la volonté de contribuer aux côtés du secteur public à l'essor de l'économie du pays par le développement de la production nationale, la création de richesses et de postes d'emploi, ne peut se matérialiser que par la sauvegarde de l'outil de production national ».



Raïna Raïkoum

Kamel Daoud

A qui dire «Dégage» en Algérie ? Pour bien cerner le cas, il faut comprendre la formule de l'un des amis du chroniqueur: «L'Egypte est aujourd'hui l'Algérie des années 90».

L'équation du Général «Tantaoui»
C'est-à-dire avec une armée qui prend le pouvoir directement, un Président ultra présidentiel éjecté, un parti «unique» en ruine et une explosion hors contrôle de la demande sociale et politique. Et pour mieux comprendre, il faut imaginer une sorte de Général Tantaoui et des siens qui disent ensuite «non», se rebiffent, ne lâchent plus le Pouvoir, installent un Haut conseil semi-civil ou presque pas, redynamise les Moukhabarates et se réclament de la légitimité de la lutte antiterroriste puisqu'on est dans les années 90. En vingt ans, le Général Tantaoui importe donc et consomme deux ou trois Présidents de la République en carton, étend son pouvoir au point de contrôler une grosse partie de la rente et de l'économie de son pays, pèse sur les élections, infiltre les partis politiques des opposants, les journaux et toute la vie civile en nommant les ministres et en décidant de ce que va dire, faire et faire croire le gouvernement du moment. Vingt ans après, des émeutes éclatent puis des révoltes et, enfin, une révolution. Que demandent alors les Egyptiens ? Ils n'arrivent pas à le dire et à le formuler: ils savent que le prési-

dent du moment est un président du moment qui cherche lui aussi sa liberté et qui voudrait crier «Dégage» et «A bas le système». Ils savent que le pouvoir est occulte. Que celui qui décide n'est pas celui qui parle. Il y a vingt ans, à la place Tahrir, l'armée a sauvé le peuple et a licencié le dictateur. Que faire quand c'est l'armée, c'est-à-dire la tête de l'armée et pas l'armée du peuple, qu'il faut chasser ? Quels sont les risques ? Il y a vingt ans, Tantaoui pouvait avoir le beau rôle et refuser de tirer sur la foule sur ordre du Président. Que se passe-t-il quand Tantaoui est lui-même Président réel ? Que doit dire le peuple ? «Dégage» ou, pour être précis, «Dégagez !» ? A qui le crier puisque Ulysse s'appelle «Personne» selon la mythologie grecque ? Quelle est la solution quand elle n'est pas militaire ? Que faire quand l'armée n'est pas neutre mais partie prenante de l'équation ? Avec qui discuter des réformes lorsque le Moubarak est lui-même Vice-Président de Tantaoui ? Qu'est-ce que la transition dans le cas de l'équation Tantaoui chef du chef ? Qu'est-ce que la Révolution quand l'arbitre est déjà goal adverse ? Qu'est-ce la démocratie vingt ans après la place Tahrir ? Comment faire si chasser Tantaoui équivaut à encourager Moubarak et si chasser Moubarak veut dire que Tantaoui reste au Pouvoir ?

Pénurie de gasoil à Adrar

Bentouba Saïd

Nouvelle pénurie de gasoil à Adrar, mais cette fois-ci, elle touche toutes les stations. Une seule station était en service hier, celle de Naftal située au centre-ville.

Un climat de tension règne entre Naftal et les propriétaires des stations-service, et même un huissier de justice a été appelé pour faire un P.V. de constat de non disponibilité du produit dans une station-service privée. Pour les gérants des stations-service, le produit est introuvable. « Nous avons fait des commandes d'approvisionnement à Naftal, mais nous n'avons rien reçu. La colère est observée chez les conducteurs au niveau des longues files d'attente qui n'ont pas manqué d'influer sur la circulation au centre-ville d'Adrar. Selon un cadre du Naftal, c'est un manque de produit dans la raffinerie de Sbass, qui est à 40 km seulement, qui est à l'origine de cette situation. Une situation qui a poussé à l'approvisionnement en carburant de la wilaya d'Adrar, Tindouf et Tamanrasset à partir d'Arzew malgré

la longue distance. Cette situation de pénurie a provoqué la colère, surtout qu'elle a coïncidé avec les festivités du Mawlid, où Adrar connaît durant une semaine une activité particulière. L'absence de carburant concerne tout l'axe de la RN 06 d'Adrar à Reggane et Aoulef, où les stations-service tournent le pistolet de leurs pompes vers le bas pour indiquer la non disponibilité du gasoil. Les représentants de l'Union nationale des investisseurs et propriétaires des relais et stations-service au niveau d'Adrar (UNIPREST) réclament, dans un communiqué adressé à la tutelle en date du 14 février dernier, l'envoi d'une commission d'enquête de la direction générale de Naftal sur les perturbations répétées de l'approvisionnement en carburant à Adrar et la non satisfaction des commandes des stations qu'après 72 heures. Face à ce problème, la SNTR au niveau Adrar a mobilisé en urgence plus de 50 camions-citernes de 27.000 litres afin d'approvisionner les wilayas Adrar et Tamanrasset à partir d'Arzew dans les plus brefs délais.

Médéa

Les gardes communaux protestent

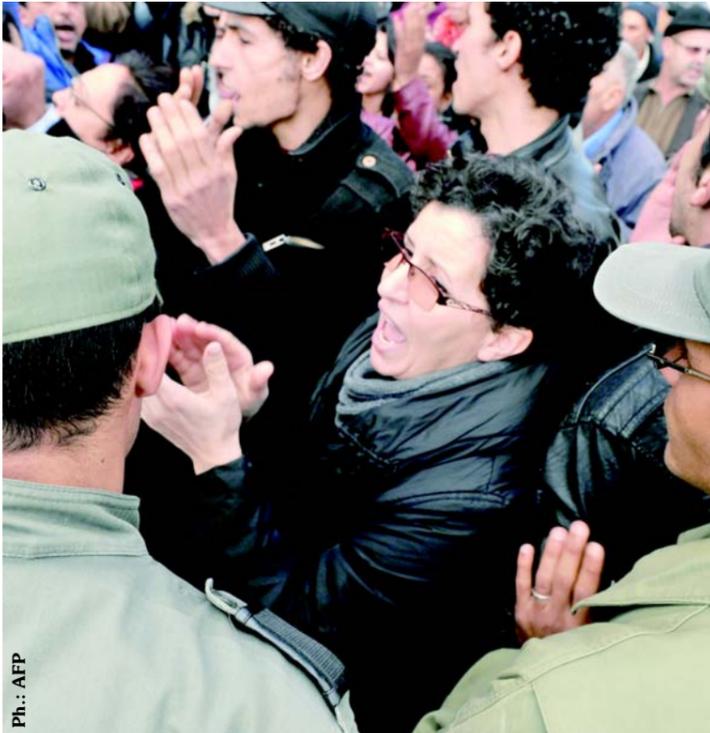
Rabah Benaouda

Des dizaines de gardes communaux, venus des quatre coins de la wilaya de Médéa, ont tenu, hier matin, un sit-in devant le siège de la wilaya. Selon les représentants des protestataires, leurs revendications socioprofessionnelles vont de la prise en charge médicale spécialisée pour ceux, et ils sont nombreux, à avoir subi des traumatismes divers durant la décennie noire, aux assurances sociales en passant par la prise en considération des horaires de travail, 24 h sur 24, assurés par les gardes communaux dans des conditions très difficiles et plus particulièrement durant les an-

nées de la tragédie nationale. Des revendications socioprofessionnelles dont a pris note le wali de Médéa, M. Brahim Merad, en promettant à ses interlocuteurs de les transmettre aux autorités supérieures concernées. Une rencontre avec le premier responsable de la wilaya qui a eu pour effet de calmer les esprits. Une situation à laquelle aura également contribué le premier responsable de la garde communale pour la wilaya de Médéa qui a transmis, aux centaines de protestataires restés devant le siège de la wilaya, les résultats de la rencontre de leurs représentants avec le wali, en présence du chef de la sûreté de wilaya. Ce qui a mis fin, aux environs de 11h30, à

cette protestation sans pour autant empêcher les protestataires à déclarer, avant de se disperser dans le calme, que «si d'ici la fin de la première semaine du mois de mars prochain, nos revendications socioprofessionnelles ne sont pas prises en considération de façon sérieuse, nous organiserons une autre journée de protestation, avec encore plus d'envergure, le jeudi 10 mars». Et de nous pointer du doigt un tableau, exposé à l'intérieur du siège de la wilaya, comportant plus d'une centaine de photos de gardes communaux morts pour la défense de l'Algérie, en nous disant: «Voilà ce que la garde communale a donné au pays et continue à le faire».

Face aux velléités contestataires de sa jeunesse Graves accusations marocaines



Ph.: AFP

Oualid Ammar

Face à d'éventuelles contestations qui pourraient venir de la jeunesse marocaine, le cour du Palais royal ressort son refrain préféré : c'est un complot venu d'Alger ! Cette parade ne fait plus rire ni même sourire. Elle laisserait totalement indifférent si elle ne véhiculait pas un mensonge que le peuple marocain, à force d'être matraqué par une propagande effrénée - pour ne pas dire infernale - pourrait être tenté d'y croire. Aujourd'hui cette propagande véhicule l'idée que le grand méchant loup veut dévorer le pauvre agneau d'où ce type de titre de presse : «Rabat redoute qu'Alger attise des troubles». On ne sait pas trop ce qui va se passer le 20 février prochain si l'appel à y manifester est suivi. Le gouvernement marocain craint la rue et sa population. Il essaie d'anticiper une révolte populaire en mettant en avant le vieux refrain du complot de l'étranger, en pointant, sans faire le moindre effort, le doigt sur l'Algérie qui comme chacun sait, a ses propres problèmes. «He'mna yekfina», dit l'adage, autrement dit «nos problèmes nous suffisent». Selon le ministre des Affaires étrangères, Taieb Fassi Fihri, à la télévision publique marocaine, «le Polisario et l'Algérie cherchent à créer des troubles dans cette région». L'amalgame Algérie / Front Polisario est également devenu tellement simpliste qu'il ne peut être pris au sérieux en tant que réponse à la jeunesse marocaine qui entend porter ses revendications de démocratie et de liberté à ses gouvernants.

DES PROBLÈMES AU SEIN DU RÉGIME MAROCAIN

Côté marocain, il y a visiblement de très sérieux problèmes de pouvoir au sein du régime puisque «l'on s'amuse», par télévision interposée, à revendiquer Béchar et sa région, alors que la communauté internationale, principalement les organismes habilités de l'ONU, sait que la question des frontières, conformément au droit international, a été réglée du vivant du roi Hassan II. Que recherche Mohamed VI ? Ou bien que recherche son entourage, ses conseillers ou son état-major ? Il est alors impossible de prendre au sérieux Fassi Fihri qui «exhorte l'Algérie à tourner la page des querelles du passé et à se concentrer sur un renforcement de la coopération économique dans la région». On

est peut-être passé un peu trop vite sur la révolte d'El Ayoune. Voilà une ville sahraouie, sous occupation coloniale marocaine, dont la population se révolte. Elle exprime sa révolte de façon originale et pacifique. Elle échappe au contrôle présumé de l'administration royale marocaine et pour contester ses conditions de vie, elle installe le camp de toile immense de Gdeim Izik, au vu et su des militaires marocains et des représentants de Sa Majesté, durant plusieurs semaines. Que dit Rabat, avant et après avoir enclenché une répression féroce et sanglante contre ces campeurs pacifistes ? C'est un complot algérien ! L'inénarrable ministre des Affaires étrangères Taieb Fassi Fihri se fend d'une tirade à bon marché : «c'est l'Algérie qui a planifié la déstabilisation du royaume alaouite».

SUIVRE LA MÉTÉO POLITIQUE MONDIALE

Aurait-on laissé faire à Gdeim Izik les Sahraouis pour ensuite essayer d'imputer aux Algériens la contestation ? L'hypothèse ne tient pas la route car pour de nombreux observateurs, elle est trop simpliste et qu'ensuite se serait attribuer aux Algériens une extraordinaire capacité de nuisance ! Par contre, on évoque plutôt des divergences au sein du pouvoir marocain, notamment au sein de l'armée et entre des dirigeants de l'armée et l'entourage immédiat du roi Mohamed VI. Une tendance du régime a voulu montrer sa force en laissant «le désordre» s'installer. Ensuite, il a bien fallu «remettre de l'ordre». «Désordre» et «ordre» ont-ils eu un même commanditaire ? Toujours est-il que le grand mouvement de gouverneurs et autres responsables marocains, après la répression d'El Ayoune, accrédite la thèse qu'il a fallu l'arbitrage du Palais royal et beaucoup de têtes sont tombées. Mais, il semble bien que cela n'a pas vraiment remis de l'ordre au sein du makhzen et de la hiérarchie militaire puisque l'on agite encore l'épouvantail «Algérie». Il faudrait plutôt suivre le cours de la météo politique mondiale. Les senteurs de la révolution du jasmin tourbillonnent sur tout le monde arabe, de l'Atlantique à l'Euphrate. Elles ne se sont pas arrêtées aux frontières de l'Algérie, ni du Maroc comme l'aurait prétendument fait, un jour, un nuage celui là était radioactif, il venait de Tchernobyl. Les gouvernants français avaient raconté à leur peuple qu'il n'avait pas franchi la frontière de la France.

Libye

Affrontements entre partisans et opposants à Kadhafi

Djamel B.

Des émeutes ont éclaté à Benghazi en Libye, dans la nuit de mardi à mercredi, faisant quatorze blessés, a indiqué hier, l'AFP citant le journal libyen «Quryna». Selon les mêmes sources, parmi les blessés figurent trois manifestants et 10 membres des forces de l'ordre. «Aucun d'eux n'a été touché grièvement», assure le journal. Les forces de l'ordre étaient intervenues, selon le journal, pour mettre fin à des affrontements entre des partisans du leader libyen Mouammar Kadhafi et des «saboteurs» parmi des manifestants qui s'étaient rassemblés pour réclamer la libération d'un avocat représentant des familles de prisonniers tués en 1996 dans une fusillade dans la prison d'Abou Salim, à Tripoli. Des sources concordantes, citées par l'agence française, avaient auparavant indiqué que la police libyenne avait dispersé par la force, dans la nuit de mardi à mercredi, un sit-in contre le pouvoir à Benghazi, deuxième ville du pays. Peu après, des centaines de partisans du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi ont défilé dans plusieurs villes du pays, a-t-on indiqué de mêmes sources. Ces manifestations interviennent avant une «journée de colère» libyenne prévue ce jeudi, selon des appels lancés sur Facebook. Sous le slogan «Révolte du 17 février 2011, pour en faire une journée de colère en Libye», un groupe Facebook, qui appelle à un sou-

lèvement contre le régime de Mouammar Kadhafi, est passé de 4.400 membres lundi, à 9.600 hier matin. Mardi, des membres des familles de prisonniers dans la prison d'Abou Salim se sont rassemblés devant un poste de police pour réclamer la libération de leur coordinateur, l'avocat Fethi Tarbel, selon le journal en ligne «Al-Manara».

Me Tarbel, dont les raisons d'arrestation sont inconnues, a été libéré sous la pression des familles, selon le site du journal «Quryna». Mais la foule n'a pas quitté les lieux et d'autres personnes se sont jointes à la manifestation, ce qui a poussé les forces de l'ordre à les disperser par la force, selon le site Libya al-Youm. Les manifestants ont scandé des slogans contre le régime : «Benghazi réveille-toi ! C'est le jour que tu attendais, le sang des martyrs n'est pas versé en vain», ou encore «le peuple veut faire tomber la corruption», selon ces médias. Peu après, des centaines de manifestants pro-régime ont défilé à Benghazi mais aussi à Syrte, Sebha et Tripoli, selon des images de la télévision d'Etat. A partir de 04h00 locales, la chaîne al-Jamahiriyah a diffusé des images en direct de manifestants défilant à pied et en voiture, brandissant des drapeaux et des photos du colonel Kadhafi et scandant des slogans à la gloire du Guide de la Révolution libyenne et contre la chaîne satellitaire Al-Jazira, accusée par le régime d'inciter à la révolte dans des pays arabes particuliers.

WikiLeaks

Djezzy, affaire américaine

Salem Ferdi

L'affaire Djezzy aurait donc une dimension américaine. C'est ce que tend à confirmer la dépêche émanant de l'ambassade américaine au Caire, mise en ligne mardi 15 février par le site WikiLeaks et qui signale que des investisseurs américains détiennent une participation significative dans Orascom.

Ces associés américains de Naguib Sawiris sont les fonds d'investissements Weather Capital, Madison Dearborn Capital Partners et TA Associates ainsi que d'autres investisseurs institutionnels américains. C'est donc au titre de société multinationale à capitaux partiellement américains, qu'Alex Shalaby président de Mobinil, la filiale égyptienne d'Orascom, a rencontré le 4 décembre 2009, des diplomates de l'ambassade au Caire et leur a fait un rapport sur la situation d'OTA, filiale algérienne du groupe dirigé par le magnat Sawiris, proche du Rais déchu Hosni Moubarak.

Alex Shalaby a estimé à environ 62 millions de dollars, les dommages causés à OTA Djezzy par les incidents qui ont suivi le match de qualification au Mondial. Mais le groupe Orascom est davantage alarmé par le redressement fiscal de 596,6 millions infligé par le fisc algérien à Djezzy, au titre d'arriérés d'impôts à OTA, couvrant les années 2005, 2006 et 2007.

OTA, la filiale algérienne détenue à 96 % par Orascom Telecom, représente 60 % du chiffre d'affaires et des bénéfices du groupe. Le redressement al-

gérien affecte directement les équilibres financiers d'Orascom Telecom. Alex Shalaby informe ses interlocuteurs algériens qu'OTA et le gouvernement algérien avaient conclu un accord d'exonération fiscale entre 2005 et 2007. Un avantage obtenu à une époque où l'investissement en Algérie était considéré comme risqué selon le dirigeant égyptien. Selon Shalaby, les comptes d'OTA auraient été audités par des experts internationaux et locaux. Mais le gouvernement algérien a décidé de réclamer des arriérés d'impôts correspondant à la période censée être couverte par l'accord d'exonération. Alex Shalaby a indiqué que le gouvernement algérien bloquait également le rapatriement des dividendes d'OTA. Il souligne que la demande fiscale algérienne n'a pas de rapport avec le match de football Algérie/Egypte, marqué par de graves incidents.

La raison principale qui expliquerait, selon lui, l'attitude algérienne est la volonté du gouvernement algérien d'affaiblir OTA pour favoriser Mobilis, son concurrent direct sur le marché local. Mais ce serait la vente d'Orascom Cement au Français Lafarge qui serait la cause première de la vindicte du gouvernement algérien qui se serait «alors tourné vers OTA en la prenant comme cible pour se venger».

Le patron égyptien a cité un discours du président Bouteflika, en juillet 2009, dans lequel le chef de l'Etat algérien évoquait la vente d'Orascom Cement à Lafarge. Alex Shalaby a expliqué qu'Orascom Telecom pourrait contester le redresse-

«Al-Jazira méprisable, nous ne voulons pas autre que notre leader», scandaient notamment les manifestants. Des appels à manifester jeudi contre la corruption et le népotisme en Libye ont été lancés depuis quelques semaines sur Facebook, dans la foulée des révolutions en Tunisie et Egypte, limitrophes.

Un autre groupe de plus de 2.600 membres invite le peuple libyen à descendre dans la rue pour «une journée de colère contre la corruption et le népotisme», en commémoration de la mort d'au moins quatorze manifestants à Benghazi, le 17 février 2006. Par ailleurs, dans une pétition reçue par l'AFP, plus de 200 signataires et des organisations d'opposition libyennes basées à l'étranger ont souligné «le droit du peuple libyen d'exprimer son opinion dans des manifestations pacifiques, sans aucune forme de harcèlement, provocations ou menaces par le système ou ses éléments». Ils appellent aussi le colonel Kadhafi et sa famille à quitter le pouvoir et à abandonner toutes les autorités et les pouvoirs «révolutionnaire, politique, militaire et sécuritaire». Selon Human Rights Watch (HRW), au moins 1.200 prisonniers ont été tués par les forces de l'ordre, lors d'une fusillade à la prison d'Abou Salim en 1996, dans des circonstances qui restent confuses. Depuis quelques années leurs familles, dont une grande partie est originaire de Benghazi, ne cessent de réclamer que la lumière et la justice soient faites sur ce massacre.

ment fiscal via un arbitrage international. Mais, «ce processus prend généralement un temps très long pour aboutir à un règlement», a-t-il noté.

UNE DÉMARCHÉ SURPRENANTE

Cette mesure de rétorsion serait unique en son genre, Shalaby n'ayant pas connaissance de redressements fiscaux en Algérie ayant touché d'autres compagnies internationales, a décrit les initiatives prises par Naguib Sawiris pour faire face aux difficultés rencontrées en Algérie. C'est ainsi que les diplomates américains informent leur centrale qu'Orascom Telecom avait déjà approché le gouvernement égyptien mais qu'Alex Shalaby se pose des questions quant aux capacités d'influence du Caire sur Alger. L'objet des confidences d'Alex Shalaby apparaît clairement quand il informe ses interlocuteurs de son intention de consulter ses associés américains et, qu'éventuellement, il solliciterait l'intervention du gouvernement américain. Cette intervention se justifierait car les «représailles» du gouvernement algérien, redressement fiscal, interdiction de transférer les dividendes par OTA, seraient susceptibles de porter préjudice aux intérêts des investisseurs américains qui détiennent des parts dans le groupe égyptien. La démarche est surprenante, on voit mal le gouvernement des Etats-Unis intervenir à ce stade dans un différend opposant une société commerciale et une administration fiscale.

Rouiba

Un chirurgien décède de la grippe porcine

L'hôpital de la ville de Rouiba était hier en effervescence après l'annonce de la mort d'un chirurgien exerçant au bloc opératoire suite à la confirmation de cas de grippe AH1N1, contractée par la victime. L'information s'est propagée comme une traînée de poudre dans tout le secteur sanitaire de la daïra de Rouiba ce qui n'a pas manqué de provoquer un certain malaise dans le mi-

lieu du corps médical, craignant que ce décès soit dû à une infection nosocomiale. D'autre part, un autre chirurgien et un anesthésiste, exerçant dans le même bloc opératoire, se trouvent à Alger pour les mêmes complications dues au virus AH1N1 confirmé par le laboratoire de référence de la grippe de l'Institut Pasteur d'Algérie. Pour rappel, les responsables de l'hôpital de Rouiba

avaient pris des mesures de précaution dès l'apparition des symptômes de la grippe porcine AH1N1, en suspendant jusqu'à nouvel ordre, les opérations chirurgicales avec la fermeture totale du service opératoire. Sur un autre chapitre, nous avons appris qu'une cellule de crise a été installée au ministère de la santé pour prendre les mesures qui s'imposent

K. R.

Au frère Abdelaziz Bouteflika, Président de la République

Abdelhamid Mehri *

J'e m'adresse à vous par cette lettre dans un contexte particulièrement délicat et dangereux en étant conscient que seuls les liens de fraternité et les principes qui nous ont rassemblés durant la période de la lutte pour la liberté de notre pays et son indépendance me donnent cet honneur; c'est aussi ma conviction que ces liens demeurent le dénominateur sur lequel peuvent se rencontrer les bonnes volontés au service de notre pays et du bonheur de notre peuple.

J'ai privilégié cette voie ouverte pour m'adresser à vous car vous occupez une position principale et prioritaire. Néanmoins, vous n'êtes par le seul concerné par le contenu de la lettre, ni la seule partie appelée à traiter des questions qu'elle soulève. J'ai tenu dans cette lettre à faire preuve de la franchise qui prévalait dans les délibérations des instances dirigeantes de la Révolution algérienne et qui était, même si elle dépassait parfois les limites du raisonnable, certainement préférable au silence complice ou à l'assentiment dénué de conviction.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT

Vous êtes aujourd'hui au sommet d'un régime politique dont la mise en place n'est pas de votre seule responsabilité. C'est un régime à l'édification duquel a participé quiconque a assumé une part de responsabilité publiée depuis l'indépendance, que ce soit par son opinion, son travail ou son silence. Mais aujourd'hui, de par votre position, vous assumez, et avec vous tous ceux qui participent à la prise de décision, une grande responsabilité dans la prolongation de la vie de ce régime qui, depuis des années, est bien plus marqué par ses aspects négatifs que positifs. Il en est devenu, en outre, inapte à résoudre les épineux problèmes de notre pays qui sont multiples et complexes, et encore moins à le préparer efficacement aux défis de l'avenir qui sont encore plus ardues et plus graves.

Le système de gouvernement installé à l'indépendance s'est fondé, à mon avis, sur une analyse erronée des exigences de la phase de la construction de l'Etat national. Certains dirigeants de la révolution avaient opté, dans le contexte de la crise que le pays a connue en 1962, pour une conception politique d'exclusion pour faire face à la phase de la construction plutôt qu'une stratégie de rassemblement énoncée par la déclaration du 1^{er} novembre 1954. Pourtant cette stratégie avait prévalu, en dépit des divergences et des difficultés, dans la conduite des affaires de la révolution jusqu'à l'indépendance.

L'exclusion est devenue, à la suite de ce choix, le trait dominant de la gestion politique et de la manière de traiter les divergences d'opinion. Les cercles et groupes politiques qui étaient choisis au début du mois étaient susceptibles d'exclusion et de marginalisation à la fin du même mois. Ces pratiques, qui ont contaminé même certains partis d'opposition, ont eu pour effet de pousser des milliers de militants à renoncer à l'action politique, de réduire la base sociale du régime et de réduire le cercle

de décision à son sommet. Outre le fait qu'il est fondé sur l'exclusion, le régime a hérité de méthodes et de pratiques secrètes par les conditions difficiles de la lutte de la libération et les a adoptées dans la conduite des affaires publiques après l'indépendance.

Il s'est nourri également d'emprunts et d'adaptations qui n'ont pas été façonnées par le libre débat, ni affinées, durant leurs évolutions, par une évaluation objective qui a été le grand absent dans l'expérience du pouvoir en Algérie.

Plutôt qu'une évaluation critique objective du régime politique, on a préféré les campagnes de glorification et de dénonciation taillées sur mesure pour des personnes et par l'attribution de couleurs à des décennies, de sorte à masquer la nature du régime, ses pratiques et sa vraie couleur qui ne change pas malgré le changement d'hommes.

Les voix qui revendiquent le changement de ce régime et qui sont soucieuses qu'il adienne dans un climat de paix et de libre débat, sont nombreuses. Les signes qui alertent sur le caractère impératif d'un tel changement sont visibles depuis des années. Ils se sont encore accumulés ces derniers mois d'une manière telle qu'il est impossible de les ignorer ou de reporter la réponse.

Les événements qui surviennent continuellement chez nous et qui adviennent autour de nous depuis des mois évoquent ceux que le pays a vécus en octobre 1988 et des faits graves qui en ont découlé, de crise et de drames dont le peuple continue encore à avaler certaines des plus amères potions.

Les choses se sont aggravées chez nous par le fait que le discours officiel, à des niveaux responsables, fait une lecture erronée - sciemment ou non - des réalités. Il en minimise l'importance et en nie les grandes significations politiques au prétexte que les manifestants, chez nous, n'ont formulé aucune revendication politique. L'aspect le plus incongru de cette lecture et de cette analyse est qu'ils renvoient à l'image d'un médecin qui attendrait de ses malades la prescription d'un remède !

Cette lecture erronée de la part de plusieurs parties - avec des intentions sournoises de la part de certaines autres parties - a empêché, fort regrettamment, que les véritables enseignements soient tirés des événements d'octobre 1988. Elles ont permis aux adversaires du changement, à cette époque, d'œuvrer méthodiquement au blocage des voies menant à la solution juste qui consiste à assurer le passage vers un système politique réellement démocratique. Cela a fait perdre au pays, à mon avis, une opportunité précieuse de renouveler et de consolider sa marche vers le progrès et le développement.

Cette interprétation erronée s'étend également aux événements qui se déroulent dans des pays proches, comme la Tunisie et l'Egypte. Cette lecture insiste sur les différences afin de rejeter les enseignements qui en découlent. Pourtant, ce qui est commun entre l'Algérie et ces pays ne se limite pas à la vague tragique de recours aux suicides par le feu, il est encore plus profond et plus



grave. Ce qui est commun est la nature même des régimes !

Les systèmes de pouvoir en Egypte, en Tunisie et en Algérie se valent tous d'une façade démocratique cinquante et empêchent, en pratique et par de multiples moyens, de très larges catégories de citoyens de participer effectivement à la gestion des affaires du pays. Cette marginalisation et cette exclusion nourrissent en permanence les ressentiments et la colère. Elles alimentent la conviction que tout ce qui est lié au régime ou émane de lui leur est étranger ou hostile. Quand s'ajoute à ce terreau de la colère le poids des difficultés économiques, qu'elles soient durables ou conjoncturelles, les conditions de l'explosion sont réunies.

A ces facteurs communs s'ajoute le fait que la majorité des Algériens considère que le régime politique chez nous n'est pas fidèle aux principes de la révolution algérienne et à ses orientations et ne répond pas à la soif d'intégrité, de liberté, de démocratie et de justice sociale pour laquelle le peuple algérien a sacrifié des centaines de milliers de ses enfants.

De ce qui précède, il apparaît que la question centrale qui exige un effort national global et organisé est celle de la mise en place d'un régime réellement démocratique, capable de résoudre les problèmes du pays et de le préparer à relever les défis de l'avenir. Un régime démocratique qui libère les larges catégories sociales du cercle de l'exclusion et de la marginalisation pour les faire entrer dans une citoyenneté responsable et active. Il en découle également que le changement ne viendra pas d'une décision du sommet isolée du mouvement de la société et de ses interactions. Il est, au contraire, nécessaire de faire mûrir le processus de changement et de le consolider par les initiatives multipliées provenant, en toute liberté, des différentes catégories de la société.

Le peuple algérien qui a pris en charge, de manière consciente et loyale, la révolution quand elle a été jetée dans ses bras, et en assumé la responsabilité avec abnégation et patience, est apte, du fait de sa profonde expérience, à prendre en charge l'exigence du changement démocratique pacifique du régime et à l'accompagner

vers les rivages de la stabilité et de la sécurité.

Ce changement souhaité nécessite, selon moi, de commencer simultanément par les actions suivantes :

Un - Accélérer la suppression et la levée des obstacles et des entraves qui inhibent la liberté d'expression ou la restreignent. Réunir les conditions nécessaires permettant aux organisations et aux initiatives sociales des jeunes de la nation, ses étudiants, ses cadres et ses élites des différents secteurs et disciplines, d'exercer leur droit naturel et constitutionnel à exprimer par tous les voies et moyens légaux, leurs critiques, leurs aspirations, leurs opinions et leurs propositions.

Deux - Appeler à la multiplication des initiatives populaires émanant de la société et soutenant la demande de changement pacifique autour des axes et des modalités suivants :
1 - Des séminaires de dialogue rassemblant à différents niveaux et dans la diversité des courants intellectuels et politiques, des citoyens engagés qui rejettent la violence et l'exclusion politique et qui œuvrent à identifier les similarités et les pré-occupations communes permettant la jonction des volontés et des efforts pour la réussite du changement pacifique souhaité.

2 - Des groupes d'évaluation regroupant à des niveaux différents les représentants de divers courants intellectuels et politiques, des spécialistes intéressés par un secteur spécifique de l'activité nationale. Ils auront la charge de procéder à une évaluation objective de ce qui a été accompli depuis l'indépendance, d'en identifier les forces et les faiblesses et de tracer des perspectives pour son développement.

3 - Des amicales de solidarité contre la corruption qui auront pour mission d'édifier un barrage contre la généralisation de la corruption en sensibilisant les larges catégories sociales susceptibles d'être les victimes des corrompus. Il s'agit de les amener à une position ferme contre la corruption en adoptant le slogan « nous ne payerons rien en dehors de ce que prévoit la loi ». Cette mobilisation sociale interviendra en appui à des mesures administratives et légales contre la corruption.

Les centaines d'initiatives qui peuvent éclore de cet appel et se

multiplier, sans être dictées par le haut, seront comme des bougies qui éclairent la voie du véritable changement pacifique et traduisent les orientations du peuple et ses aspirations.

Trois - Etablir des ponts pour le dialogue et la concertation les plus larges avec les forces politiques pour préparer un Congrès national général qui aura pour mission :

1 - D'établir l'évaluation critique et globale du système de gouvernance et de ses pratiques durant ses différentes étapes depuis l'indépendance et de déterminer les tâches, les moyens et les étapes pour jeter les bases d'un système démocratique et de l'Etat de droit.

2 - Prendre les mesures nécessaires pour sortir le pays, définitivement, de la spirale de violence qu'il connaît depuis vingt ans. La crise, dont les effets continuent à marquer la scène politique, est la somme d'erreurs commises aussi bien par des mouvements islamiques que par les autorités de l'Etat dans leur traitement. Il est impossible de résoudre la crise en traitant la moitié de celle-ci et en occultant l'autre moitié.

3 - Etablir une plateforme nationale sur les perspectives du développement national global et sur la préparation du pays à faire face aux évolutions imposées par les changements mondiaux.

4 - Etablir une plateforme nationale sur les fondements de la politique étrangère nationale et ses lignes générales et en premier lieu identifier les mesures permettant la réalisation de l'union entre les pays du Maghreb.

FRÈRE PRÉSIDENT

L'Algérie doit célébrer bientôt le cinquantième anniversaire de son indépendance. Le temps qui nous sépare de cette grandiose occasion est suffisant, selon moi, pour parvenir à un accord entre Algériens pour le changement pacifique souhaité. Le meilleur des présents à faire à nos glorieux martyrs est que l'on célèbre l'anniversaire de l'indépendance avec un peuple algérien fier de son passé et rassuré sur son avenir.

Avec ma considération et mes salutations fraternelles

* Ancien secrétaire général du FLN

La marche, ça use les souliers

Je marche, tu marches, «ils» ne marchent pas. «Ils», ce sont «eux», ce sont les «autres», tu comprends ? C'est ce qui semble se dire entre les rangs pas trop serrés de certains de nos concitoyens lors de ce samedi de la mouvance on/off. Ou d'arrêt/marche.



PAR EL YAZID DIB

Si la marche du 12 était un revers, les raisons sont ailleurs que dans la passivité d'un peuple de marcheurs. Ce dernier, vieillissant au fur et à mesure que vieillissent ses gouvernants et ses chefs de partis, est usé. Mais, à son bonheur, il est suppléé par une nouvelle génération qui ne se contentera plus de marcher uniquement. Elle aura elle aussi sa révolution. Maintenant que toutes les révolutions sont devenues cycliques et alternativement récurrentes, le moindre soulèvement, aussi restreint soit-il, pourrait prendre l'allure, avec la pertinence du temps et l'acharnement des protagonistes, d'un bouleversement radical. Chaque révolution a son temps et ses révolutionnaires. Chacun de ceux-ci a sa propre révolution. L'objectif originel et initial étant toujours cette quête interminable de liberté. Ainsi, personne n'a cette vigueur, du moins idéologique, de mettre son pas devant un autre pour avaler dans un élan piétonnier des longueurs et des distances. L'autre raison ne serait simplement pas celle du renfort impressionnant de policiers, venus embouteiller les gens de se mouvoir dans une dimension horizontale. Eux aussi n'ont pas marché. Dans le même sens, évidemment. En finalité, tout le monde, le petit monde algérois s'est mu dans une position stationnaire debout. Presque au garde-à-vous.

La marche, ça use chez nous. Elle use les souliers et les méninges. Cela fait 23 longues années que nous marchons. Nous le faisons malgré nous. La démocratie, encore lointaine, ne peut se valoir dans un défilé, un rassemblement ou une marche. Ce ne sont en fait que des expressions collectives d'une certaine attente. Nous dirions sans ambages que cette démocratie devrait trouver sa source et son inspiration dans un combat continu et de longue haleine. Les partis, qui sont naturellement censés être les bonnes écoles pour cette formation politique, semblent exercer d'autres fonctions. La surenchère. Leur instabilité caractéristique, leur inaptitude d'adaptation aux nouvelles sommations de la lutte politique, avec tout ce qu'elle engendre comme outils d'action, ont fait d'eux, ces partis, que de simples coquilles cherchant la survie et la maintenance. Tant que l'opposition, ou enfin ce qui se classe comme tel, est en situation de léthargie frisant par cela la somnolence, rien n'apparaîtra au grand jour. Comme une guerre ou une paix, la démocratie s'érige et s'édifie à petits pas. Tranquille, son effort ira vers la concrétisation du pourquoi s'en est-elle mêlée. La différence entre un peuple, son pouvoir et ses partis est une différence de charisme. L'autre différence réside dans ce positionnement partisan, étatique ou indifférent. Un citoyen normalement constitué tient à faire dégager le tout de ce binôme : pouvoir, partis. Il conçoit que ni l'un ni l'autre n'est en mesure de pouvoir le faire marcher ou reculer. Quand il le décidera, il le fera sans halte, ni pause-café. L'initiative de marcher en Tunisie ou au Caire n'a pas été l'apanage ou le mot d'ordre d'un bureau partisan ou d'une officine de service. C'est l'ensemble des citoyens qui, un à un, sont venus remplir la place de Tahrir. Ils ont débuté épars, peu nombreux et éparpillés pour finir en une apothéose sublime et totale. La mésaventure de la coordination de chez nous, ayant été à l'origine de l'appel à ce type d'expression, serait due, selon plusieurs obser-

vateurs, outre à l'entrave numérique policière, mais également au manque d'adhésion populaire, à l'anémie qui ronge les structures partisans et au nombre excédentaire des appels fusant de partout. De celui suscitant «la désobéissance civile» à celui de «la résistance ou la clandestinité», les lecteurs, internautes, citoyens, adeptes, partisans, badauds, navigateurs sont submergés de ces nouveaux chefs de file qui veulent que l'histoire d'une marche dira, un jour, qu'ils étaient les étincelles liminaires, les premiers êtres ou entités à avoir marché, appelé, écrit, prédit. A la Bouazizi. On le voit à travers ce qui se passe encore en Tunisie ou au Caire. Toutes les méthodes de la volte-face ou de la récup sont mises au service des offreurs de services retardataires. La révolution est comme le temps, si l'on ne le prend pas à point, rien ne sert de courir ou de recourir. Le fait historique est déjà fait.

Pendant, chez nous, l'alerte est donnée. Les «250» manifestants ne sont pas seuls. Ils ne se comptent pas, à ce niveau de protestation, par unité. Ils représentent des millions qui ont préféré attendre le jour inévitable. Il viendra si... l'on ne fait rien. Ce couac observé dans une marche prématurée, car congénitalement affectée du syndrome de la division moléculaire, ne peut à lui seul traduire une tranquillité pérenne et en ordre linéaire. La paix n'est que précaire et le calme soutenu par la force n'est que temporaire. Si ce 12 a échoué, plusieurs autres 12 surviendront inéluctablement et, à la longue, ils réussiront autrement. L'onde de choc mettra du temps pour arriver, comme de petits ruisseaux qui font le grand déluge fluvial, pulvérisant au passage haies et barricades. Nos routes et nos places ne peuvent aussi être éternellement garnies par des cordons sécuritaires ou des fourgons cellulaires. L'effort institutionnel s'userait, mais celui du peuple reste inlassable, car régénérable et bio-renouvelable. L'unique issue donc pour le Pouvoir reste l'écoute suivie d'une panoplie de mesures d'apaisement et de démocratisation. Si la levée de l'état d'urgence commence par la levée des barrages fixes chez certains, la véritable levée de cet état, chez les autres, devra commencer par celle des verrous qui verrouillent la liberté de crier son mal. Alors refuser aux gens de marcher ne peut qu'exciter le gène de l'opiniâtreté. Pour preuve, la coordination tient à faire de chaque samedi une journée de randonnée pédestre urbaine. Ce ne sera certainement pas pour un malin loisir, mais cela ira vers une focalisation hebdomadaire de toute l'attention du Pouvoir qui, à un moment ou un autre, se retrouvera dans l'omission d'aller de l'avant dans ses tâches ordinaires de gestion courante. Il sera ainsi mis en situation permanente de veille et d'alarme. Et là, l'usure, la lassitude, le défaut de vigilance et enfin la maladresse auraient, hélas, à commettre la pire des pathologies du surmenage. Déjà les puissances mondiales commencent à faire leurs commentaires que certains affiliés au système de fermeture qualifieront sans doute «d'ingérence». Les Etats-Unis ou l'Europe ont eu un langage qui ressemble étrangement à celui émis lors du balbutiement des rues de Tunis et du Caire. Ce message ira, tel qu'il le fut, crescendo en fonction de l'évolution de la marche interdite ou non. Alger est ainsi placée sous un zoom sensible et prompt à faire réagir les nouveaux gardiens du monde. Alors laisser faire, laisser marcher, savoir écouter n'inspireront que quiétude et éviteront l'affrontement des droits et devoirs tout en évitant partiellement l'usure des semelles et le bruit des bottes.

LE-DIT DU JEUDI

Par Abdou B.



Un seul perdant, l'Algérie

«Ne pouvant fortifier la justice, on a justifié la force».

Pascal

Il y a décidément des tics, des T.O.C., diraient les psychiatres, qui ont la vie dure, reproduits à l'identique, qui traversent l'espace temps algérien avec une paresse intellectuelle qui fait honte dans un pays qui regorge de talents ici et dont beaucoup rayonnent littéralement à l'étranger. «En cette période cruciale que traverse l'Egypte, l'Algérie réaffirme avec force son attachement aux liens historiques et sa fraternité qui unissent les deux peuples algérien et égyptien». Après s'être assuré bel et bien que le dictateur du Caire était bien exfiltré, que la majorité des pays qui comptent sur terre avaient pris des positions, comme ci ou comme ça, avant, pendant et de suite après la mise à la porte de Mubarak, le MAE du pays, qui était il y a deux décennies à la pointe dans des affaires du monde, s'est fendu d'un communiqué d'une pauvreté absolue qui jure avec la flamboyance et le lustre d'une époque où l'Algérie avait une politique étrangères qui compensait quelque part les déficits de légitimité démocratique du régime.

En Tunisie, autre «sœur», des pays européens s'empressent de prendre position, d'envoyer de hautes personnalités (politiques, industrielles, du tourisme, culturelles, économiques, à quelques mètres de la frontière algéro-tunisienne), l'Algérie fait profil bas à part des titres de la presse privée qui disent haut et fort la nature des régimes arabes dirigés par des vieillards à bout de souffle, assistés par des opposants de droite, de «gauche» et des technocrates incompetents, tous accrochés aux tétons de la rente, de la subvention, aux quotas «parlementaires» et autres joyusetés propres aux systèmes sous-développés, objets de masters dans les grandes universités de la planète. En Egypte, les choses vont vite, et l'armée donne déjà rendez-vous dans six mois, nécessaires pour parachever le processus institutionnel exigé par la rue. Si personne ne peut aujourd'hui prédire l'évolution et les résultats de la gigantesque et superbe irruption populaire dans le champ politique au pays d'Aswan, nul ne peut contester des données objectives. Les forces armées du Nil ont une supériorité politique, intellectuelle et professionnelle qui dépasse de très loin les armées arabes. Ces dernières sont, contrairement à l'Egypte, l'image exacte des chefs des partis au pouvoir, sans consistance ni personnalité politique, courtisans aux cerveaux bloqués sur l'époque de Brejnev, des «unions nationales» des travailleurs et des rites de la moubayaa actionnés lors des commémorations symboliques. Les élites d'Egypte ont elles aussi des ancrages, une crédibilité, des engagements progressistes et des échos au sein de la société, très loin devant celles des autres pays arabes. Ce que l'armée, les partis et regroupements d'opposition vont faire de l'énorme trésor qui leur est confié, en partage, par la société, après une épopée qui fera date dans l'histoire de l'humanité, de l'Egypte, l'avenir très proche (dans six mois) le dévoilera aux yeux du monde, ébahis et ceux dilatés des apparatchiks arabes, anesthésiés par le stress et la panique.

Il en est de même pour la Tunisie qui a été la première à faire tomber un potentat plié par la maladie, l'âge et le nombre effarant de crimes, d'actes de torture, d'exilés, de milliards de dollars détournés par un satrape, sa famille et sa meute qui a dépecé un pays, une nation. Au pays du jasmin, si raillé pour son pacifisme, les choses avancent assez vite malgré des secousses, des manifestations, des impatiences légitimes et l'explosion de rancunes, d'humiliations, de frustrations longtemps contenues. Aux générations usées, corrom-

pues, illégitimes, succèdent celles de l'Internet, de Facebook, de la communication en direct, des mé-tissages, des ONG, des réseaux internationaux, des chasseurs de prédateurs, des tribunaux internationaux. Ce nouveau monde est absolument inconnu des dirigeants sinon négligé par arrogance et absence de perspectives. Il est clair que, dorénavant, les dirigeants, coupables aux yeux des peuples et de l'Occident, seront traqués à la loupe, ainsi que leurs familles, leurs amis et ceux qui ont appliqué leurs ordres. Les listes de leurs biens, de leurs avoirs, de leurs crimes seront mises au jour par leurs peuples aidés par des tribunaux, des juristes, des ONG, des médias après des «aveux spontanés» d'anciens sbires. Le monde arabe change devant nos yeux, à la vitesse de chaque pays, selon les qualités d'organisation des élites et de l'opposition et selon la volonté politique de tous ceux qui savent que l'avenir est aux réformes et à la démocratie à l'intérieur et à l'extérieur des systèmes en bout de course.

Les régimes de plus en plus contestés menacent des équilibres mondiaux par leur seule existence et inquiètent des alliés, des sponsors, eux-mêmes à la veille d'une élection importante (France), bousculés par l'opposition (U.S.A.), observés par des opinions et des médias libres et surtout par des peuples en rébellion ouverte contre des dictatures ou des gouvernances «soviétiques». Toutes les grandes démocraties échaudées par leur retard d'allumage (Tunisie, Egypte) «conseillent» vivement aux gouvernants arabes, aux armées d'aller toutes affaires cessantes, de lâcher si nécessaire des dirigeants détestés par les populations, les élites et les médias et de provoquer des réformes d'ordre politique, médiatique, culturel, économique, pour les droits de l'homme et l'égalité des sexes. Combien de régimes arabes, très dépendants dans les secteurs névralgiques, peuvent dire, haut et fort, non aux U.S.A. et à l'Europe réunis ? Peut-être les «révolutionnaires» arabes si proches des systèmes et si loin de l'opposition et de la mondialisation.

L'Algérie est réellement à un carrefour. On a essayé, et on le fait encore, de l'antikabylisme abject, sous couvert de «position politique» de bas étage. On a fait de la laïcité l'égalé de l'athéisme, du chrétien algérien, l'ennemi essentiel, du francophone le supplétif de la D.G.S.E., de l'arabophone un attardé mental (voir les créateurs égyptiens, libanais, palestiniens, tunisiens, etc.), du technocrate plus militaire que compétent le destructeur de l'économie, du combat au maquis une couveuse de moudjahidine jusqu'en 2038. On recherche désespérément une politique industrielle, culturelle, éducative, en évitant soigneusement les jeunes capables de les faire, etc. etc. Il est encore temps d'opérer le redressement vital pour la société, de libérer les énergies, la création, les médias, les entrepreneurs et de tarir les sources de l'argent sale qui enrichissent dans l'informel des fauves qui dominent l'Etat et le pays.

S'adresser aux seuls estomacs, sans logement est une politique de loin dépassée, car faite de mépris pour les «gueux» qui ne sont ni de droite ni de gauche, mais des humains qui ont une dignité et des cerveaux dont des milliers sont plus ouverts et plus intelligents que ceux de nombreux chefs apparents.

Sans nul doute, l'Algérie fait partie des pays qui ont connu et con-

naissent des secousses de différences nature et intensité, qui ne laissent intacts aucune région, aucun secteur, aucune génération. Aucune personne adulte, sérieuse, ici ou à l'étranger, ne peut nier un réel vécu chaque jour.

Des experts, des acteurs politiques, des commentateurs dans la presse privée, exclusivement, expliquent, depuis des années, des causes systémiques d'ordre politique et proposent des dizaines de pistes et de remèdes démocratiques pour que la société, le pouvoir et l'opposition discutent loin des pressions extérieures. Sans aucun résultat digne d'être observé. Or c'est le pouvoir qui a le pouvoir, comme dirait le héros des évidences, qui contrôle d'une main de fer les médias lourds pourtant sans utilité. Après la démonstration de force unique lors des marches et manifestations du 12 février dernier dans plusieurs villes du pays, l'Algérie et le monde, sidérés, ont eu droit à des commentaires sportifs du ministre de l'Intérieur qui aurait gagné son...match face à quelques centaines de concitoyens pacifiques. Consternante est la baisse du niveau de la parole politique de certains ministres! Mais, effectivement, il y a un seul perdant. Ce n'est pas la coordination qui organise et manage les marches, ni le «baltagui» qui grappille des sous puisés dans les impôts des manifestants, ni les leaders et les anonymes de l'opposition. Des artistes qui font honneur à l'art, des écrivains, des anonymes ont bougé en Algérie et à l'étranger. En Algérie, la répression a été plus que disproportionnée, offrant une hallucinante image d'un pays à feu et à sang.

En temps réel, les Algériens d'ici et à l'étranger, les gouvernants et les peuples ont suivi l'évènement sur les chaînes d'information, généralistes, dans toutes les langues. De son côté, l'ENTV, depuis longtemps coupée de son humus... Le perdant donc est celui dont l'opinion est extravertie, confiée aux TV étrangères, qui voit des Algériens se faire tabasser par des compatriotes. Le gouvernement américain appelle «les forces de sécurité» à la retenue» et réaffirme son «soutien aux droits universels du peuple algérien, y compris les droits de réunion et d'expression». Le perdant est celui sur lequel s'exerce la pression US. De son côté, le qual d'Orsay demande, en Algérie, des «manifestations libres et sans violence. Dans le silence des rentiers des légimités «historique» et «révolutionnaire». L'U.E. s'exprime aussi dans le même sens que la France et l'Amérique. Le perdant doit riposter à qui ? Les grandes puissances, qui avaient eu des retards à l'allumage pour la Tunisie et l'Egypte, vont être sans pitié pour les dirigeants arabes et plus proches de peuples capables de tout. Pour préserver leurs intérêts, calmer des opinions et des médias nationaux, les USA et l'Europe vont jouer la carte des peuples.

En Algérie, les pressions extérieures vont continuer. Des ONG, des associations, des juridictions internationales ne vont plus lâcher les prédateurs tunisiens et égyptiens, pas plus que les milliardaires des autres pays arabes. A ce jour, il y a dans ce pays un grand perdant, c'est l'Algérie. M. Bouteflika est à la croisée des chemins. Un rajeunissement rapide de la gouvernance, l'éloignement du champ politique des affairistes, des conservateurs, de l'arrogance, de l'incompétence grand format, d'une faune de rapaces, une lune de miel entre le pays et ses médias... Le Président le veut-il ? Le peut-il ? et en a-t-il les moyens ? A ce jour, c'est l'Algérie qui perd et non pas un gouvernement ou un ministre. Va-t-elle encore perdre ce samedi 19 février 2011 ?

S'il est toujours bon de changer, il est encore mieux de savoir comment

PAR FAROUK ZAHI

Cette assertion de l'ancien chef d'Etat tchèque, va, apparemment, comme un gant à notre pays. N'étant pas démocrate qui veut, beaucoup d'autocrates qui s'ignorent se sont inscrits dans ce titre générique. Et si la démocratie est une, les autocrates sont, malheureusement, légion. Ils se cachent derrière de respectables personnages que nous côtoyons quotidiennement, du scientifique à l'élu partisan et du rond de cuir au juriste. Leurs citadelles inexpugnables sont protégées par, on ne sait, qu'elle immunité acquise. Aller remettre en cause, le «verdict» d'un professeur d'université ou d'un magistrat. Pour le premier vous êtes recalé à vie et pour le second, vous serez jugés pour outrage. Le dédain à peine voilé de certains leaders politiques vis-à-vis de leurs concitoyens, semble faire école. Il est devenu, malheureusement, de tradition qu'on préfère les médias d'outre mer, même de seconde zone, aux médias locaux. Un quotidien national, relatant la marche initiée par la CNDC, affirme dans sa livraison du dimanche 13 février que cette dernière a été couverte par la presse internationale, notamment, la presse française. Amen ! Candeur ou calcul politique, on ne saurait le dire, mais on devine, plus ou moins, les desseins d'internationalisation de «l'affaire algérienne».

Maintenant que les grands de ce monde se furent prononcés, il est de notre droit de se construire une opinion, même, hallucinatoire. Ignorant toutes les règles de bienséance diplomatique, M. Hussein Obama avertit carrément M. Hamel sur les dérivés policiers, tout comme il s'est adressé au maréchal Tantaoui. La diplomatie allemande recommande, plus de respect de la dignité humaine et c'est louable sauf qu'en Bavière, cette qualité n'est pas le fort des Teutons

« Sans des valeurs et des obligations morales partagées par tous et profondément ancrées, ni loi, ni un gouvernement démocratique, ni même une économie de marché ne pourront fonctionner correctement ». (Vaclav Havel)

pour en donner des leçons. Le racisme n'est-il pas un déni des droits humains ? - Si vous me dites oui ! Je vous dirais, d'aller voir, Madame, du côté de votre communauté turco-allemande. Quant au Hongro-Américano-français, il est mal seyant de parler quand les Antilles françaises, historiquement calmes, se soulèvent pendant plus d'un mois et justement au cours de son mandat. Dimitri Zandronis-réalisateur-, résume en deux mots le chaudron insulaire qu'on nomme avec euphémisme, «départements de Guadeloupe et de Martinique» : «...il ne faut surtout pas dramatiser ! Les descendants des déportés vivant sur le même sol que les descendants des colons... c'est déjà un drame ! » (1)

Réclamée à cor et à cri, l'ouverture de la télévision est souvent contrecarrée par ceux là même qui la revendiquent. Aux dernières nouvelles, l'équipe de tournage du JT a été contrainte, par une organisation de défense des droits de l'homme, de rebrousser chemin. La libre expression tant galvaudée, ne serait donc qu'à sens unique ? Ceci peut, même, dénoter du mépris affiché à l'égard de ceux, nombreux, qui n'ont pour, seule, fenêtre sur le monde que l'antenne ENTV. Par contre, la presse dite internationale, instrumentalisée, comme tout le monde sait, par des nébuleuses lobbyistes, est bien là et sa présence, très prisée, ajoute du baume au cœur d'esprits encore, culturellement, colonisés. Il faut voir ces animateurs de plateaux télévisés jubiler, à l'annonce de désordres annoncés par delà la Méditerranée. Un droit de préemption sur les anciennes colonies, semble être, décidément, acquis. A peine, la place «Ettahrir» libérée, on tourne vite la page et on se met à humer, tels des hyènes affamées, l'odeur du sang. De pseudo experts de la chose et des Arabes

de service se bousculent au portillon pour venir, telles des cartomanciennes de kermesse, prédire l'avenir de peuples, anciennement, subjugués par les mêmes pleureuses. Nul n'est contre le droit à l'information locale ou internationale, mais, faut-il que celle-ci participe du seul souci d'informer pour que le receveur ne se fasse que sa propre opinion. Il a été, malheureusement, remarqué au cours des récents événements d'Egypte que des télévisions françaises dite arabophones braquaient, immuablement, leur objectif sur le seul champ disponible et allaient à la chasse aux commentaires que nul ne pouvait contredire. Il faut se rendre à l'évidence, aussi, que le déséquilibre informatif est présentement à l'avantage de l'Occident. La 1ère Guerre mondiale médiatique, remportée par CNN lors de l'invasion irakienne, n'a, toujours pas, connu d'armistice que ça en devient une guerre d'usure.

Sur le registre de la communication, il semble que le crédit est, beaucoup plus, accordé à l'écoute d'un eurodéputé qu'à un chef d'Etat «neutre». Ceci ne dédouane en rien, la sclérose médiatique de l'establishment politique qui demeure très frileux. L'information de première main que peut obtenir le citoyen à travers ses médias publics, ne pourra que le prémunir d'éventuelles lectures biaisées ou manipulatoires. Il reste beaucoup à entreprendre et à parachever dans le chapitre. La démocratie n'est pas qu'un exercice électoral pour l'alternance au pouvoir, mais bien plus que cela. Elle implique le respect de l'autre dans sa dimension humaine d'abord. L'autre peut être un enfant, notre propre enfant ou le voisin de palier. Prenant à contre-pied toute l'opposition, la Secrétaire générale du Parti des Travailleurs, a marqué, encore une fois, sa différen-

ce lors la récente session de son Bureau politique en déclarant que les progrès enregistrés par le pays sont probants, mais qu'il demeure entendu que beaucoup reste à faire. Terrassée, pourtant, par le score «brejnévien» de la dernière élection présidentielle, elle se relève sans émotivité féminine et poursuit le combat, sans nul doute, inégal. La probité morale et l'honnêteté intellectuelle, qualités essentielles dans l'assumption politique, lui valent de ne pas faire table rase de tout ce qui peut être positif chez l'adversaire du moment. Il est notable, de relever dans les discours ambiants, la demande pressante en matière de libertés démocratiques accrues plus que tout autre revendication. Espérons, toutefois, qu'il ne s'agit pas là de démocratisation intellectuelle et pour lequel un célèbre auteur russe aurait dit : «Il n'y a que chez nous, dit Dostoïevski, que le démocratisation de l'intelligentsia russe s'est associée aux aristocrates contre le peuple. Ils vont au peuple pour lui faire du bien, mais méprisent ses habitudes et ses fondements.» - (Nicolas Milochévitch - fr.wiktionary.org / wiki/démocratisation)

Portée par les élites, l'aspiration à la démocratisation politique, est plus structurée et moins audible que celle qui appelle à la démocratisation sociale et économique, portée elle, par les couches moyenne ou défavorisée et qui est déjà bouillonnante. Ces faux extrêmes, feront un jour la jonction dans ce qui est, communément, appelé : la rue. Mais en attendant et à titre illustratif, si tant est l'avenir des jeunes qui importe aux yeux de la classe politique, y a-t-il eu une seule tentative, même expérimentale, d'insérer des jeunes sans emploi chez des opérateurs économiques de la même obédience partisane ou même, et là c'est trop demander, organiser

des caravanes d'explication sur les dispositifs d'insertion initiés par l'Etat, même, s'ils demeurent insuffisants pour l'heure ? Qualifié d'erratique, un programme gouvernemental peut, parfois, comporter du positif, et le signaler n'aurait rien d'hérétique. Des gloires politiques des années quatre vingt dix, réputées irréductibles ont, lamentablement, été emportées par le, seul, manichisme dont ils en ont fait un cheval de bataille. Ils n'ont fait que dénier, aux autres, le droit de s'exprimer.

La démocratie se confond aussi à la citoyenneté républicaine qui, faut-il le rappeler, est la subordination aux devoirs citoyens : accomplissement du Service national et du Service civil pour certains diplômés supérieurs, souscription à la fiscalité, devoir de vote. L'état d'esprit qui prévaut et à grande échelle, est fait d'impérities, de désertions, de louvoisements, d'évasions fiscales, d'abstentions et d'une multitude de distorsions sociales qui n'aident pas à la configuration et la consolidation d'une cohésion sociale à même de se doter d'une gouvernance politique efficiente. Evoquer les constantes nationales, par ses temps d'irrespect au patrimoine commun, c'est se vouer aux gémonies de tout bord. Même le F.N dont on ne pas dire qu'il est proche du pouvoir français, fait de la chimère de Jeanne d'Arc, du drapeau tricolore et de la «Marseillaise», son brelan d'as. Le «système» aura toujours bon dos pour assumer toutes les turpitudes aussi haïssables, les unes que les autres. La prévarication, la prébende, le déni d'équité ne sont en fin de comptes que des caractéristiques, d'abord, humaines avant d'être politiques. Il est à espérer que les discours d'intention hissés au rang de programme politique, ne reviennent pas sur le déjà vécu, car les capacités mémorielles populaires sont éléphantines dans le registre. Un chat échaudé craint l'eau froide...

Révolutions, côté cour

Il y a le côté spectaculaire d'une révolution. Et il y a le côté cour, avec les paradoxes et les contradictions.



PAR ABED CHAREF

Il y a un an, des millions d'Egyptiens sortaient dans les rues du Caire pour fêter une victoire contre l'Algérie. On parlait alors de football, et de coupe d'Afrique des Nations. Le pays des pharaons semblait alors connaître un bonheur sans limites, destiné à durer une éternité. Mais sous la joie, factice, pointaient déjà les vrais problèmes qui ont été à l'origine du départ de Hosni Moubarak.

Quelques semaines plus tôt, l'Algérie avait été déjà envahie par une vague de joie jamais vue depuis l'indépendance, à la faveur du fameux match d'Oum Dourmane. Une joie qui a permis de contenir la vague de colère sourde qui montait depuis longtemps, et qui a fini par exploser en janvier 2011.

Après la guerre du football, les deux peuples se sont pleinement retrouvés dans la contestation de leurs pouvoirs respectifs. Et même s'il est difficile de dire ce que les Egyptiens ont ressenti pour l'Algérie, il est indéniable qu'un immense mouvement de sympathie en faveur de l'Egypte s'est emparé des Algériens. L'image de l'Egypte, avilie et prosternée, a été largement effacée, et remplacée par celle d'un peuple fier, digne, capable de se révolter pour renverser son tyran.

Ce que le football a défait, la politique l'a refait. Et nul doute que les choses ne

s'arrêteront pas là, car les effets de l'aventure égyptienne sur l'ensemble du monde arabe ne sont pas encore terminés. Ce qui montre que la politique, utilisée positivement, peut galvaniser les peuples et mobiliser pour réaliser de grandes œuvres. A l'inverse, réduite à une simple course au pouvoir et à un partage de butin, elle devient un élément de destruction du pays et de déstructuration de la société.

A côté de cette formidable évolution que représente le rétablissement de ponts de solidarité entre peuples algérien et égyptien, la vague de contestation en cours comporte de nombreux paradoxes. Même si l'euphorie actuelle les a réduits au second plan, on ne pourra les occulter indéfiniment, car leur poids risque de se révéler décisif pour dessiner la nouvelle carte politique de la région.

Ainsi, le résultat de la révolution égyptienne laisse perplexe. Pour l'heure, s'il faut faire un bilan de ces journées durant lesquelles la place « Tahrir » a été le centre du monde, on notera que Hosni Moubarak a été éjecté, le Parlement suspendu, et l'armée a récupéré les pleins pouvoirs, au sein d'un conseil militaire. Dans la forme, le coup est une vraie réussite, mais dans le fond, c'est un bon vieux coup d'état classique qui a lieu, dans la plus pure tradition arabe et africaine. Coup d'état moderne, peut-être, soft, réalisé au profit de l'armée, avec l'appui de la rue égyptienne et de

l'opinion internationale. Mais coup d'état tout de même.

Hosni Moubarak parti, la «rue arabe» a chanté victoire, convaincue qu'elle a restauré son pouvoir. Mais derrière ces millions de personnes qui défilent, comment ne pas relever le poids excessif de la pression américaine, exercée de manière directe et publique pour imposer le départ de Moubarak. A partir d'un certain point, il semblait même que les Etats-Unis avaient commencé à gérer la crise de manière directe. On a noté, au cours d'une journée décisive, des déclarations de Barak Obama, Hilary Clinton, Robert Gates, ainsi que différentes porte-paroles et hauts responsables, qui donnaient l'impression de dicter avec précision ce qui devait être fait en Egypte.

L'attitude des Etats-Unis révéla, elle aussi, deux énormes paradoxes. D'une part, et pour la première dans l'histoire récente, ils semblent accompagner, voire inspirer un mouvement populaire dans le monde arabe. D'autre part, ils mettent autant d'empressement à dénoncer les dictateurs qui tombent qu'ils mettent de force à protéger ceux qui sont encore en poste.

En s'acharnant sur les dirigeants déchus, les Occidentaux nous apprennent qu'ils sont les premiers à tirer sur les ambulances. Tant mieux, car ainsi, ceux qui gouvernent encore dans les pays du sud savent à quoi s'attendre, le jour où ils

seront confrontés à la colère populaire.

En ce début 2011, on a aussi redécouvert le paradoxe qu'offre la puissance de la rue. Il n'y a pas mieux que l'enthousiasme populaire pour renverser un ordre injuste. Mais il n'y a pas pire que l'enthousiasme pour rendre aveugle. Et si la ferveur populaire a joué un rôle central pour éjecter Zine El-Abidine Ben Ali et Hosni Moubarak, elle a aussi ôté tout sens de la mesure dans l'analyse aussi bien de ce qui s'est passé en Egypte que lors de la marche du 12 février à Alger. En Egypte, on n'a vu que la ferveur de la rue là où le jeu international et le rôle de l'armée ont joué à fond. De même, là où il y avait quelques centaines de personnes, à Alger, les partisans de la marche ont compté des milliers d'interpellations.

Et, pendant que la société algérienne tente de réoccuper l'espace politique et la rue, son opinion est livrée aux chaînes étrangères. En ce sens, la marche du 12 février a donné lieu à une vraie bataille entre Al-Jazeera et les chaînes françaises, alors que d'autres chaînes tentaient de faire un peu de figuration. Par contre, même si l'ENTV a envoyé une équipe sur place, l'Algérie était totalement absente de la bataille : désormais, le Qatar a plus d'influence sur l'opinion algérienne que l'état algérien.

Ceci montre que le champ de bataille a changé. A l'ère Facebook, Twitter, SMS et Al-Jazeera Live, l'Algérie continue de se battre avec les techniques et les hommes du MALG. C'est le meilleur moyen, non de perdre la guerre, mais de ne même pas livrer bataille.

Sur la Tunisie effervescente

PAR MEDJAOUI ALBDELALIM*

Dans beaucoup d'analyses de la révolution de nos frères tunisiens, revient l'attitude de « scrutateur le rétroviseur » pour voir si l'Algérie va suivre. Cette attitude peut être comprise soit dans le sens d'une crainte d'un « danger de déstabilisation » qui attendrait notre pays, soit dans celui de la déception de ne pas voir s'y produire un fol espoir de « changement démocratique »... Que pouvons-nous dire sur cette question ?

DES PROBLÈMES DE LIBÉRATION

Les dirigeants français, les gens de leurs médias ont toujours soutenu à bout de bras leur « ami » Ben Ali et son régime – la « MAM » ne lui a-t-elle pas proposé l'« expertise française » pour mater la révolte de son peuple ? Ils ont sans vergogne profité des libéralités corruptrices de leur ami Ben Ali aux dépens de la Tunisie sous-développée et de son peuple – il n'était pas beau le spectacle qu'ils ont donné en essayant de justifier leur misérable cupidité excitée par les largesses du malfrat qui a transformé, pour eux, en club-Med, le pays du néo-Destour et des valeureux « fellaghas » ; jusqu'à ce que leur chef élève, si on peut dire, un peu le débat en expliquant que c'était des services réciproques échangés pour des raisons de sécurité ! Bien sûr, c'est la dictature que Ben Ali imposait au peuple tunisien.

Mais c'était pour le ligoter, pour le dépouiller de son indépendance et mettre la Tunisie et la sueur de son peuple au service des « amis » occidentaux. Ce manque de démocratie servait à remettre en cause les acquis arrachés au colonialisme, les résultats de dizaines d'années de lutte et de sacrifices pour la libération et la liquidation du colonialisme. C'est cela que certains veulent camoufler, comme y travaillent tous les médias au service du globalisme impérialiste ou trompés par lui, et tous les politiques occidentaux, en mettant en avant le besoin de démocratie et de pain comme facteur de la révolte. Ce ne sont pas de simples problèmes démocratiques et sociaux, ce sont plus gravement des problèmes de libération. De ce point de vue, il est vrai, « le rétroviseur » s'impose, vu la similitude des problèmes que rencontrent nos deux pays. Mais le rétroviseur que nous devons, me semble-t-il, regarder est celui de l'Algérie qui est déjà passée avec succès par l'épreuve enthousiasmante que vit aujourd'hui le peuple frère en Tunisie (et sans doute aussi celui d'Égypte). L'Algérie a connu cela en décembre 1960 et en octobre 1988.

QUE S'EST-IL PASSÉ CHEZ NOUS EN DÉCEMBRE 1960 ?

Le peuple a manifesté en ce décembre-là, en grande masse et simultanément, dans les grandes villes aussi bien que dans les plus petits villages. Pour dire non à De Gaulle ! Depuis sa prise du pouvoir, De Gaulle avait donné à l'armée tous les moyens du complexe militaro-industriel français pour vaincre l'ALN. Ce fut le moment le plus atroce de la guerre, une véritable guerre de reconquête à la Bugeaud ! L'ALN en était sortie bien affaiblie. De Gaulle entamait alors cette tournée dans les villes d'Algérie, pour s'adresser aux élites urbaines en leur « offrant » le marché « démocratique » suivant : « Nous vous avons pratiquement débarrassés de la dictature de l'ALN-FLN, choisissez parmi vous ceux qui veulent construire avec moi votre Algérie, l'Algérie algérienne ! ». Il pensait trouver une prétendue « 3^e force » parmi les élites urbaines pour éliminer ou marginaliser le FLN ; c'est-à-dire le mouvement national et toute son histoire. C'est, au contraire ce dernier qui en est sorti renforcé, et De Gaulle a dû, pendant un an et 3 mois, se rabattre finalement, pour essayer d'en tirer parti, sur la division persistante dans ce mouvement entre « rebelles » et « demi-rebelles⁽¹⁾ ». Mais il a dû céder l'indépendance de l'« Algérie musulmane » comme l'ont scandée



les manifestants de Décembre...

ET QUELLE A ÉTÉ LA SIGNIFICATION D'OCTOBRE 1988 ?

L'indépendance arrachée était restée marquée par cette division⁽²⁾. Les luttes complexes et pénibles qui se sont déroulées en 1962 ont débouché, dans la confusion, sur l'échec des positions de l'aile qui courait après une indépendance à la Bourguiba ; ce fut l'affirmation d'une indépendance plus conséquente continuant à lutter pour récupérer ce qui avait été indûment concédé par les accords d'Évian⁽³⁾, en grande partie à cause des divisions.

L'aile battue, que nous appellerons « néo-demi-rebelle », s'était résignée à un compromis qui lui permettait de tenir des positions dans le pouvoir. Mais dans les années 80, après la disparition subite du regretté Boumediène, cette aile a repris le dessus, et entamé une révision « bourguibienne » du régime et des relations avec l'ex colonisateur. C'est ce qui a fait applaudir Hassan II, selon qui l'Algérie était revenue à des positions qui pouvaient augurer d'un bon avenir pour une Union maghrébine « acceptable ». Cela s'est évidemment fait aux dépens, pas seulement des intérêts de l'Algérie, mais de la dignité nationale, c'est-à-dire du FLN historique quasi complètement exclu du pouvoir⁽⁴⁾ ; ce qui reposait encore un problème de libération. D'où la « révolte d'octobre 88 », que les forces « néo-demi-rebelles » ont aiguillé sur ce qu'elles ont claironné comme étant une « ouverture démocratique » : avec un machiavélisme achevé, elles ont concocté un système où elles pensaient noyer le FLN historique⁽⁵⁾ dans un magma « démocratique » d'une multitude de partis ; et parmi ces derniers, le FIS, qui devait servir de force de frappe pour en finir, une fois pour toutes, avec ce FLN historique qui toquait à la porte pour revenir sur scène. Et, pour donner le change, elles se sont confectionné leur propre « FLN » bien nettoyé, bien propre, avec la complicité d'un « ex demi-rebelle », porté au poste de Secrétaire général. Il a alors fallu un bras de fer de 3 ans et 2 mois pour les « déboulonner » du pouvoir...

C'est alors qu'elles actionnèrent leur atout, le FIS, en lui donnant « démocratiquement » le pouvoir, par les premières législatives pluralistes, espérant le partager avec lui, après l'élimination définitive de la tendance FLN historique. La France

de Mitterrand gérait et protégeait ce processus... On sait le tsunami qui a alors frappé l'Algérie, risquant de la faire disparaître comme ce fut le destin de la malheureuse Somalie. Et c'est un exploit (encore un, après l'acquis immense de l'indépendance !) de l'Algérie fille de Novembre que d'avoir fait échec au complot islamiste⁽⁶⁾ ; c'est un exploit que de réussir un rétablissement de l'Algérie sur des positions indépendantistes conséquentes (en faisant appel à l'un de ses symboles pour rétablir une légitimité que le président parjure, dans une volonté de bloquer toute possibilité d'alternance, avait cassée en dissolvant toutes les institutions pouvant assurer une continuité constitutionnelle...). Ces luttes entre les deux courants qui se disputaient le pouvoir ont pour chair leur position sur l'outil du développement, sur la politique gazière que défendaient l'un et l'autre, l'un contre l'autre⁽⁷⁾.

Ce différend était politique entre 2 tendances du mouvement national, et non entre ce dernier et une force « harkie », c'était une lutte contre la corruption politique dénoncée par la Proclamation du 1^{er} novembre 1954, et non contre une dérive maffieuse comme c'est le cas aujourd'hui en Tunisie.

Cela nous permet de revenir aux événements de Tunisie.

Comment les interpréter ? L'effervescence populaire qui a soufflé le régime de Ben Ali exprime certes des revendications sociales et démocratiques. Mais, elle se démarque de la démocratie à laquelle l'Occident prétend appeler en Tunisie et dans les autres pays arabes, alors qu'il soutenait à bout de bras la dictature de Ben Ali et continue de sou-

tenir celles qui lui sont inféodées ; la démocratie à laquelle aspirent les Tunisiens est de la même nature que celle qu'ont choisie nos élites urbaines en décembre 1960, quand elles ont refusé celle de l'« Algérie algérienne » que leur a proposée de Gaulle ; c'est une démocratie politique avant tout anti-impérialiste ; de même, la démocratie à laquelle aspirent les Tunisiens est de la même nature que celle qu'ont choisie les Algériens en faisant appel à Boudiaf, en refus de la fausse démocratie que voulait leur « fourguer » le pouvoir réformateur. Voilà les images que montre le rétroviseur si on veut regarder un rétroviseur en la matière.

LA MARQUE DE SALAH BEN YUCEF

L'effervescence populaire en Tunisie porte la marque de Salah Ben Youcef, dont l'élimination – même légale – était injuste politiquement, parce qu'elle a mutilé le mouvement national tunisien dans son combat pour la libération : elle le privait d'une force essentielle, l'aile patriotique conséquente que la propagande colonialiste nommait « radicale » pour la dire extrémiste. Le « bourguibisme » a été roulé dans la boue, par les pratiques d'un soudard formé dans les officines de l'empire pour enfermer à double tour les idées et les positions du regretté Salah Ben Youcef, dont le « bourguibisme » s'était dépouillé lui-même, en même temps qu'il en a démuné le mouvement national maghrébin conséquent. Et, ironie de l'histoire, c'est Ben Youcef qui lui rend sa dignité ! Il fallait voir l'émotion des vieux compagnons de Bourguiba, mis sur la touche par Ben Ali, disant : « rad-

danna errouh » en parlant du sursaut populaire parti de Sidi Bouzid qui leur a « rendu la vie ».

Cette situation rappelle celle évoquée par un général-écrivain, Trumelet⁽⁸⁾, qui a participé à la prise et la colonisation de Blida : Les Blidiens, comme il dit, n'ont pas été faciles à soumettre, mais ils ont fini par l'être, quand ont été battus les Bni Salah qui tenaient les montagnes avoisinantes. Ces derniers assuraient une veille vigilante en « terrorisant », précise-t-il, les Blidiens pour les empêcher de se soumettre...

Dans la partie serrée qui se joue aujourd'hui en Tunisie – aussi serrée que celle qui s'est déroulée chez nous entre octobre 1988 et le renvoi du président parjure – ces vieux politiques sauront-ils renforcer les positions de la Tunisie combattante en y réintégrant l'atout youcefiste ?

Cet atout, elle en a bien besoin, la Tunisie combattante, qui a fort à faire avec l'Occident qui dit soutenir les aspirations démocratiques des Tunisiens, et qui les soutient comme on dit de la corde qu'elle soutient le pendu ! La liquidation de cet atout a fragilisé le bourguibisme et ses réalisations nationales en permettant au « benalisme » de coloniser le parti destourien comme le fait le petit du coucou qui colonise le nid d'un autre oiseau. Le mouvement national tunisien reprendra ses forces gravement atteintes par le « benalisme », s'il corrige l'attitude de fermeture bourguibienne sur le youcefisme et si, au contraire, il s'en fait un allié d'autant plus essentiel que son esprit vient de montrer son efficacité dans la réactivation des forces nationales dans le sens de la libération réelle de la Tunisie...

Ce redressement attendu, aujourd'hui possible par la grâce du mouvement parti de Sidi Bouzid, doit faire face aux grandes pressions et manœuvres des puissances impérialistes, qui veulent le réduire à un replâtrage formel « démocratique et social ». Il réussira d'autant plus qu'il réhabilitera et réintégrera le facteur youcefiste dans la démocratie à construire. Comme les Bni Salah de Trumelet, ce facteur est un garant contre la soumission de la Tunisie au néocolonialisme impérialiste qui sévit sous le couvert de la globalisation. Il rétablira la force du mouvement national tunisien et aidera le peuple tunisien à réduire les possibilités et la nuisance des nombreux petits Ben Ali qui fleurissent sur le fumier du mafioso déchu, et qui surfont sur la colère salulaire du peuple tunisien. L'Algérie, qui est passée par le chemin périlleux qu'emprunte aujourd'hui le peuple frère tunisien en quête de rehausser sa dignité nationale bafouée, suit avec un espoir confiant ce combat courageux. Elle est consciente que par le simple fait de l'avoir engagé, le peuple tunisien frère apporte un grand soutien à la résistance de l'Algérie aux volontés impérialistes de se la soumettre, et que fort des succès qu'il mettra toute sa vigilance à remporter, il viendra formellement épauler l'Algérie dans la lutte pour un Maghreb maître de ses destinées.

* Auteur, chez Casbah Edition, de : *Ce Pays est le nôtre, et de : Le Géant aux yeux bleus, (deux témoignages sur l'expérience personnelle pendant la période coloniale et la guerre de libération, pour le premier, et pendant la période post-coloniale, comme dirigeant du PAGS, pour le second).*

Notes

1 - Selon l'expression de J. Chevallier. Bien évidemment, avec le déclenchement de la guerre de libération, cette tendance « demi-rebelle » n'est plus la même que celle dont a parlé Chevallier ; elle a changé de caractère.

2 - Car si, sous la colonisation, elle exprimait la recherche d'une réforme du système colonial, après Novembre, elle s'est muée pour exprimer un niveau supérieur de cette recherche du compromis : un arrangement à la Bourguiba avec la France.

3 - Qui a sérieusement perturbé le cours de la guerre de libération, se résolvant parfois dans des affrontements dramatiques, dont le plus marquant a été l'exécution de Abbane par ses pairs.

4 - Ce qui ne veut pas dire sous-estimation de l'importance de tels accords, comme concession, enfin, de l'indépendance par la France coloniale.

5 - Seul le regretté Ben Yahia s'est accro-

ché, et on a dû s'y prendre à deux fois (2 accidents d'avion !) pour s'en débarrasser. Les principaux anciens ministres de Boumediène étaient sur la sellette... À noter que, depuis Novembre – qui a appelé à l'union des forces du mouvement national contre l'ennemi colonialiste, au lieu de se crêper le chignon –, l'aile demi-rebelle avait repris à son compte, dans le MTLD, l'aspiration à trouver avec le colonialisme un compromis réformateur ; depuis, elle a cherché à prendre l'ascendant sur l'aile novembriste, pour imposer un tel compromis avec l'impérialisme, dans les conditions ouvertes par Novembre, alors que ce dernier en avait fixé les conditions de dignité nationale.

6 - Le vrai, le fédérateur des forces nationales, pas celui qu'elles avaient compromis par leur gestion très étroite (art. 120).

7 - C'est en Algérie que ce courant « inter-

nationaliste » harki pensait s'assurer une base d'expansion pour d'autres espaces à conquérir, aux dépens du mouvement national, et c'est en Algérie qu'il a été défait.

8 - Cette grille de lecture nous semble la plus pertinente, pour expliquer non seulement les développements de la situation sociopolitique dans notre pays, mais même dans tous les pays en décolonisation comme le nôtre.

En tout cas, au niveau du Maghreb, les 2 positions sont en lutte, surtout chez nous, les 2 pays voisins ayant dans un premier temps réduit au silence la tendance indépendantiste conséquente (Exécution de Ben Youcef en Tunisie, assassinat de Ben Barka au Maroc...). Mais rien n'est définitif comme on le voit en Tunisie...

8 - Dans son livre, *BLIDA, Récits selon la légende, la tradition et l'histoire*, A. Jourdan édit., Alger, 1987.

L'exception arabe: la leçon égyptienne et l'espoir algérien

PAR KAMAL GUERROUA *

Les dictatures sont une maladie endémique. Elles ont laissé des griffures, blessures et entailles dans l'âme des peuples opprimés. Les oligarchies arabes sont dans un puits historique pour reprendre l'expression de Amin Maalouf, elles ont édifié des barrières de non-sens, construit des règnes despotiques, réinventé des mythes dynastiques et dithyrambiques à leur égard et malheureusement oublié que le changement est l'unique sel de l'histoire autant dire son principal moteur. Les régimes arabes artistes à outrance et démesurément gérontocratiques, déconnectés des réalités sociales et baignés dans les mensonges triomphalistes ne veulent guère entendre parler de la symphonie de la démocratie jusqu'au point d'ériger en constante figée, immuable dans le temps et statique dans l'espace, le cliché largement répandu en occident faisant des nations arabes des entités sclérosées, fragmentées tels des îlots enclavés qui portent les graines de despotisme et de la soumission dans leurs gènes.

L'EXCEPTION ARABE

Il est certain que l'idée fort saugrenue de l'exception arabomusulmane en matière de despotisme est totalement erronée car elle est historiquement infondée. En plus, elle est battue en brèche par les récents bouleversements qu'a connus la Tunisie, l'Égypte et l'Algérie. De par le passé, ces stéréotypes surannés ont accouché de nombre de confusions langagières, de dérives sémantiques, et d'amalgames conceptuels dans l'imaginaire occidental eurocentriste, centrifuge et ethnocentriste. L'islam est confondu avec l'islamisme, la dictature est assimilée au pouvoir théocratique, les oligarchies sont comparées aux règnes dynastiques⁽¹⁾. La civilisation occidentale conservatrice et matérialiste, motrice et technique, fortement imprégnée de la culture des lumières et dopée d'un legs colonial inestimable se dresse en modèle incontournable face à un monde arabo-musulman, de culture foncièrement orientale, spéculative et contemplative, spiritualiste et émancipatrice. Déchiqueté et déstructuré par les affres d'une colonisation sauvage et débridée. Ces nuances notionnelles vont nous permettre de voir de plus près la perception étriquée qu'avait forgée l'occident vis-à-vis de ce qu'il considère comme étant le syndrome arabo-musulman du despotisme. Ce glissement progressif du langage avait, d'une manière ou d'une autre, catégorisé le monde arabo-musulman sous le prisme dépréciatif et l'étiquette réductrice de nations nées d'une inertie historique, congénitalement incapables à se démocratiser ou à la longue, à se libérer du joug de l'oppression et de la camisole de la soumission. Si l'exception française est considérée dans l'imaginaire occidental comme synonyme de droits de la personne humaine et de libertés, l'exception arabe est au contraire perçue comme la source de despotisme et la matrice des fanatismes.

LA LEÇON ÉGYPTIENNE

Le passé de l'Égypte est fructifère. Les expéditions napoléoniennes (1798-1801) et la vague de modernisation qu'avait entamée Mohamed Ali (1769-1849) ont donné du lustre à sa civilisation pharaonique déjà plus que millénaire. L'histoire contemporaine garde de l'Égypte une image de grande nation. Elle fut le chantre du panarabisme, la veine jugulaire de la renaissance arabe. Cependant, elle fut également le berceau du Baasisme, idéologie rétrograde à la base irako-syrienne qui avait pour but la résurrection de la grandeur et du gigantisme de la culture arabe et l'exclusion des minorités non arabes du jeu politique. En fait, la main de fer du régime de

«La démocratie ne peut être ni exportée (par l'Europe) ni imposée (par les USA) Elle ne peut être que le produit de la conquête des peuples du Sud à travers les luttes pour le progrès social, comme cela fut et est le cas en Europe ».

Samir Amin, économiste égyptien, altermondialiste.



Nasser (1918-1970) a réfréné toutes les velléités de structuration de la mouvance islamiste des frères musulmans créée auparavant par Hassan Al-Banna en 1928. La société égyptienne était régentée, l'opposition bâillonnée, les purges multipliées et le pays engagé dans des guerres frontales avec Israël notamment en 1967. Malgré le charisme de Nasser, l'armée égyptienne détient la réalité du pouvoir et agit en sous main dans le sèraï. En réalité elle est le pivot central de tout un appareil d'État verrouillé. A cet effet, Nasser en fin stratège a voulu faire main basse sur l'armée mais il semble qu'il ait été mis hors du jeu, Béchir Ben Yahmed en fait le diagnostic suivant « depuis près de soixante ans qu'elle règne sur lui en maître absolu et sans avoir jamais essayé de le conduire à la démocratie, l'armée égyptienne a balloté le pays à droite et à gauche littéralement⁽²⁾ ».

En effet, le régime autocratique et totalitaire instauré par les officiers libres dès 1952 était particulièrement renforcé par l'escalade d'affrontement par pays du tiers monde interposés, entre les deux blocs Est-Ouest durant la guerre froide. Le règne éphémère de Mohamed Naguib (1953-1954) ne fut qu'un court intermède pour Nasser pour se débarrasser de la tutelle des frères musulmans et s'ancre dans le pouvoir. Le rôle de leader du monde arabe qu'a joué l'Égypte a conforté le prestige du Rais. Son soutien à la cause algérienne et sa lutte pour l'indépendance de la Palestine avaient effacé le fantôme de sa défaite en 1967 et ravalé l'amertume de la répression de l'opposition aux yeux des masses égyptiennes et arabes. En quelque sorte, le malaise interne de l'Égypte était caché par l'aura externe du Nasser. La mort de celui-ci en 1970 a desserré l'étau autour des opposants et fait fléchir la position égyptienne envers le conflit arabo-israélien. Son successeur Anouar Al-Sadate a renoncé au panarabisme nassérien, signé l'accord de Camp David en 1978 et livré l'Égypte en pâture au protectorat israélo-américain. Isolée politiquement du monde arabe, l'Égypte avait dû mettre son rôle de leader panarabiste au musée de l'histoire. Après l'assassinat du président Sadate en 1981, le régime égyptien profondément désarçonné avait laissé la porte ouverte au chaos total et ce fut à ce moment-là que les islamistes avaient refait surface et l'état d'exception décrétée. Il

semble clairement que le panarabisme de Nasser ait dégénéré en contre-offensive islamiste très virulente, « on ne saurait cependant oublier que dès le début des années soixante-dix, l'utopie islamiste s'était épanouie non seulement à la suite de la faillite du nationalisme et des désastres économiques, mais également sur la base de la contestation des pratiques répressives et autoritaires des gouvernements⁽³⁾ ».

Ce fut également dans ce contexte très difficile qu'avait eu lieu l'investiture de Mubarak. Une fois la normalisation avec Israël garantie, le nouveau président avait bénéficié d'un soutien indéfectible de la part des puissances occidentales. Durant ses 29 ans de règne sans partage, Mubarak a désacralisé définitivement le mythe nassérien, opposé un nœud fatal aux visées libératrices de l'opposition, à titre d'exemple, le mouvement Kefaya était toujours sous le collimateur du pouvoir. Le (P.N.D) n'avait fait que dans sa cooptation. L'Égypte, une puissance démographique de 85 millions dont plus de 15 millions installés au Caire et dont 10% sont des chrétiens coptes a longtemps souffert des politiques néolibérales du régime. En dépit des richesses du pays entre autres les revenus du tourisme, les ressources minières, les hydrocarbures et l'or, la précarisation aurait touché la plupart des foyers et le niveau de vie est très bas. La contagion vertueuse et l'effet médiatisé de la révolution du jasmin n'ont fait qu'accélérer la cadence de la révolution du Nil. Les soubresauts du géant pharaonique ont été favorisés par divers facteurs que l'on pourrait résumer dans quatre points essentiels:

- 1-la nécessité impérieuse de l'alternance au pouvoir et l'incidence de la révolution du jasmin sur les consciences
- 2-L'essoufflement social de la population égyptienne des suites des politiques néolibérales sauvages et sa volonté de renouveau démocratique.
- 3-L'état d'exception qui a duré plus de trente ans a exaspéré les masses populaires.
- 4-l'interconnectivité coordonnée du tissu associatif et la cyber-opposition phénoménale à travers les réseaux sociaux a joué un rôle de premier ordre dans la mobilisation citoyenne. Dans cet ordre d'idées, il est à signaler que plus de 9000 personnes ont répondu favorable à l'appel du 25 janvier 2011 à la place de Tahrir pour chasser Mubarak du trône.

L'ESPOIR ALGÉRIEN

L'Algérie et l'Égypte présentent des similitudes frappantes. Les deux pays ont vécu des périodes de grande tension politique. Néanmoins, le diagnostic s'avère être quasiment différent.

Au plus fort de la répression de la mouvance islamiste dans les années 90 et l'interruption du processus électoral, un fossé abyssal s'est creusé entre les élites et la population. Le mépris des masses est le point de mire de la logique des gouvernants. En ce sens, les citoyens algériens sont malmenés dans leur vie quotidienne et touchés dans leur amour-propre « l'Algérie est devenue une sorte de prison-hôpital à grande échelle »⁽⁴⁾ dirait l'écrivain nobélisable Mohamed Dib. L'acharnement des politiques néolibérales et la paupérisation de pans entiers de la société ont fracassé le tissu social et fomenté des scissions et scissions dans les formes de solidarités anciennes, la mentalité individualiste véhiculée par l'économie de bazar et les détritux néolibéraux l'emporte de loin sur l'intérêt collectif. D'aucuns voient dans cette régression dans l'échelle de valeurs une détérioration dans la relation État-société, les dysfonctionnements criants dans la gestion des crises et le maintien de statu quo favorable à une situation voulue par les gouvernants « le pouvoir dirait Mouloud Hamrouche, a éliminé toute régulation sociale. Et les gouvernants sont réfractaires à tout fonctionnement institutionnel de gouvernement, à toute réforme institutionnelle⁽⁵⁾ ». Il paraît clairement qu'au bout d'un long processus d'effritement catastrophique des institutions étatiques, les citoyens aient perdu espoir dans la politique, le politique et les politiques. Cet état de faits n'aura de cesse d'empirer de plus en plus faute d'une réactivation sérieuse de l'élan citoyen en faveur du militantisme, le sacrifice de soi et l'amour de la patrie. En vérité, la société nécessite une thérapie démocratique d'envergure, des soins intensifs de citoyenneté car elle est cruellement en manque de structuration associative de base, le romancier Rachid Boudjedra écrivait déjà en 1992 ce qui suit « la société algérienne a besoin d'une sorte de psychanalyse sociale qui aille au bout d'elle-même, vérifie ses paramètres, corrige ses hypocrisies, développe sa rationalité, en un mot, émerge du chaos mental pour mieux maîtriser le monde de soi et le monde de l'autre. Il n'y a

pas mille chemins pour cela mais un seul: dire et se dire la vérité, en finir avec les faux semblants, les faux fuyants, les mutismes névrotiques⁽⁶⁾ ». A dire vrai, ce constat mérite une attention particulière car bien que les masses soient assoiffées d'ouverture et de démocratie, la canalisation défectueuse et le chaos structuré dans lesquels baigne la société civile les en dissuadent.

Il n'est point exagéré de dire aujourd'hui que le pouvoir est grabataire, l'assemblée nationale un dindon de la farce, les associations une excroissance ou un parasite, les partis des structures croupions sans poids dans la prise de décision. Un tel délabrement moral des institutions ne serait que le sergent recruteur du défaitisme, de banditisme et de mercantilisme véreux. En plus la fracture intergénérationnelle entre l'élite gouvernante et les masses gouvernées a été aggravée par le manque de relève politique et la volatilité du système politique de se reproduire dans des transitions dynastiques et clanistes archaïques. La logique hégémonique a pris le dessus sur le travail de mise en perspective des compétences nationales marginalisées. Dans cet ordre d'idées, un débat national de fond doit tenir lieu afin de desserrer le goulot d'étranglement autour des citoyens. Certes, le changement est fonction de conscience et de mentalité mais il est également question de socialisation et de participation politique efficace. L'espoir algérien est enraciné en l'âme de chacun de ses enfants, il va falloir seulement le ressusciter dans les esprits et le mettre en pratique dans la réalité.

LA NÉCESSITÉ D'UN AGGIORNAMENTO POLITICO-SOCIAL

Ce qui est à retenir de cette quatrième vague de démocratisation qui a déferlé sur le monde arabe est l'aspect universel des révolutions. Les jacqueries et soulèvements ne sont pas uniquement l'apanage de l'Europe vieillissante, c'est aussi le destin des peuples opprimés du Sud. Une démocratie ne se construit que grâce aux efforts que pourraient consentir les populations pour s'arracher leur droit à l'auto-détermination. La démocratie s'enseigne et s'exerce par la socialisation et la participation politique « il n'y a pas d'un côté une Europe de valeurs et du progrès et de l'autre une Afrique des ténèbres et des malheurs [...] les peuples que l'on considère sans histoire, non rentables, non solvables, dépourvus de valeurs... »⁽⁷⁾

Le monde arabo-musulman doit se mettre à jour, recycler ses tares, redynamiser ses points morts, et consacrer la démocratie comme valeur refuge face aux vents de l'incertitude, la transition démocratique est le seul palladium de nature à l'enraciner dans la modernité et lui éviter de passer par les fourches caudines d'une réforme venue de l'extérieur, le défi est énorme et les peuples sont prêts à assumer leurs destin. Il ne manque que la volonté politique des élites.

* Universitaire.

Notes:

- 1- Roger Caratini, *le Génie de l'Islamisme*, Editions Michel Lafon, 1992
- 2-Béchir Ben yahmed, *apparences et réalités, Jeune Afrique*, n° 2613 du 06 au 12 février 2011.
- 3-Abderrahim Lachichi, *pour comprendre l'Islamisme politique*, l'Harmattan, 2001, p 152.
- 4-Mohamed Dib, *propos recueillis par Mohamed Zaoui in Algérie, des voix dans la tourmente, le temps des cerises*, 1998.
- 5-Mouloud Hamrouche, *El watan 01 février 2011*
- 6-Rachid Boudjedra, *le Fis de la haine*, pamphlet, Editions Denoel 1992
- 7-Aminata Traora, *l'Afrique humiliée*, Editions Fayard, 2008, p 33 et 175

En route !

Initialement terme militaire, la feuille de route est devenue un agenda utilisé dans les relations diplomatiques des USA l'initiant aux pays « amis » incorporés dans la sphère de leurs intérêts Et, par conséquent, a ceux d'Israël.

PAR ALI BRAHIMI

Et, par extension, utilisé par les divers organismes Onusiens qui, à leur tour, l'ont inculqué aux cadres supérieurs, de certains pays en voie de développement, notamment ceux chargés des secteurs politico économiques stratégiques, tel que celui lié à la sécurité alimentaire, de santé, etc., et désirants à ce que leurs hauts dirigeants soient contentés et encensés y compris en indicateurs mensongers.

En fait, la désignation de la feuille de route est : « une autorisation de déplacement, délivrée à un soldat ou une troupe de soldats, qui indique l'itinéraire et les lieux d'hébergement ». Et, par extension, elle représenterait une ligne de conduite pour certains gouvernements bien inspirés notamment ceux sachant concilier pragmatisme militaire et rationalité démocratique dans le temps et l'espace. A l'image des républiques antiques de la Grèce, de Carthage et l'Italie romaine....

Et actuellement, d'Israël, et la Turquie. Et tout récemment la Tunisie et l'Égypte.... Il serait utile de noter que tous ces pays, ci-dessus nommés, et tant d'autres, sont situés autour de Mare Nostrum. Et qu'ils ont su depuis les anciens temps à ce jour, non sans payer au pris fort à chaque fois qu'ils adoptent ce type de feuille de route, comment tempérer les passions et les humeurs entre les différentes élites... leurs rapports de forces et aspirations. Après des périodes d'éclipses

L'Etat d'Israël, à titre de cas d'école dans le domaine militaro civil, utilise souvent dans leur stratégie politico sécuritaire ce terme ci-dessus défini et transformé en un autre ayant à peu près le même sens : Agenda.. Après la mise à la retraite avant l'âge de 50 ans, des officiers de l'Armée israélienne se retrouvent automatiquement récupérés dans les rouages du système de gouvernance bâti autour d'une démocratie toute particulière selon la culture plurimillénaire, du peuple d'Israël, adaptée aux temps actuels en celle parlementaire type Grande Bretagne, liée à son caractère existentiel dans un environnement perçu, par les planificateurs du futur Etat juif historique, comme contraignant et hostile. Une phobie propre au peuple élu. Et, en même temps, une justification de leur force et agressivité

Et, à partir de là, cet Etat se méfie de tout le monde et anticipe toute nouvelle situation menaçant la sécurité du peuple de Yahvé à la recherche, jamais assouvie puisque constamment dérotés, de sa terre promise ⁽¹⁾ ainsi incrustée dans l'imaginaire collectif des extrémistes, notamment religieux, qui encouragent des juifs de par le monde est venir s'installer définitivement, ou à titre de touristes nostalgiques, dans des lieux déjà peuplés. En revanche, des Israéliens tolérants, puisque décomplexés et heureux la ou ils vivent dans les quatre coins du Monde, n'ont jamais cessé d'aviser ledit Etat de changer son fusil d'épaule. Ils ont raison car toute la terre de Yahvé est promise au genre humain avant cette histoire des pharaons méchants et tortionnaires d'un côté, et le peuple juif se sentant constamment errant et privé d'espace vital - le complexe écologique des nazis - de l'autre côté.

La deuxième révolution post deuxième guerre mondiale, au pays des pharaons, triomphante est issue en grande partie d'un ensemble de frustrations dues aux multiples déclarations humiliantes de la part de hauts responsables du gouvernement israélien d'hier et d'aujourd'hui. A l'exemple de l'assurance arrogante affichée par Mme Tzipi Livni ex ministre israélienne des affaires étrangères qui avait annoncé fin 2008, à partir du Caire, l'imminence d'une attaque contre la population de Gaza cotoyant l'Égypte.

Au préalable, il y'a eu l'attaque du siège de l'OLP en Tunisie. Et tant d'autres agissements humiliants depuis



1947 Après toutes ces humiliations conjuguées au comportement des familles régnantes, les jeunes d'aujourd'hui sont entraînés à reprendre le chemin que leurs prédécesseurs avaient perdus car déprimés par tant de scandales et de mœurs dégradants de haut niveau. Ainsi, le schéma décomplexant de la feuille de route s'est accéléré, au niveau du subconscient du peuple Égyptien, d'autant plus que les multiples mépris de la part du système de gouvernance en place, que ce soit en Égypte ou dans l'ensemble des pays arabes, se sont accentués abusivement. Malgré ces adversités, en tous genres, la jeunesse tunisienne puis Égyptienne, vendredi passé, ont éjecté des présidents sosies dictateurs.

A ce propos, d'autres dictatorialux jumeaux, en plusieurs traits de gouvernance arrogante, sauf que l'un se considère comme « riche » en ressources humaines et naturelles, mais pauvre en imagination démocratique, et l'autre pauvre en ressources naturelles mais riche en volonté, certes tribalisée, démocratique. Cependant, tous les deux sont en train de se diriger dans la même voie, qu'ont pris la Tunisie et l'Égypte, et qu'ils seraient sans doute du lot des révolutionnaires démocrates dans les toutes prochaines années. L'Histoire est ainsi faite. Surprenante !

Ainsi, de nouvelles générations puissamment informées, motivées et mobilisées autour d'objectifs clairs y compris dans les domaines, économiques et socioculturels, etc., sont en train de montrer le chemin, certes tortueux, que les élites politiques arabes, du golfe à l'Atlantique, devraient entreprendre en masses ou alors disparaissent du circuit. En effet, seule la Démocratie obtenue, dans le cadre de la libre pensée et la non-accointance avec ce qui est contraire à ses principes et ce, par la multiplication des efforts persévérant des élites politiques et économiques sincères lesquelles garantiront l'essor, en terme d'avantages individuels, et le progrès pour l'ensemble des composantes de la société. En effet, la route menant vers le pouvoir démocratique exige de l'abnégation car elle passe nécessairement par les défiles escarpés

L'actualité de la semaine, reste dominée par les récents événements intervenus en Tunisie et l'Égypte. Leurs révolutions respectives les ont, indéniablement, propulsés dans un autre monde féérique. Les adeptes des trois religions, ainsi que toutes les obédiences et sensibilités politiques qu'elles soient nationalistes nassériens, progressistes, capitalistes, socialistes, libéraux, communistes, trotskistes..., toutes chantent et dansent ensemble

dans la concorde. La merveilleuse Tunisie et la flamboyante Égypte, sont en train d'éclairer les chemins, menant aux pacifiques révolutions démocratiques, notamment pour les pays arabes vivant dans la pénombre car hésitants d'emprunter les sentiers lumineux, certes escarpés, de la Démocratie qui, également, n'est pas à la portée de n'importe quelle société d'autant plus si celle-ci n'est pas désireuse de s'émanciper.

Cependant, il serait pertinent de noter que les dictatures, désormais chancelantes au Maghreb et Machrak, encouragent sans qu'ils se rendent compte, ou malgré leur volonté, les jeunes élites arabes à s'engager et progresser, inébranlablement, dans les multiples voies les menant inéluctablement vers l'information enrichie et la communication instantanée et ce, grâce aux nouvelles technologies en la matière devenue effectivement leur plat de résistance en terme de nourriture intellectualisée car déflouant.

Les tentatives de les dérouter, de les cloîtrer dans le triptyque absurde : boulot précaire dans des locaux tape-à-l'œil puis faire dodo sans rêver, ne polarisent nullement la majorité de la jeunesse aux multiples besoins liés à leur avenir. En attendant, ils rêvent auprès d'Internet leur montrant des féeries en tous genres et, par inhibition, haïssent terriblement leur habituel train de vie et le comportement méprisant de dirigeants politiques considérés, à tort ou à raison, comme les charpenteurs de leur rêve pour une existence meilleure.

Ainsi, et à l'évidence, ils sollicitent impérieusement voire pathétiquement d'être considérés en tant que responsables et non comme des objets enjolivés médiatiquement pour impressionner, vainement, ceux qui ont la véritable feuille de route du pays. En terme d'indicateurs réels !

Note

1. En vérité, les Israéliens utilisaient déjà, sous d'autres formes, ce terme et ses déclinaisons selon les différentes périodes de leur histoire mouvementée notamment au cours de leur long exode, après leur libération du joug pharaonique, chargé d'épreuves et de déroutes vers la terre promise. Après la nuit d'adoration du veau d'or, ils ont suivi Aaron, frère du prophète Moïse né auprès de la famille du pharaon, une autre feuille de route les menant vers le Jourdain remplaçant, dans leur imaginaire collectif, le majestueux Nil aux crues créées. Depuis, dans le subconscient des juifs, la terre promise est située partout, ... et nulle part !

LA CHRONIQUE
DU BLEDA

Paris : Akram Belkaid



Monologue de l'épicier gafsi

J'ai suivi tout ça de loin. Bien sûr, ça me fait plaisir de savoir que Ben Ali s'est sauvé. C'est drôle, il faisait peur à tout le monde et maintenant on se moque tous de lui. Quelle virilité ! Il aurait pu faire face et se battre jusqu'au bout, mais non ! Il a détalé comme les gamins de nos villages quand ils voient un chien aussi maigre qu'eux. Non, non, je ne viens pas de Djerba. Je suis de la région de Gafsa. Là-bas, on n'a jamais baissé la tête, même à l'époque de Bourguiba. Ben Ali ne venait pas souvent chez nous. Il savait qu'il y avait des risques pour sa sécurité. C'est comme Sarkozy avec la banlieue. C'est bizarre d'être le président d'un pays et d'être interdit de séjour dans certaines régions. C'est la preuve qu'on n'est pas un bon chef...

Je suis arrivé en France en 1963. J'avais quinze ans. J'ai travaillé dans une épicerie. Comme commis d'abord et puis en tant qu'employé. Je ne suis à mon compte que depuis 1999. Je venais à peine de m'installer que des gens de l'ambassade sont venus me voir pour me demander de soutenir la réélection de Ben Ali.

A l'époque, j'ai donné cinq cent francs pour avoir la paix. C'était une somme même si ça ne fait même pas cent euros d'aujourd'hui. Ah oui, il fallait donner de l'argent sinon pas de passeport ou alors on nous promettait d'autres ennuis. Je me demande si ces gens-là sont toujours à l'ambassade ou au consulat. J'espère qu'eux aussi vont rendre des comptes.

Je ne vais pas changer mes plans. Je ne rentre au pays qu'une fois par an, au mois d'août. Jusque-là, je me tenais le ventre avant même d'embarquer à Orly-Sud. Ça va faire drôle de rentrer sans avoir peur. Il y a eu tellement d'histoires terribles. Tiens, j'ai un client qui vient parfois m'acheter des dattes. Je crois que c'est un professeur quelque part. Un intellectuel. Il ne faisait pas de politique mais un jour, à l'aéroport de Tunis, ils l'on gardé six heures avant de le laisser entrer. Quelqu'un l'avait dénoncé en disant qu'il se moquait du régime. C'était comme ça. On pouvait avoir des ennuis sans même les avoir cherchés. Il suffisait que je dise à un indic que tel ou tel racontait des blagues sur le président ou sa femme et ça se terminait mal.

Je vais être franc. Moi, pendant longtemps, je lui ai fait confiance à Zine. Pendant que les Algériens s'entre-tuaient, lui, il a donné du travail et du pain aux gens. La Tunisie dans les années 90, c'était encore bien et personne ne parlait de démocratie ou de choses de ce genre. Bien sûr, il ne fallait pas être barbu. Tout le monde savait ce qui leur arrivait. Mais, franchement, il n'y a pas grand monde qui plaignait les islamistes arrêtés. On

voyait comment leurs copains algériens se comportaient. On se disait, faisons confiance au Hakam, il sait ce qu'il fait, il nous protège.

Et puis, on a commencé à parler de sa famille. D'abord, de son gendre Slim Chiboub. Les gens lui en ont d'abord voulu parce qu'ils étaient sûrs qu'il truquait le championnat de foot. C'est drôle, hein ? Le football, c'est presque comme l'honneur. Tu y touches, et tu te fais immédiatement des ennemis chez les gens qui ne font pas de politique. Moi, je ne comprenais pas très bien ce qui passait, mais quand je rentrais au pays, il n'était question que de Chiboub et de ses affaires. C'était un peu avant le milieu des années 1990. Je n'avais jamais entendu parler de la femme de Ben Ali ou des frères Trabelsi. C'est venu bien après.

Ça a commencé avec les blagues. Une coiffeuse qui épouse un président, ça fait jaser. Les gens se moquaient d'elle. Je me souviens même qu'un cousin m'a juré qu'elle ne savait ni lire ni écrire. Mais, vous voyez monsieur, moi, je viens d'un milieu très modeste. Au début, j'avais de la sympathie pour elle et pour Ben Ali. C'étaient des gens du peuple, comme moi. Ça me faisait plaisir de les voir maltraiter la bourgeoisie de Tunis ou de villes comme Sfax et Souss. On se disait, c'est notre revanche. Mais ça n'a pas duré. Petit à petit, les gens ont commencé à raconter des histoires incroyables sur Leïla et sa famille.

Mais même avec toutes ces histoires de millions détournés, je me disais : pauvre président. Il est mal entouré et sa belle-famille lui joue de sales tours. Je ne voulais pas croire qu'il était complice et qu'il savait très bien ce qu'ils faisaient. Je n'ai changé d'avis qu'en janvier dernier quand il a fait tirer sur les gens à Kasserine. Là, j'ai compris que le problème c'était autant lui que sa femme. Maintenant, est-ce qu'il aurait été un meilleur président sans elle ? J'en suis certain. Cette femme, c'est un démon. Vous vous rendez-compte : elle voulait prendre sa place ! La Tunisie serait tombée bien bas. J'espère qu'on est définitivement débarrassés. Je n'ai même pas envie de la voir rentrer au pays pour être jugée. On ne sait jamais, elle pourrait en profiter pour semer la pagaille. Quelle reste chez les Saoudiens. C'est déjà une très bonne punition !

Ah, monsieur ! Je vais peut-être prendre ma retraite plus tôt que prévu et rentrer serein au bled. J'ai deux fils mais ils préfèrent rester en Tunisie. Je les comprends. Ils ne veulent pas de la vie que j'ai menée. Travailler sept jours sur sept, de sept heures du matin à dix heures du soir, y compris les jours fériés. Ce n'est pas une vie. Je les ai aidés à ouvrir chacun un commerce au pays. J'espère que ce qui se passe va bien se terminer et que jamais personne ne regrettera Ben Ali et sa diseuse de bonne aventure. Comme tous les Tunisiens, je suis inquiet mais, en même temps, nous sommes enfin libres. C'est le plus important, non ?

Levée de l'état d'urgence et nécessité de rétablir la perspective démocratique

PAR MOHAMED GHRIS *

Cette mesure vient répondre à l'une des revendications principales des partis, mouvances, représentants de l'opposition et personnalités indépendantes nationales de diverses sensibilités et pas seulement du camp démocrate. Il était temps d'entreprendre pareille initiative et ce d'autant plus que le pays ne vit plus dans le même contexte de plomb des deux dernières tragiques décennies écoulées. Les priorités du tout sécuritaire d'aparavant n'ayant objectivement plus de raisons de persister, étant donné l'amélioration sensible des conditions de sûreté publique et sociale. De même que les autres décisions d'apaisement social ayant trait à l'emploi, le logement, le pouvoir d'achat, les prestations du service public, les médias lourds, sont louables à plus d'un titre. Cependant, entreprises surtout pour tenter de désamorcer les colères citoyennes, elles restent insuffisantes, en deçà des aspirations nationales à l'approfondissement du processus escompté de phase de démocratisation pluraliste transitionnelle.

Cet espoir citoyen n'a cessé d'être entretenu, pour rappel, depuis la bouffée d'oxygène d'octobre 1988 instituant le pluralisme politique en Algérie, à la faveur du sacrifice de nombreux jeunes exécutés de l'injustice et la «hogra» (oppression). Mais suite à la grave dérive islamiste extrémiste de la sombre double décennie rouge qui s'en est suivie, pratiquement toutes les promesses nées de cette ouverture sur le pluripartisme et l'amorce démocratique ont été entièrement laminées. C'est ainsi que le processus de démocratisation entamé au lendemain des réformes institutionnelles et resté en suspens durant la tragique période du terrorisme abject, au lieu d'être repris et approfondi par la suite, a été carrément délaissé et combattu même. L'on peut comprendre les raisons de ce sursoit, même si provisoire, juste aux lendemains de cette sombre phase de l'histoire du pays. Car force est de constater que le devoir de renouer avec les acquis d'octobre 1988 s'est trouvé complètement dévoyé. Surtout après le franchissement de l'année-phare 2000, où un nouveau processus de légitimation caractérisé essentiellement par ses multiples recours de verrouillages autoritaristes s'est mis graduellement en place. Et ce, dans un contexte opaque, maintenant pour une durée indéterminée l'état d'urgence décrété le 9 février 1992 et qui n'avait plus sa raison d'être ainsi perpétué, servant de prétexte évident pour masquer les sérieuses multiples atteintes aux libertés publiques et fondamentales. Venant, de la sorte, ajouter aux nombreuses séquelles traumatisantes des affres de la pénible période traversée, d'autres impositions d'hyper contrôle, de tracasseries socioéconomiques, restrictions draconiennes, etc., à une population exténuée qui s'attendait plutôt à renouer, plus ou moins, avec les promesses de démocratie, de justice sociale et d'ouverture sur le nouveau monde vagissant du vingt et unième siècle des progrès humains et civilisations émancipées, d'une manière générale. Mais c'était compter sans l'atavisme dominateur des thuriféraires du système répressif algérien, aggravant davantage l'incommunicabilité entre peuple et dirigeants.

La situation ambiante, ainsi générée par un système politique clos avait tôt fait alors de favoriser l'étouffement de la classe politique, et d'entraîner, malgré une relative liberté d'expression écrite qui lui aurait échappé par son institution légale antécédente, - le bâillonnement du champ des médias lourds de la télévision, radios, la fraude électorale, le népotisme, le laminage des couches moyennes et l'accroissement des fortunes des «nouveaux riches» s'accompagnant de l'augmentation de couches sociales de plus en plus défavorisées. Sans parler de la sempiternelle marginalisation des compétences nationales, avec tout particulièrement ce délaissement incroyable des immenses potentialités juvéniles du pays, constamment rivées au

C'est assurément une bonne nouvelle que cette prochaine levée de l'état d'urgence annoncée jeudi passé par le président de la République lors du récent conseil des ministres consacré spécialement aux derniers événements qui ont secoué le pays.

désespoir suicidaire du chômage, de la hargne, etc. Et ce, dans un climat social caractérisé par des crises cycliques, - notamment celle relative à l'emploi et au logement, (combien de diplômés se sont-ils retrouvés avec des salaires minables, en deçà du SMIG même, dans le cadre de l'opération «Tachghil Ech- chabab» ?), - sans parler des non instruits qui n'ont même pas eu la possibilité de fournir l'opportunité d'une main - d'œuvre dans un milieu manquant terriblement de complexes d'usines, de fabriques, d'industries agro-alimentaires, etc. Pareil pour les carences socioéducatives caractéristiques d'un environnement sociétair sensiblement appauvri qui brille, d'ailleurs, par son vide culturel symptomatique que cache mal le folklorisme ambiant des manifestations officielles grandioses de circonstances.

FORCE DU DROIT ET DROIT DE LA FORCE

Soit un vécu social, réduit en une interminable sinistrose empreignant pratiquement tout le menu peuple et vis-à-vis duquel l'Etat-bunker demeure quasiment indifférent, insensible aux tracasseries quotidiennes de la «populace», témoin en est sa politique persistante d'autarcie fauchée des voies d'expressions et de recours pourtant légaux. Ce qui, par conséquent, a contribué avec le temps à engendrer cette logique subversive consacrée des émeutes sporadiques et intermittentes du désespoir : expression violente incontrôlée du ras le bol des masses populaires aux doléances trop souvent ignorées et méprisées, en l'absence, évidemment, de contre-pouvoirs institutionnels et voies de recours permettant l'expression libre, au lieu des blocages improductifs de tous genres qui ne font que favoriser inévitablement le langage violent de la rue. Qu'est ce qui, croyez-vous, a fait bouger les innombrables émeutes à travers le pays durant toutes ces dernières années? Que ce soit à Alger, Oran, Tizi Ouzou, Chlef, Berriane, Sétif, Constantine, Ouargla, etc., etc., les recours à ces violentes manifestations de colères populaires reposent, quasiment tous, sur les mêmes motifs : le refus du pouvoir et de ses représentants en place de permettre le droit inaliénable à la libre expression et l'étouffement systématique de ce qui est légitimement revendiqué ! Inutile de dire que cette liberté d'expression est pourtant garantie par la Constitution?

Comme quoi, à l'usage de la force du droit, les instances étatiques algériennes préfèrent le droit de la force, le recours à la matraque pour mater «ceux qui sortent des normes de conduites à la convenance des seuls «néo-apparatchiks». Il en résulte automatiquement les injustes dépassements et complaisances de toutes sortes, qui concourent, tout naturellement, à faire le lit aux aventurismes de tous acabit, aux prédatrices des barons de l'informel et des passe-droits présomptueux (illégalités favorisées, convient-il de dire par les barons du système et leurs puissantes complicités, et contre lesquelles les honnêtes responsables des institutions étatiques et de sûreté du pays luttent avec acharnement quoique souvent leurs tâches connaissent des entraves et obstructions de toutes sortes.

Par ailleurs, l'évocation de ces maux sociaux du milieu ne doivent pas laisser passer sous silence l'autre constat inquiétant - comme en témoignent nombre de reportages avérés de chaînes satellitaires - concernant les complaisances et mansuétudes d'un pouvoir politicien à souhait que nombre d'extrémistes religieux résiduels mettent à profit, pour se reconstituer progressivement en divers points nationaux et étrangers, et réalimenter conséquemment, de nouveau, leurs ex-compagnons de la nébuleuse terroriste (renouant ainsi avec les pratiques d'illumination convaincues de leur doxa extrémiste intolérante, portant gravement atteinte aux nobles vertus de l'Islam authentique

qui encourage clairement l'esprit d'ouverture entre les diverses communautés musulmanes et autres peuples du monde, dont les Gens du Livre d'Occident, et tout autant du Savaïr, puissent-ils être Chine!

D'une manière générale le statu quo perdurant actuellement de la «normalisation à marche forcée», c'est ce qui tend assurément à renforcer les entraves à l'évolution des forces sociales et concourt à bloquer, par conséquent, toutes éventualités de règlements pacifiques des conflits. Toute contestation ainsi bâillonnée, est inévitablement poussée de facto à s'exprimer, malheureusement, par le recours forcé au langage de la violence. Du fait de ce syndrome de blocage caractéristique - on ne le répètera jamais assez - des voies saines de dialogue constructif et issues régulières de communications citoyennes... un black out qui dure depuis l'ajournement du processus de démocratisation pluraliste d'octobre 1988.

UN STATU QUO QUI DURE ET PERDURE...

Dès lors l'on ne peut que très bien comprendre tous Mouvements pour les libertés et droits humains et autres mouvances associatives de la société civile (quoique embryonnaire) s'indignant par cette situation intenable d'enfermement perpétuel, et pour cause... L'Algérie ne peut demeurer en sa phase figée de statu quo perdurant en constant décalage par rapport à son processus institutionnel de démocratisation pluraliste transitoire à relancer, et en retrait également par rapport à l'aspiration universelle à la démocratie pluraliste. Et en effet, jusqu'à quand les autorités en place vont-ils persister à aller, continuellement de la sorte, à l'encontre des textes juridiques nationaux, notamment de «la Constitution qui énonce pourtant en son chapitre 4 un ensemble de dispositions garantissant clairement les droits et libertés?»

Pourquoi le pouvoir avec ses fâcheuses manœuvres politiciennes, parmi tant d'autres qui sont souvent à l'origine des colères populaires, ne réagit trop souvent; en conformité avec les dispositions légales officielles, qu'après coup «son rappel à l'ordre par le public électeur» par des mesures d'apaisement ? Il est évident que ce qui est cherché par-là, c'est la tentative de désamorçage de ces courroux populaires, mais, en fin de compte, rien ne vaut dans cette optique, les hardies mesures saluaires de remises en cause concrètes et de sages décisions de recours authentiques et non provisoires.

Dans ce contexte, la décision de la levée prochaine de l'état d'urgence est assurément la bienvenue mais reste insuffisante dans un contexte fermentant un bouillonnement social, (prenant à témoin l'exemple de ce qui se passe en Tunisie et Egypte.) Car cet état d'urgence s'il promet d'être levé, à la satisfaction de la société civile, il ne résout pas pour autant l'essentiel en matière d'amélioration du champ politique libre s'il n'est pas accompagné par d'autres décisions historiques d'avancement résolu de l'avant, dans l'approfondissement clair de la perspective démocratique du pays. Sans ambiguïté aucune. Et ce surtout, comme pourraient l'arguer certains, que cet état d'urgence sera supprimé, en quelque sorte, par un système sophistiqué de caméras de surveillance appelé à être progressivement installé en divers points des grands centres urbains algériens. C'est ce qu'on s'atèle à mettre en place, depuis un bon bout de temps, et ce à l'instar des grandes cités occidentales comme rapporté par les médias, opération destinée à être appuyée, en outre, par des moyens d'intervention ultra-rapide par hélicoptères notamment (moyens acquis ou en cours de l'être qu'on souhaite voir s'en doter, par la même occasion, les services hospitaliers des C.H.U de nos principaux grands pôles urbains nécessitant la modernisation de leur équipement d'évacuation d'urgence, et qui en sont pour l'instant en quête pressante de médicaments de premiè-

re nécessité). Bref, nul doute que cette perspective de levée de l'état d'urgence va contribuer à assouplir l'atmosphère du climat social, mais pour être pleinement efficace, elle se doit d'être accompagnée par celle, conséquente, de l'ouverture démocratique. Sans quoi toutes aspirations à l'affirmation d'une société civile participative resteront lettre morte. Aussi, pour être plus clair, toutes les décisions officielles envisagées se devraient d'être conséquentes et intervenir logiquement dans le sens du rétablissement progressif de la perspective démocratique institutionnelle trop longtemps délaissée en arrière. Car telle qu'elle paraît, la portée de ces mesures de recours palliatif, semble bien «chétive», ne répondant que partiellement aux revendications de la société civile que certains esprits astucieux ont voulu réduire à des réclamations exclusives de «tube digestif!»

Ce qui se passe en Tunisie, en Egypte et tendant à contaminer tout le reste des pays à pouvoirs moyennement du monde arabo-islamique, devrait inciter à plus de circonspections. Déjà que la contestation grondante dans le milieu algérien en proie à des contradictions exacerbées, même si par rapport à celles des deux pays de voisinage cités, des différences existent, l'Algérie ayant eu à faire face à de pénibles et exténuantes épreuves, entre autres : la dure expérience de la double tragique décennie écoulée d'un défi relevé éreintant et mortifère du pays et sa population solidaire des forces patriotiques combinées en lutte inlassable contre les perfides coups de boutoir du terrorisme abject et aussi les prédateurs mafieux envainement un social déjà accablant ; la multiplicité des émeutes sporadiques succédant à la grande révolte d'octobre 1988, les grandes contestations populaires pratiquement dans toutes les régions du bled, etc., qui ont relativement contribué avec le temps, à donner aux courroux populaires des émeutes sporadiques à travers le pays de ces derniers temps, un caractère moins volcanique et massif débordant de toutes parts comme ce fut le cas en Tunisie et au pays des pharaons.

ON DEMANDE LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Ajouté aussi à cela la détente sociale qu'ont procuré les interminables manifestations de joie de la population toute acquise à l'équipe nationale de football avant et durant la coupe du monde 2010, de même que la relative liberté d'expression de la presse écrite indépendante qui a grandement contribué, également, à absorber la colère des prédisposés aux manifestations de contestations rageuses. Autrement, les dernières émeutes auraient facilement tourné au même scénario tunisien et égyptien, vraisemblablement! Ce qui devrait inciter les décideurs des hautes sphères à reconsidérer leur politique des médias et contestations pacifistes publiques brimées, en entreprenant de restaurer notamment les droits et libertés citoyennes.

Aussi, les récentes décisions prises dans ce contexte se devraient être suivies, par exemple, par ce que pratiquement tout le monde ne cesse de désigner d'un doigt indigné, depuis belle lurette : la dissolution des institutions incongrues actuelles, comme l'actuelle Assemblée Nationale Populaire, absolument honnie par la quasi-majorité du peuple algérien exigeant sa dissolution, la révision légale des astronomiques salaires irréguliers pour services rendus, l'abolition des privilèges, rentes et frais, scandaleusement comptabilisés sur le dos des citoyens contribuables. Il en va de même pour la décision d'ouverture des médias publics qui devrait s'élargir, concrètement et sans jeu de cache-cache inutile, à l'ouverture du secteur privé de l'audiovisuel. Ces chaînes -tv et radios, tant redoutées pourraient revêtir un caractère mixte, public privé à titre de phase transitoire. Pareil en ce qui concerne l'économie du pays qui a tout à profiter

d'un secteur public fort, - compte tenu des spécificités d'un milieu sociétair émergent en phase de transition, - et tout autant de la présence d'un secteur privé à encourager dans la légalité et une stratégie de gestions de partenariats public-privé mixte. Ce qui concourt à parer, dans une grande mesure, au marché parallèle des barons de l'informel et des prédateurs usant de trafics d'influences, de corruption, de détournements et atteinte aux biens publics, etc.

Dieu seul sait de quoi demain sera fait, mais une chose est certaine : la situation dangereuse de statu quo actuel n'est pas promise à un prolongement indéfini, ni à l'assurance de mener exactement à terme les projets tels que les envisagent les décideurs en faisant abstraction totale des desideratas populaires (l'exemple du destin des pouvoirs autoritaires en Tunisie et Egypte, ont d'ores et déjà contribué à changer toute la donne pour les prochaines présidentielles de 2014 et Dieu seul sait s'il n'y aurait pas des élections anticipées, d'ici là, (?) comme le demandent nombre de représentants de l'opposition, y compris parmi ceux qui ont été proches alliés des gouvernants - l'on espérera seulement que les joutes électorales feront en présence d'observateurs Onussiens, cela ne constituant nullement une atteinte à la souveraineté nationale, l'Algérie étant membre actif de l'honorable ONU exempte de suspicion exagérée). Autrement dit, rien ne dure, et l'aspiration à une Algérie autre, démocratique plurielle, plus juste, plus humaine, plus respectueuse des droits et libertés, etc., etc., se fait de plus en plus jour. Avec notamment cette promesse ardente des jeunes de l'ensemble d'El Djazair de porter aux nues la perspective enthousiaste de l'Algérie des libertés démocratiques et justice sociale, en célébrant son avènement, à l'instar de ce qu'ils ont fait dans l'allégresse pour le team d'El Khadhra du sport roi, l'éte 2010 écoulé.

L'AVENIR EST À LA JEUNESSE

C'est dire combien est grande l'aspiration à ce contexte social nouveau susceptible d'offrir, sans doute, plus de possibilités d'évolution, d'émancipation et de progrès pour tous nos jeunes qui espérons-le, pourrons par un beau matin, vérifier qu'il n'aura pas été vain ce beau slogan de ralliement national de tous les démocrates et citoyens libres indépendants «Djazair Horra Dimokratiya!» : mot d'ordre de tous les esprits jouant franc jeu avec leur patrie, l'Algérie, qui saura les reconnaître tous, pour leur honnête dévouement, sans hypocrisie aucune, à l'idéal sacré des libertés et droits humains garants de l'avenir serein des enfants - espoirs de demain du pays et qu'ils ne sont certainement pas disposés à leur s'échapper. Puisent les décideurs être à l'écoute de l'appel pacifiste des citoyens algériens qui, comme leurs concitoyens du «Manifeste pour les droits et libertés» plaident, à l'instar de l'écrasante majorité des citoyens de diverses sensibilités nationales, pour le rétablissement de la perspective démocratique, considérée comme condition première pour que tous les compatriotes puissent jouir pleinement de leurs droits et libertés garantis par la Constitution et les conventions internationales ratifiées par l'Algérie. L'auteur de ces lignes souscrivant pleinement à ces légitimes revendications citoyennes pacifistes, en tant qu'humble citoyen («chaabi») d'abord, et en tant qu'auteur indépendant (modeste travailleur intermittent dans le domaine des arts), adepte de longue date de la libre pensée autonome, ensuite. Autant que faire se peut, bien sur, dans notre éprouvant milieu de société mutilée et mutilante mais qui n'est pas condamnée à ce sort fatal si les consciences des bonnes volontés citoyennes sauront être vigilantes devant tout ce qui risque de menacer le noble projet de l'Etat de droit algérien, coûtera ce que cela coûtera!

* (Auteur et traducteur de textes littéraires, dramatiques et journalistiques)

Depuis quand l'Occident s'inquiète de nos intérêts ?

Par Al Moutawakil *

Les pays occidentaux ne reculent devant rien afin de préserver leurs intérêts présents et avenir, en témoigne leur lourd passif qui va de la traite des esclaves en passant par le colonialisme et en arrivant au néo-colonialisme dont les règles de l'économie mondiale en sont les soldats O combien efficaces.

L'objectif majeur des « révolutions » actuelles dans les pays arabes et musulmans est de sortir Israël de l'œil du cyclone qui a été atteint lors des actions admirables de citoyens arabes musulmans et occidentaux épris de justice et de liberté qui avaient embarqué dans des bateaux humanitaires en direction de Ghazza. La faute impardonnable des gouvernements arabes et musulmans, est de n'avoir pas empêché leurs populations d'adhérer à ses actions. Il fallait briser la dynamique de la solidarité active au peuple palestinien d'autant plus que l'opinion publique occidentale commençait à basculer. On rencontrait dans les villes occidentales de plus en plus de jeunes et de moins jeunes arborant fièrement le Keffieh palestinien autour du cou en signe de soutien à cette juste cause.

Cette opération à grande échelle, savamment concoctée dans les laboratoires de Langley avait commencé par la comédie Weakileaks en transitant par la bourse de Chicago des matières premières.

Au lieu d'acquiescer et d'appliquer avec zèle les plans conçus sous l'Administration Bush, le Président Obama serait mieux inspiré d'assumer enfin sa négritude en épousant les valeurs chères à Aimé Césaire. Quant aux Etats suivistes d'Europe, ils ne font que jouer une partition mise en musique par l'unique puissance mondiale du moment. Une bien sinistre musique car elle a causé la mort de centaines d'innocentes victimes. Leurs responsabilités sont engagées.

La stratégie mise en œuvre consiste à occuper les populations arabes et musulmanes pendant 10 ans, ainsi que l'opinion publique mondiale empêchant ainsi toute action pouvant nuire à Israël et toute velléité de contestation de l'ordre économique mondiale. Elle consiste également à détourner l'opinion publique des vraies raisons de la crise économique mondiale en maintenant l'exploitation outrancière des agriculteurs, des travailleurs et des cadres de la planète par une économie virtuelle spéculative sans foi ni loi.

Quel intérêt aura l'économie tunisienne ou égyptienne à accueillir un touriste occidental qui débourse 150 Euro dans le cadre de la célèbre formule « All inclusive » pour se prélasser pendant une semaine dans un hôtel haut de gamme en commettant tous les écarts qu'il ne pourrait se permettre chez lui. Est-ce qu'un Tunisien ou un Egyptien pourrait accéder à un pays occidental avec un budget de 150 euros ?

Il est urgent d'oeuvrer à une solution juste et équitable du problème palestinien pendant qu'il est encore temps, de réformer les règles malsaines de l'économie mondiale et de moraliser les relations internationales en bannissant à jamais l'esprit colonial qui les régit.

Cette crise a le mérite de nous dévoiler le vrai visage des « démocraties occidentales » et de nous secouer afin que chacun d'entre nous redouble d'effort dans le domaine qu'il occupe pour préserver les acquis de l'Algérie et la sortir définitivement du sous-développement. Le travail, la science et le développement constituent la seule solution qui puisse nous préserver des vautours qui nous entourent.

*Universitaire.

La révolution pacifique en marche

Pour en finir avec l'Etat de l'état d'urgence

Par Ammar KOROGHLI *

La marche et la manifestation se révèlent des leviers essentiels. Elles remplacent d'autres moyens de résistance telle la non-violence prônée par Ghandi et mise en pratique en Inde. La Tunisie, petite par la superficie et la démographie, a montré l'exemple. Le clan au pouvoir et sa clique, véritables gargantuas, ont saigné l'économie de leur pays dont ils ont fait leur monopole. L'Egypte, géant de l'Afrique par sa population et son histoire pharaonique, est en train de lui emboîter le pas. Sans changement de système politique, il est à craindre que ces pays pérennisent la gérontocratie et sa crasse au pouvoir.

Demain cependant, il est à souhaiter que les monarchies du tourisme et des pétrodollars suivront l'exemple par une réforme substantielle de leurs systèmes politiques et économiques. Les républiques dont les présidents sont soutenus par les bras séculiers de leurs armées qu'ils instrumentalisent, finiront par mordre la poussière au profit d'un changement durable. Car enfin, est-il encore concevable, quelque cinquante ans après les indépendances, de vivre sous la férule d'autocraties avérées ayant fécondé de kleptocrates gloutons ? Leur idéologie obsolète, enrobée de « légitimité » pseudo-révolutionnaire n'est plus à l'ordre du jour tant nos pays ont été sévèrement malmenés par nos tyrannaux. Dans le cas de notre pays, comment en est-on arrivé là ?

ETAT D'URGENCE NON-CONFORME AU DROIT

L'actualité continue de nous servir l'état d'urgence comme un véritable casse-tête en Algérie et freine singulièrement la marche du pays vers sa démocratisation. Qu'en est-il ? Défini le plus souvent comme la décision d'un gouvernement en cas de péril imminent dans un pays, l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques de l'ONU de 1966 dispose que : « Dans le cas où un danger public exceptionnel menace l'existence de la nation et serait proclamé par un acte officiel, les Etats parties au présent Pacte peuvent prendre, dans la stricte mesure où la situation l'exige, des mesures dérogeant aux obligations prévues dans le présent Pacte, sous réserve que ces mesures ne soient pas incompatibles avec les autres obligations que leur impose le droit international et qu'elles n'entraînent pas une discrimination fondée uniquement sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion ou l'origine sociale. (...) ». Lesdits Etats (dont l'Algérie) ont notamment pour obligation de signaler aux autres Etats parties les dispositions auxquelles ils ont dérogé ainsi que les motifs qui ont provoqué cette exception de l'exercice normal du droit. Il y a rupture avec l'Etat de droit et marche forcée vers l'Etat policier. C'est ainsi que le Comité des droits de l'homme de l'ONU peut examiner les éléments constitutifs du danger public invoqué par l'Etat candidat à l'état d'urgence, étant précisé que cet état d'urgence n'exonère pas l'Etat de veiller aux droits fondamentaux des citoyens dont celui essentiel : e droit à la vie, ainsi que ceux de la liberté de penser, de conscience et de religion ; de même, il y a interdiction absolue de la torture et des traitements inhumains et dégradants, de l'esclavage et de la servitude.

Cela étant, il est vrai qu'historiquement, l'état d'urgence a été institué en France par une loi datant d'avril 1955 ; il fut justement motivé par la situation qui prévalait en Algérie insurgée contre l'ordre colonial, l'autorité administrative ayant vu ses pouvoirs renfor-

Désormais, aucun pays arabe ou africain (latino-américain ?) ne saurait s'affranchir de la tutelle de ses gouvernants que par soulèvements pacifiques. La rue s'est enrichie d'un nouveau concept : « dégage » pour dire à ses tyrannaux « démissionnez ».



cés. Tel que défini, il peut être déclaré sur la totalité ou sur une partie du territoire en cas de péril imminent résultant d'atteintes graves à l'ordre public ; prévu pour douze jours, il peut être prorogé par une loi qui en fixe la durée. C'est ainsi que les préfets peuvent instaurer par arrêté un couvre-feu pour interdire la circulation des personnes ou des véhicules dans certains lieux et à des heures précises ; le ministre de l'Intérieur pouvant quant à lui assigner à résidence toute personne « dont l'activité s'avère dangereuse pour la sécurité et l'ordre publics ». Les Préfets et le Ministre de l'intérieur peuvent également ordonner des perquisitions à domicile de jour comme de nuit, prendre « toute mesure pour assurer le contrôle de la presse et de la radio » ; ce, sans contrôle du juge.

Plus récemment, afin de mettre fin aux émeutes de 2005 dans les banlieues françaises, le président de la République française, M. Jacques Chirac, a décrété l'état d'urgence. Et l'Assemblée nationale française a voté un projet de loi du gouvernement afin de proroger l'état d'urgence pour une durée maximale de trois mois. A cet égard, même la presse algérienne n'a pas manqué de railler cette situation ; ainsi, on peut y lire : « Exhumer une loi de 1955, c'est envoyer aux jeunes des banlieues un message d'une sidérante brutalité : à cinquante ans de distance, la France entend les traiter comme leurs grands-parents ». Et d'ajouter : « En quelques jours d'émeutes qui ont ébranlé les banlieues françaises, l'Hexagone occupe l'actualité internationale et fait courir les grands networks de la planète, à leur tête les chaînes de télévision américaines » (El Watan, 9 novembre 2005)

S'agissant de l'Algérie, l'on se rappelle que suite à la révolte de la jeunesse en octobre 88, la constitution octroyée du 23 février 1989 mit en principe fin au règne du parti unique et à l'immixtion de l'armée dans la sphère politique, le peuple devenant un acteur politique pouvant faire l'Histoire par le choix libre de ses gouvernants. Suite aux élections locales et législatives et à une grève déclenchée par le FIS, parti dissous depuis, l'état de siège est proclamé et reconduit à ce jour. Quoique, en principe, cette situation ne doit nullement justifier une suspension des droits de l'homme et des garanties reconnues constitutionnellement aux citoyens, le gouvernement algérien limita les libertés publiques (liber-

tés individuelles, droits politiques et droits sociaux et économiques) ; ce, notamment par le maintien de son monopole sur les imprimeries, l'importation de papier et la publicité, ainsi d'ailleurs jusqu'à ce jour le monopole sur les radios et la télévision.

ETAT D'URGENCE NON JUSTIFIÉ

Pour mémoire, l'Etat algérien proclama l'état de siège en juin 1991 et plus tard l'état d'urgence en 1992. C'est ainsi que, courant février 1992, conformément à l'article 4 § 3 du Pacte International portant sur les Droits Civils et Politiques, l'Algérie porta à la connaissance des Etats Parties au dit Pacte précité l'état d'urgence en déclarant notamment : « Devant les graves atteintes à l'ordre public et à la sécurité des personnes enregistrées depuis plusieurs semaines, leur recrudescence au cours du mois de février 1992 et les dangers d'aggravation de la situation, le président du Haut Comité d'Etat, Monsieur Mohamed Boudiaf, par décret présidentiel no 92-44 du 9 février 1992, a décrété l'état d'urgence, à compter du 9 février 1992 à 20 heures pour une durée de douze mois sur l'étendue du territoire national (...). L'instauration de l'état d'urgence (...) n'interrompt pas la poursuite du processus démocratique de même que continue à être garanti l'exercice des droits et libertés fondamentaux (...) ».

D'évidence, cette situation n'est pas de nature à dispenser l'Algérie du respect de la légalité ; ainsi, selon ce même Pacte relatif aux droits civils et politiques (article 4, alinéa 3) : « Les Etats parties au présent Pacte qui usent du droit de dérogation doivent, par l'entremise du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, signaler aussitôt aux autres Etats parties les dispositions auxquelles ils ont dérogé ainsi que les motifs qui ont provoqué cette dérogation. Une nouvelle communication sera faite par la même entremise, à la date à laquelle ils ont mis fin à ces dérogations. »

La note d'information transmise par l'Etat algérien ne précise pas les droits auxquels le gouvernement algérien entendait déroger, et a fortiori les motifs qui l'ont conduit à proclamer l'état d'urgence ; ce, alors même que le Pacte définit les droits civils et politiques de l'homme en son article 5 alinéa 2 : « Il ne peut être admis aucune restriction ou dérogation aux droits fondamentaux de l'homme reconnus ou en

vigueur dans tout Etat partie au présent Pacte en application des lois, de conventions, de règlements ou de coutumes, sous prétexte que le présent Pacte ne les reconnaît pas ou les reconnaît à un moindre degré ».

La question se pose donc de savoir si l'état d'urgence pouvait se justifier par le gouvernement algérien ? Il est vrai que pour les tenants du pouvoir, le risque du non-respect de l'alternance au pouvoir par le FIS constituait un motif suffisant. Si risque il y avait, pouvait-il constituer à lui seul un péril imminent sur la nation, en sachant que par hypothèse l'Etat a les moyens légaux pour éventuellement y faire face relativement au maintien de l'ordre public ; ce sans recours à l'état d'urgence ? Fallait-il donc stopper le processus électoral pour maîtriser la situation et déroger ainsi aux droits fondamentaux de l'homme ? La question mérite d'être posée.

Il est vrai que l'Etat dispose de la police et de l'armée, ainsi que de l'Administration et de la Justice (voire de la radio et de la télévision) pour maintenir l'ordre public sans avoir recours à l'état d'urgence et la mise en veilleuse des libertés. De même, l'Etat dispose de moyens d'action légaux ; ainsi, la Constitution de 1989 (les Constitutions subséquentes) attribue suffisamment de prérogatives au président de la République pour éviter tout péril imminent de la nation ; ainsi, il peut par exemple dissoudre l'assemblée nationale élue. Objectivement, d'un strict point de vue de la légalité, il s'avère qu'il n'était pas nécessaire proclamer l'état d'urgence. Or, en Algérie depuis 1992 à ce jour, des éléments exposés par divers acteurs de la vie politique nationale et internationale montrent qu'en bafouant les droits fondamentaux du citoyen algérien, force a été d'observer une pratique caractérisée par des arrestations illégales et des enlèvements, de la torture, des exécutions sommaires... D'aucuns évoquent des sévices comparables à ceux pratiqués en octobre 88 et que la morale la plus élémentaire réprouve. Toujours est-il que l'état d'urgence, instauré le 9 février 1992 en Algérie pour un an, fut reconduit l'année suivante pour une durée indéterminée. A ce jour, il n'a jamais été levé.

Il avait été instauré le 9 février 1992 afin de combattre le terrorisme. Or, si le gouvernement ne cesse de répéter depuis une dizaine d'années que le terrorisme est devenu « résiduel », de dire que l'heure est à la réconciliation nationale et que les caisses de l'Etat sont pleines (la dette étant quasiment soldée), pourquoi avoir maintenu l'état d'urgence ? Ce dernier est devenu permanent comme en Egypte où un soulèvement populaire sans précédent a littéralement chassé le Raïs. Il s'agit d'une violation de la Constitution et de l'Etat de droit. En conséquence, traduit en pratique, l'état d'urgence signifie qu'il ne peut y avoir de réunions publiques, de marches syndicales ou de création d'associations sans l'aval des autorités. Par ailleurs, sachant que la population algérienne riche de 36 millions d'âmes est constituée de 70% de jeunes ayant moins de 30 ans, il est clair que ceux nés en 1992 ont plus de dix-huit ans aujourd'hui ; c'est dire qu'ils n'ont connu que cette situation devenue « normale » pour reprendre l'une de leurs expressions favorites.

Il est temps que l'Etat mette fin à cette situation injustifiée et de penser sérieusement à réformer démocratiquement le pays en le dotant d'institutions viables et de remercier la gérontocratie gouvernante dans tous les sens du terme ; ce, pour un développement politique durable.

* Avocat-auteur Algérien

Etat d'urgence et urgences de l'Etat

PAR MOHAMED BENSALAH

L'histoire évolue. Les oligarques régressent. Deux d'entre eux, considérés comme des valeurs sûres par l'Occident, viennent d'être happés par la spirale des révoltes qui secouent en ce moment le monde arabe. D'autres sont en ligne de mire. Aucun pays n'est immunisé. L'Algérie, dont le processus démocratique est au point mort, vit dans la tourmente depuis plusieurs années. Ses turbulences ressemblent étrangement à celles de ses voisins. Même très violemment réprimée, l'agitation sociale n'a jamais connu de répit. Entouré par sa police et son armée, le pouvoir arbitraire et capricieux se croit fort. A travers les médias publics qu'il monopolise et les journalistes liges à sa solde, il tente en vain de donner l'impression fallacieuse qu'il est bon et ce que sont les manifestants qui sont des hors-la-loi. Un son de cloche trop souvent entendu.

Ce qui vient de se passer sous nos yeux, c'est un peu l'histoire du serpent qui avale l'éléphant. Image symbolique certes, mais qui a le mérite de lever le voile sur les coulisses du pouvoir politique. Si l'on en juge par l'inquiétude qui s'est emparée du président, sa perte de contrôle n'a d'égal que son incapacité à instaurer une démocratie véritable et à agir sur les événements autrement que par des louvoisements. Désemparé face à l'ampleur de la protesta, il fait feu de tout bois. Après avoir arbitrairement interdit toute opposition crédible, après avoir bloqué tous les canaux de communication, toutes les marches et tous les rassemblements, le voici maintenant obligé de recourir à la force brutale pour museler la conscience populaire. Jamais au grand jamais, les services de sécurité n'avaient eu recours à un tel déploiement de force (plus de trente mille policiers alignés pour faire face à moins de trois mille manifestants). Signe de panique certain et signe de faiblesse paradoxalement, l'arrogance est mauvaise conseillère. Contrairement à ce que certains observateurs pensent, le régime ne tient la situation en main que par la brutalité de ses sbires et de ses hommes de main dénués de scrupule.

En interdisant tout accès vers la capitale, et en procédant à des arrestations massives, les maîtres de céans affichent un sentiment de victoire. Grosse maladresse ! L'ébullition en cours ne cessera que lorsque le peuple entrera, au besoin par effraction, dans une nouvelle ère démocratique. C'est mal connaître l'Algérien que de penser qu'il n'a plus sa fierté d'antan. Frondeur avant 62, il le demeure à ce jour. Décimé, asservi et quasiment exterminé, durant cent trente deux années, par une domination coloniale féroce, sans précédent dans l'histoire, le peuple algérien a fini par relever la tête. Sa libération n'a cependant pas été un long fleuve tranquille. A côté des révolutionnaires et des véritables héros qui n'ont pas hésité à sacrifier leurs vies, il y avait aussi des parias, des traîtres, des harkis et des lâches qui ont fait couler beaucoup de sang de leurs frères. Il y avait aussi les monstrueux parasites qui, avant même le départ des colons, ont fait main basse sur le pouvoir et sur les richesses du pays. Ces derniers, tapis à l'ombre du pouvoir, poursuivent encore et en toute impunité le dépeçage du pays. Au lieu d'envoyer leurs pitbulls menaçants contre la mafia politico-financière, au lieu de s'en prendre aux prophètes autoproclamés qui, quinze années durant, ont laissé la population exsangue, le pouvoir actuel préfère s'en prendre

Le jeu complexe du politique ne brille ni par sa transparence, ni par sa cohérence. Les dernières tonitruantes et insidieuses déclarations politiques, loin d'apaiser les tensions sociales, n'ont fait qu'accroître les ressentiments.



aux marcheurs inoffensifs qui réclament un Etat de droit à même de protéger les plus vulnérables et de leur apporter un sentiment de sécurité et de confiance.

LE MARTYRE DEVRAIT-IL ÊTRE LE SEUL DESTIN DU PEUPLE ALGÉRIEN ?

Quarante neuf années se sont écoulées depuis l'indépendance et ce valeureux peuple, aujourd'hui rajeuni, souffre encore des stigmates du passé et des injustices du présent. Tout comme leurs aînés qui ont brisé les chaînes de la dépendance, les jeunes d'aujourd'hui refusent l'humiliation. Ils veulent s'affirmer, se libérer de la chape de terre et se débarrasser de tout ostracisme et de tout asservissement. Ce sont toujours les injustices qui nourrissent les révoltes. A terme, ces dernières peuvent se transformer en révolutions. Que peut-il bien se passer dans la tête de ceux qui, consciemment, délibérément, attisent les haines et la discorde ? Comment se fait-il que ceux qui entretiennent le chaos pour se perpétuer et poursuivre leur entreprise de prédation ne soient jamais inquiétés ? Est-il normal d'absoudre de leurs fautes ceux qui provoquent l'insécurité dont ils ont besoin pour masquer leurs délits ?

Il en est ainsi à chaque grande manifestation. Cela commence par des mots qui fâchent, des insultes tranchantes comme un scalpel, des réparties cruelles qui cinglent fort. Et puis, très vite, arrivent les bousculades, les coups de matraques aux endroits sensibles et les arrestations odieuses qui donnent le signal à l'embrasement généralisé. Ces gestes de folie de la force publique détruisent toute velléité d'entente et transforment le rêve en cauchemar collectif. La primauté accordée à la répression brutale a provoqué un schisme dans notre pays. Comment sortir de ces arcanes politiques putrescents où

régne un autoritarisme sans limite ? Nul ne peut prédire ce qui se passera samedi prochain. Mais, une chose est certaine : les luttes à venir seront acerbées et ardentes. Le chemin vers une démocratisation du système est parsemé d'embûches et les bornes à franchir nombreuses. L'Etat manœuvrier a fait sortir ses tambourinaires de leur léthargie. On les voit surgir de partout, satisfaits d'eux-mêmes, moralisateurs, distillant avec force un argumentaire alambiqué et des promesses à l'emporte-pièce. Ministres, sénateurs, députés, maires, wallis, conseillers de tout poil et laudateurs, qui ont tout à perdre d'un changement, s'agitent comme dans une ruche inquiète, balisent le terrain pour de nouvelles épreuves en s'appliquant à respecter à la lettre, la «feuille de route» tracée par le chef d'orchestre, sans même s'interroger sur sa clarté.

Entre l'amère senteur des glauques et les intérêts sordides, le quotidien est triste à en pleurer. Où allons-nous ? Serions-nous à nouveau colonisés sans le savoir ? Comment ne pas redouter le pire ? Rien n'interdit de penser que l'on est à l'abri du totalitarisme ou d'une dictature plus affirmée. Rien non plus ne nous autorise à croire que l'on est sorti de l'ornière du nihilisme terroriste qui nous éclabousse encore de ses soubresauts sanglants. On aurait tort de ne pas se soucier des signes avant-coureurs qui donnent tout leur sens à ces lancinantes interrogations. Les faits récents témoignent de la montée bien réelle des périls : une activité économique en stand by, un Etat de droit en désagrégation, une emprise plus croissante des parasites et un peuple asphyxié par strangulation qui s'enfoncé chaque jour un peu plus dans le mutisme et le désespoir. La montée des pratiques déviantes qui s'effectue au grand jour avive les inquiétudes et sème l'effroi. A côté des grandes connivences, combien de petites lâchetés dont l'étalage fâcheux ac-

centue le climat de surenchère ? Combien de scandales politico-économiques étouffés dans l'oeuf ? On voudrait bien sortir de ce tohu-bohu politique. ne plus lire la presse, mais celle-ci s'impose à nous, nous harcèle et nous oblige à assister, impuissants, au spectacle navrant d'un pays qui se perd à vau l'eau.

Enfin, rien n'a fondamentalement changé ou presque dans les mœurs politiques. L'indicateur du climat politique est toujours en stand-by et la côte de confiance en baisse. Aucun signal clair de reprise. L'esprit d'intolérance s'enracine et la fureur politique est à son paroxysme. Selon le baromètre social, le débat public, de plus en plus monocorde, exacerbe les passions. Le bilan de ces douze dernières années tourne au fiasco. L'Etat, qui s'est avéré être un piètre stratège, n'arrive pas à remettre le pays sur les rails. Le résultat de tout ce remue-ménage est malheureusement bien connu : de nouvelles servitudes pour les citoyens, plus lourdes et plus inflexibles que les précédentes. Il faut admettre qu'il est bien difficile de trouver une cohérence à toutes les gesticulations politiques des Flnistes en pleine déconfiture, des Rndistes insubmersibles qui s'agrippent fort au pouvoir, des Ptéistes qui tournent casaques, et de khobzistes coriaces qui hésitent sur l'outsider à suivre. En fait, si rien n'est fait avant les législatives de mai 2012, l'hypothétique alternative politique, s'inscrira automatiquement aux calendes grecques.

ETAT DE DROIT OU ETAT DES PARTIS

Mais qui incarne ce «système» dont on parle tant ces dernières années ? Le président au trois quart, les militaires, les services de sécurité, ou tout à la fois ? Nul n'ignore en fait que le véritable jeu politique se poursuit ailleurs, loin des antres feutrés, bien à l'abri des regards

indiscrets. Ses «boss» de service, FLN, RND, HSM réunis dans une alliance, dite présidentielle ont investi la scène politique par un savant dosage de religiosité et d'affaires. Tous ces partis politiques, alibi du pouvoir, ainsi que les membres des deux chambres parlementaires et même le Conseil constitutionnel, n'ont été autorisés qu'à faire de la figuration. Aux friponneries des courtisans et des notables politiques, a succédé la corruption au plus haut niveau. Ses flammes ont investi les plus hautes sphères de l'administration dévastant tout sur leur passage. Les dégâts causés sont impressionnants. Des milliards sont partis en fumée. Qui nous dira le montant d'argent public dilapidé dans les gouffres de l'inconscience des dirigeants ? Qui nous expliquera pourquoi les auteurs de délits aussi énormes ne sont ni inquiétés ni justiciables ? Ces crimes horribles contre la nation, demeureront-ils impunis à jamais ? Leurs auteurs seront-ils amnistiés par une con corde blanchisseuse ?

Des frasques de Zeggar des années 70, aux filouteries récentes, la corruption d'Etat n'a ni changé de style, ni même cherché à dissimuler ses nasses. La seule différence est que le pillage des ressources par la violence ou par la terreur se poursuit à un rythme effréné. Aux feuilletons «Shorafa», «Al Khalifa», «BCIA»... qui ont défrayé la chronique il y a quelques années, sont venus s'ajouter de nouveaux scandales financiers fortement médiatisés, qui ont porté le coup de grâce à une gouvernance vacillante qui ne réagit quasi plus. La palme d'or de la cupidité et du désir immodéré de puissance et de gloire a été attribuée à été partagée aux cadres de Sonatrach, à ceux des autoroutes et à ceux des barrages, à ce jour impunis. Que dire des fortunes colossales qui ne cessent de se constituer au pays comme à l'étranger, fruits de la rapine et du pillage des ressources ? Combien de l'incohérence : les pestiférés que l'on cloue au pilori, ce ne sont pas les pillards de ressources, ni ceux qui ont montré leur incapacité à mettre un terme aux dérives et à la corruption, mais plutôt ceux qui les dénoncent et qui dévoilent au grand jour l'incurie et la déliquescence. Ainsi va ce pouvoir autoritaire qui persiste et signe en hypothéquant gravement l'image d'un pays qui vit crise sur crise.

Les attaques frontales contre les décideurs iniques, auxquelles se sont livrées quelques journalistes, montrent bien, qu'au delà du gouvernement, du président de la république et des services, c'est le système dans son ensemble qui est mis sur la sellette. Cela inquiète les francs-tireurs et tireurs au flanc qui fourbissent déjà leurs armes pour sauver leur tête et créer le chaos. Face à ce Méli-mélo, les citoyens se déclarent pessimistes et même profondément inquiets. Désormais, le bunker gouvernemental s'offre aux regards indiscrets. Les hommes politiques et les cercles mafieux — du moins certains — sont devenus particulièrement vulnérables. L'onde de choc emportera tout dans son passage. Qu'on se le dise. Tant que la justice demeurera soumise à l'Etat, tant que le contrôle démocratique fera défaut, tant que le véritable pluralisme politique et médiatique ne sera pas instauré, et tant que les Algériens demeurent empêchés de jouer leur rôle de citoyens, les escrocs, les entremetteurs et les receleurs couleront des jours heureux dans une Oasis arabe ou sous d'autres cieus plus cléments, aux frais du contribuable qu'ils auront spoliés. Sans dramatiser outre mesure la situation, il nous semble urgent de prendre au sérieux les menaces qui planent sur nos têtes.

la Chronique
de Paris

Par Pierre Morville



«L'hiver démocratique» arabe : la difficile gestion du temps

Les mouvements égyptiens et tunisiens, qui font partout des émules, ont remporté la 1^{ère} manche. Il leur faut vite transformer l'essai.

Trois mois à peine. Le suicide d'un jeune vendeur de fruits a entraîné le départ de Zinedine Ben Ali, puis celui d'Hosni Moubarak. Des millions de manifestants en Tunisie et en Égypte, après des années d'autocensure sous une chape de plomb répressive, ont réussi à mettre à bas deux autocraties autoritaires. Ces succès ont fait trainée de poudre dans le monde arabomusulmans faisant surgir, par delà les différences économiques, politiques, sociales ou culturelles, des espérances, des contestations, des revendications très souvent convergentes dans nombre de pays de la Lybie à l'Iran en passant par le Yémen, la Jordanie, Bahreïn, l'Algérie... Ils ont même inspiré 100 000 femmes italiennes qui ont manifesté à Rome, dimanche dernier, aux cris de «Berlusconi, basta!»

L'imprévisibilité et la soudaineté de ce vaste mouvement a pris de court tant les gouvernements en place que les grandes puissances internationales. Pour des masses populaires surprises souvent par leur propre hardiesse, la question des débouchés politiques prend corps chaque jour. Avec les difficultés que l'on imagine.

Dans des pays où le monopartisme ou la domination quasi absolue d'une seule formation politique est la norme, la transition démocratique bute sur la possibilité même d'une alternance, la faiblesse des oppositions légales, l'impuissance des pouvoirs en place à s'auto-réformer. Ceux-ci craignent souvent que la moindre réforme ne vienne ébranler un pouvoir autoritaire mais lézardé, sans bases populaires solides et parfois, derrière une unité de surface, profondément divisé en interne. Sauf sur sa propre survie.

JUN 2009 :
OBAMA AU CAIRE

Les hésitations sont également perceptibles dans les grandes puissances qui, par un faux pragmatisme parfaitement huilé par les ans, préférèrent toujours des partenaires décriés mais stables, aux risques d'un changement non-maîtrisé.

Lors de la crise égyptienne, on bien vu que les États-Unis, loin d'être le «deus ex-machina» de la chute du pouvoir en place, a longtemps louvoyé sur l'attitude à prendre. Et pourtant, le discours de Barack Obama prononcé au Caire en juin 2009, laisse à lecture une impression de quasi prophétie : «L'Amérique ne prétend pas savoir ce qui est bon pour tout le monde. Mais je pense, sans aucune concession possible, que les gens souhaitent certaines choses : la possibilité de donner son avis sur la façon dont on est gouverné ; la confiance en l'État de droit et une administration de la justice égale pour tous ; un gouvernement transparent qui ne vole pas son peuple ; la liberté de choisir son style de



vie. Ce ne sont pas seulement des idées américaines mais des droits de l'homme, et c'est pourquoi nous les soutiendrons partout (...). Quel que soit l'endroit du monde, le gouvernement du peuple et par le peuple implique des règles simples pour ceux qui exercent le pouvoir : il faut l'exercer par le consentement et non par la coercition, respecter les droits des minorités, placer les intérêts du peuple et les processus légitimes du processus politique au-dessus de votre parti. Sans ces ingrédients, les seules élections ne font pas une vraie démocratie (...)

Mais si nous choisissons d'être prisonniers du passé, nous n'avancerons jamais. Je souhaite particulièrement dire ceci aux jeunes gens de toutes les fois, dans tous les pays : vous, plus que quiconque, avez la capacité de refaire ce monde».

Beau texte dont l'histoire dira s'il a, ici ou là, inspiré certains animateurs des mouvements en cours. Toujours est-il que le président américain n'a pas ces dernières semaines, remémorer ses propres propos. Non qu'il les renie mais la crainte d'une déstabilisation accrue du proche et du Moyen-Orient plonge les États-Unis dans une perplexité anxieuse. Dans le même discours s'adressant aux peuples arabes et musulmans, Barack Obama avait dessiné des pistes sur les risques régionaux en cours : difficultés économiques, terrorisme, Afghanistan, nucléaire iranien, conflit israélo-palestinien... Les bonnes intentions ne manquaient pas et les États-Unis par la voix de leur président, s'engageaient à peser pour des issues positives. Vingt mois plus tard, les avancées concrètes se font attendre.

La 1^{ère} difficulté à la satisfaction des exigences populaires tient à un contexte

économique plus qu'incertain : l'économie mondiale est durablement inscrite dans une crise multiforme, financiero-bancaire, hier, aujourd'hui, budgétaire, demain, monétaire.

Les anciennes puissances industrielles sont rentrées dans une phase longue de faible croissance et de récession, toutes les économies, y compris celles des pays émergents sont sous la menace d'une forte reprise de l'inflation qui est déjà tangible sur le marché des matières premières, notamment alimentaires. Les effets de ces dernières hausses ont été au cœur des 1^{ères} manifestations en Tunisie, en Égypte mais également en Algérie.

LES VRAIES
DIFFICULTÉS
ÉCONOMIQUES
SONT À VENIR

Ces contraintes seront en tête du programme de travail des nouveaux gouvernements avec des marges de manœuvre guère élargies : l'assainissement nécessaire d'une économie de marché détournée aux profits de petites minorités est certes, gage à terme d'une nouvelle croissance mieux partagée, mais elle prendra du temps et ne fournira pas dans l'immédiat les marges budgétaires à la résolution des problèmes d'urgence. A Bahreïn, en Lybie, riches pays pétroliers, comme au Yémen démunis, les pouvoirs en place doivent eux aussi répondre à des revendications sociales concernant l'emploi ou les salaires. Sollicités, l'Amérique du Nord et l'Europe rechignent à fournir leur assistance, ayant déjà fort à faire avec leurs propres difficultés économiques. Le long défilé des G 20 et G8 divers démontre à chaque échéance la quasi impossibilité d'une «régulation économique internationale», encore plus celle du codéveloppement pro-

mis par une «mondialisation souriante». Ce contexte difficile renforce les égoïsmes nationaux et la frilosité des gouvernements.

La Chine, forte de sa croissance à deux chiffres depuis plusieurs années, est devenue officiellement cette semaine, la seconde puissance économique mondiale. Mais dans le classement des revenus par habitant, elle n'occupe que la 93^{ème} place. Cet immense pays qui craint par-dessus tout un fort rebond de son inflation, souffre également de grandes poches de misère : elle compte 22% de chômeurs. Surtout soucieux que la contamination démocratique n'affecte son propre être d'influence voire donne des idées aux Chinois eux-mêmes, Pékin réclame avec insistance qu'en Égypte reviennent le plus rapidement possible «la stabilité social et l'ordre». Les médias, télévisions et portails Internet chinois n'ont consacré qu'une courte dépêche à la démission d'Hosni Moubarak, n'évoquant ni les revendications sociales et les manifestations, pas plus que l'autocratie et la corruption, deux sujets sensibles, en Chine aussi.

Ahmanidjad s'est lui, réjoui de la «révolution égyptienne». Le régime iranien a publiquement salué la chute de Moubarak. Il avait même, note Pascal Boniface de l'IRIS, exhorté le peuple égyptien à s'en débarrasser.

JUN 2009 :
LA «RÉVOLUTION
VERTE» IRANIENNE

L'agence de presse iranienne s'est ainsi félicitée de la coïncidence de la chute de Moubarak avec l'anniversaire de la révolution islamique le 11 février 1979 : «C'est le jour de la victoire des peuples de la région et l'échec des États-Unis et du sionisme».

Ces derniers jours, des milliers de manifestants ira-

niens se sont pourtant heurtés aux pasdarans pour réclamer à nouveau des élections libres, démocratiques et non-truquées. «Les populations tunisienne et égyptienne ont réussi là où la population iranienne a échoué en juin 2009. S'il y a un souffle révolutionnaire, il pourrait ranimer la flamme de la révolte contre le régime en Iran», commente Pascal Boniface qui évoque néanmoins le poids des pesanteurs : «L'Égypte sera plus exigeante à l'égard d'Israël mais ne va pas lui devenir hostile (...) Est-ce une défaite pour les États-Unis ? Pour l'instant, ils semblent contrôler la situation. Ils ont lâché Moubarak comme l'armée égyptienne l'a fait. On peut penser que cette opération a donné lieu à des consultations intenses entre Washington et les militaires égyptiens. Les États-Unis n'ont pas vu venir la révolution en Égypte, mais ils se sont vite adaptés et gardent une forte influence et de nombreux moyens d'action dans le pays».

Le régime d'Ahmadinejad fait donc mine d'avoir «insufflé l'esprit» de la révolution verte de juin 2009, les mouvements tunisiens et égyptiens se caractérisent très majoritairement comme «nationaux, démocratiques, pacifiques et séculiers».

Les contestataires iraniens sont toujours violemment réprimés mais les mouvements égyptiens et tunisiens ont eux, remporté la 1^{ère} étape : exiger le départ de deux vieux autocrates et faire que la nécessité de reconstruire un nouveau système est acceptée par l'ensemble des acteurs, armée en tête. Les forces militaires ont en effet un rôle essentiel et largement progressiste, dans les deux processus. Qu'en sera-t-il demain ? Aux commandes

de tous les leviers de pouvoir en Égypte, gardienne sourcilieuse de la transition pacifique en Tunisie, les deux armées sauront-elles «passer la main» ?

La question se pose d'autant plus que les forces d'opposition politiques traditionnelles aux régimes de Ben Ali et de Moubarak, souvent d'inspiration islamiste mais pas seulement, étaient jusque là contraintes à une extrême discrétion si ce n'est à l'exil, la clandestinité ou la prison. Avec la «cyber opposition», de nouveaux militants, beaucoup plus jeunes, éduqués, sont apparus en force, désignés souvent sous l'appellation de «Jeunes démocrates». Ils ont de l'audace, de l'imagination et des idées. Mais face aux élections qui vont venir dans les six mois, il faudra également des partis et des programmes. Au-delà des grands idéaux, seront également nécessaires des profondes réformes constitutionnelles et surtout des solutions très concrètes aux difficultés que rencontrent quotidiennement les peuples. Une tâche difficile, harassante, souvent décevante, mais, malgré les obstacles qui ne manqueront pas, combien exaltante !

GESTICULATIONS
FRANÇAISES

Chaque mercredi amène sa moisson «d'informations chaudes», avec la publication du Cernard enchaîné. La semaine dernière, on passait que Michelle Alliot-Marie avait sauvé son poste après une gentille adonestation présidentielle. Badaboum ! On apprendait hier que, lors de son déplacement familial tunisien, ses parents avaient conclu des opérations immobilières «amicales». Malgré leur très grand âge (95 ans), leur fille Michèle n'était au courant de rien !

En début de semaine, Michelle Alliot-Marie constatant sa chute vertigineuse dans les sondages, avait décidé d'enfourcher une «noble cause», bien à même de la faire remonter, elle et le président, dans l'estime affectueuse de leurs concitoyens. Michelle et Nicolas pensaient trouver la perle rare avec «l'affaire Cassez». Qui est Florence Cassez ? Une jeune femme très séduisante, condamnée à des dizaines d'années de prison au Mexique pour une complicité de kidnapping, après un montage policier et juridique fort douteux. Il y a des chances sérieuses que Florence Cassez soit innocente et injustement condamnée, y compris par la Cour de Cassation mexicaine. De là à la transformer en moderne Jeanne d'Arc est le pas de clerc que la diplomatie gouvernementale toujours très mal inspirée, n'a pas hésité à commettre. Pour sauver l'héroïne devant une France supposée frissonnante, Nicolas Sarkozy a menacé Mexico. La réplique sud-américaine ne s'est pas fait attendre : annulation des 300 festivités qui devaient célébrer en 2012 l'amitié franco-mexicaine. Fermez le ban !

Entre le système classique et le LMD : observations et interrogations

PAR ABOU-BEKR NABIL

On vise plutôt à comparer les deux systèmes tels qu'ils sont appliqués dans notre environnement. Cette comparaison est d'autant plus accessible que les deux systèmes vivent encore côte à côte dans nos espaces pédagogiques.

Première observation : La charge horaire hebdomadaire dans le système LMD est environ 50% de moins que celle de l'ancien système (de l'ordre de 24 heures/semaine pour un parcours LMD contre 36 heures environ dans l'ancien système). Le nouveau système laisse donc beaucoup de temps libre aux étudiants, car il se base sur une participation très active de l'étudiant à sa propre formation à travers beaucoup de travail personnel (projets, exposés, etc.).

1^{ère} interrogation : l'étudiant algérien, produit d'un système éducatif défaillant, est-il en mesure de participer à sa propre formation et de gérer son parcours ?

2^{ème} interrogation : notre environnement offre-t-il les moyens pour une telle démarche ? (bibliothèques avec leurs contenus et leurs modes de fonctionnement, centres internet et espaces de travail dans les établissements et les résidences universitaires, etc.).

3^{ème} interrogation : Les enseignants (et j'en fais partie) sont-ils

prêts à changer d'approche et de méthodes pédagogiques pour s'adapter à l'esprit du nouveau système ? Ont-ils été sensibilisés et formés pour cela ?

Deuxième observation : Dans la majorité des cas, les contenus des licences et masters ne sont autres que les programmes du système classique avec des volumes horaires très réduits, ce qui fait de ces parcours des espèces de formations accélérées avec, paradoxalement, beaucoup de temps libre pour l'étudiant.

4^{ème} interrogation : Les contenus et objectifs des programmes sont-ils adaptés aux volumes horaires calculés sur la base de 14 semaines par semestre qui ne sont que très rarement réalisées ?

5^{ème} interrogation : Les contenus de ces formations ont-ils été réfléchis en fonction des besoins socio-économiques de chaque région et en partenariat avec les utilisateurs potentiels ?

Troisième observation : L'orientation précoce de l'étudiant. En effet l'étudiant du LMD est orienté vers une filière donnée de façon quasi-définitive en 3^{ème} année (niveau licence). Cette orientation dépend du nombre de pla-

ces pédagogiques disponibles. En France, par exemple, même le niveau M1 (1^{ère} année de master) est souvent considéré comme un tronc commun de plusieurs filières, et la spécialisation ne se fait véritablement qu'au niveau M2.

6^{ème} interrogation : Est-ce que l'étudiant en LMD choisit véritablement son parcours de formation, ou est-ce qu'il continue à être orienté malgré lui, comme dans le système classique ?

7^{ème} interrogation : Si l'étudiant fait une erreur dans son choix, dans quelle mesure peut-il changer d'orientation, et dans quelle mesure le système de passerelles, principe de base du système LMD, est-il efficace et opérationnel ?

Quatrième observation : Le parcours licence professionnelle est constitué de deux années où la formation est axée essentiellement sur les sciences fondamentales (maths, physique, chimie). La spécialisation n'intervient qu'en dernière année de formation. Contrairement à l'ancien système (cycle court DEUA), où la formation de la spécialité en question couvrait les trois années. C'est le cas aussi de la licence professionnelle en France qui recrute des étudiants titulaires de diplômes Bac+2

professionnels (diplômés des instituts universitaires de technologie notamment).

8^{ème} interrogation : Peut-on former un professionnel opérationnel dans un domaine donné (chef de chantier de bâtiment, par exemple) en une seule année de formation ?

9^{ème} interrogation : Y a-t-il un intérêt à suivre deux années de formation en sciences fondamentales pour déboucher sur une telle formation ?

Cinquième observation : On ne fait pratiquement plus de distinction entre le master professionnel et le master académique. Ce dernier qui permet l'accès au doctorat (D du LMD) ne contient presque pas d'initiation à la recherche. Contrairement à l'ancien système qui disposait d'un palier très important, en l'occurrence le magister, permettant à l'étudiant, d'une part, de passer progressivement d'une formation de graduation au monde de la recherche, et d'autre part, d'acquérir des compétences pédagogiques lui permettant, après l'obtention du magister, d'entamer une carrière d'enseignant chercheur.

10^{ème} interrogation : Le titulaire d'un master est-il en mesure d'aborder directement une re-

cherche dans le cadre d'un doctorat sans passer par un palier d'initiation à la recherche ?

11^{ème} interrogation : Le titulaire d'un master est-il en mesure d'occuper la fonction d'enseignant chercheur et de se mettre de l'autre côté des bancs sur lesquels il était assis une année auparavant ? (allusion faite au décret du 13 décembre 2010).

Finalement, l'université algérienne se doit de se demander ce qu'elle a gagné en adoptant le système LMD. Certes, une lisibilité de nos diplômes au niveau international... Mais, ce système nous a-t-il permis d'améliorer la qualité de la formation ? La formation de master est-elle meilleure que la formation d'ingénieur ? C'est à travers ces questions et toutes celles posées dans cet article qu'on pourra dire si l'application du système LMD en Algérie a été une réussite ou un échec...

Essayer de comparer le master au magister (cf. décret du 13 décembre 2010), en plus du fait que comparer l'incomparable est une aberration, c'est peut-être aussi une façon de se voiler la face et passer à côté de toutes les questions qu'on doit avoir le courage de poser si on veut sincèrement une université meilleure !

*Professeur en Génie Civil
Université de Tlemcen

Project Syndicate pour

Le Quotidien
Édition nationale d'information

Réflexions sur la révolution en Égypte



PAR RICHARD N. HAASS

Ancien directeur de la planification politique du Département d'État américain, dirige aujourd'hui le Council on Foreign Relations.

Les révolutions adviennent pour une raison. Dans le cas de l'Égypte, il y a plusieurs raisons : plus de 30 ans de la loi d'un seul homme ; le projet de Hosni Moubarak de transmettre la présidence à son fils ; la corruption, le clientélisme et le népotisme généralisés ; et une réforme économique qui n'a pas rejailli sur la plupart des Égyptiens, mais qui néanmoins contraste grandement avec l'absence presque totale de changement politique.

Le résultat final est que de nombreux Égyptiens se sont sentis non seulement exclus, mais aussi humiliés. L'humiliation est une puissante force de motivation. L'Égypte était mûre pour une révolution ; un profond changement aurait fini par arriver à un moment ou à un autre dans les années à venir, même sans l'étincelle tunisienne ou les médias sociaux.

En effet, les médias sociaux sont un facteur significatif, mais leur rôle a été exagéré. Ce n'est certainement pas la première technologie perturbatrice à avoir existé : l'imprimerie, le télégraphe, le téléphone, la radio, la télévision et les cassettes ont tous constitué des défis pour l'ordre existant de leur époque. Et tout comme ces précédentes technologies, les médias sociaux ne sont pas décisifs : ils peuvent être réprimés par les gouvernements aussi bien qu'utilisés par ces derniers pour motiver leurs partisans.

Le sens de l'à-propos compte pour beaucoup en politique. La déclaration faite par Moubarak annonçant qu'il ne briguerait pas sa réélection aurait probablement évité une crise s'il l'avait faite en décembre. Mais, au moment où il l'a faite, l'humeur de la rue avait évolué de telle sorte qu'il ne pouvait plus l'apaiser.

Le succès initial des révolutions est moins déterminé par la force des manifestants que par la volonté et la cohésion du régime. La chute de la Tunisie s'est faite rapidement, parce que son président a perdu son sang froid et que l'armée était faible et peu disposée à se ranger à ses côtés. L'establishment et l'armée font montre d'une bien plus grande détermination en Égypte.

Le départ de Moubarak est un développement significatif mais pas décisif. Bien sûr, il referme le chapitre d'une très longue période dans la vie politique égyptienne. Il marque aussi la fin de la première phase de la révolution en Égypte. Mais cela n'est que la fin du commencement. Ce qui commence aujourd'hui est une lutte pour l'avenir de



l'Égypte. L'objectif doit être de ralentir l'horloge politique. Les Égyptiens ont besoin de temps pour forger une société civile et élargir un spectre politique globalement limité depuis des décennies. Un gouvernement hybride d'intérim constitué d'éléments militaires et civils pourrait être la meilleure manière d'aller de l'avant. Ralentir l'horloge n'est pas l'arrêter, cependant. Une véritable transition politique a besoin d'avancer, même si à pas mesurés.

Il faudrait éviter d'organiser des élections trop rapidement, afin que ceux (tel les Frères Musulmans) qui ont su s'organiser au fil des ans ne bénéficient d'un avantage déloyal. Les Frères Musulmans devraient être autorisés à participer au processus politique à condition qu'ils acceptent la légitimité de ce processus, de l'autorité de la loi et de la constitution. L'histoire et la culture politique de l'Égypte suggèrent que l'attrait des Frères Musulmans sera naturellement limité si les Égyptiens parviennent à réconcilier leurs plus importantes différences, à maintenir l'ordre et à restaurer la croissance économique.

Une réforme constitutionnelle est absolument nécessaire. L'Égypte a besoin d'une constitution qui réunisse un large soutien – et qui comprenne un système d'équilibre des pouvoirs rendant difficile pour les minorités (même celles qui se prévalent du soutien d'une pluralité de votants) de gouverner les majorités.

Les mouvements révolutionnaires se divisent invariablement en factions. Leur uni-

que objectif commun est de se débarrasser du régime en place. Aussitôt que cet objectif est sur le point d'être atteint, les éléments de l'opposition commencent à se positionner pour la seconde phase de la lutte et la compétition à venir pour le pouvoir. Nous voyons déjà des signes de cela en Égypte, qui seront suivis d'autres dans les jours et les semaines à venir.

Certains en Égypte ne se satisferont que d'une démocratie totale ; d'autres (probablement une majorité) préféreront se concentrer sur l'ordre public, un plus grand sens des responsabilités officielles, un degré de participation politique et une amélioration économique. Il n'est jamais possible de satisfaire les demandes de tous les manifestants, et les régimes ne devraient pas s'y essayer.

L'Égypte devra faire face à d'énormes difficultés économiques, exacerbées par les récents événements qui ont fait fuir les touristes, dissuadé l'investissement, et empêché beaucoup de travailler. Les défis posés par une population à forte croissance, le manque d'éducation et de travail, la corruption, la bureaucratie, et la concurrence globale grandissante constituent les plus grandes menaces pour l'avenir du pays.

Les étrangers n'ont eu et n'auront qu'une influence limitée sur le cours des événements. Au cours des 30 dernières années, les appels formulés par intermittence par les États-Unis pour une réforme politique limitée ont été largement ignorés. Une fois la crise débutée, la population dans la rue,

Moubarak lui-même, et surtout l'armée, ont été les principaux protagonistes. En allant de l'avant, ce seront encore une fois les Égyptiens qui détermineront pour une grande part leur propre chemin.

En ce sens, les étrangers devraient se garder de trop intervenir, surtout en public. Il revient aux Égyptiens de définir par eux-mêmes le type et l'envergure de la démocratie qu'ils veulent installer. Les étrangers peuvent contribuer leur aide – par exemple, avec des idées sur la réforme constitutionnelle ou les procédures électorales – mais cela devra être fait en privé et sous la forme de suggestions, et non d'exigences. Les développements en Égypte auront des conséquences diverses dans la région. Tous les pays ne seront pas affectés de la même manière. Les vraies monarchies, comme la Jordanie, ont une légitimité et une stabilité dont ne disposent ni les dirigeants des fausses monarchies (Syrie, Libye, et Yémen) ni le régime iranien. Beaucoup de choses dépendront de ce qui va transpirer et comment. Le changement en Irak avait été imposé depuis l'extérieur par la force, alors que le changement en Égypte est venu de l'intérieur et a largement été obtenu par consentement plutôt que par coercition. Mais il est trop tôt pour savoir si ce changement en Égypte sera profond et durable, encore moins positif, et donc trop tôt pour évaluer son impact historique.

Traduit de l'anglais par
Frédérique Destribats

Avant même sa conclusion, la vague révolutionnaire qui traverse le monde arabe a déjà fait une première victime : la dynastie républicaine. La tendance croissante des despotes vieillissants à vouloir passer le relais à leur fils ou un membre de leur famille a peu de chances de survivre au soulèvement populaire actuel, et pas seulement dans le monde arabe.

Fin des républiques de «fils de» en Egypte, au Yémen... Ailleurs ?

Rue89

PIERRE HASKI

Deux " fils de " sont d'ores et déjà les victimes assurées de ce printemps des peuples: Gamal Moubarak, le fils du président égyptien, et Ahmed Ali Saleh, fils du président du Yémen. Ils étaient tous deux en orbite pour succéder à leurs pères, Hosni Moubarak et Ali Abdallah Saleh, respectivement au pouvoir depuis 27 et 32 ans dans deux pays touchés par l'onde de choc de la révolution tunisienne.

GAMAL (MOUBARAK) ET AHMED ALI (SALEH), VICTIMES COLLATÉRALES

Gamal Moubarak, 47 ans, a dû démissionner, la semaine dernière, de la direction du Parti national démocrate (PND) de son père, dont il était le numéro deux. Bien que sa candidature n'ait pas été annoncée et que Hosni Moubarak se préparait à sa réélection, Gamal était clairement préparé pour succéder à son père.

Hosni Moubarak a déjà annoncé qu'il ne briguerait pas de nouveau mandat en septembre, mais n'a rien dit sur le sort de son fils. Sauf retour en force improbable du clan présidentiel, on voit mal comment Gamal pourrait être un candidat acceptable dans le contexte actuel.

Les choses sont plus claires au Yémen, qui a été le théâtre la semaine dernière de manifestations sans précédent. Le chef de l'Etat yéménite a jeté l'éponge pour lui et pour son fils mercredi dernier :

" Je ne chercherai pas à prolonger ma présidence pour un autre mandat ou à en faire hériter mon fils. "

Ahmed Ali Saleh était pourtant bien placé pour succéder à son père : général de brigade, il est le commandant de la Garde républicaine du pays. Il était l'émissaire de son père dans le monde arabe, comme pour cette audience dont se faisait l'écho, dans son style particulier, l'agence marocaine MAP en mai 2010 :

"SM le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, a reçu, vendredi à Oujda, le fils du président de la République du Yémen, Son Excellence Ali Abdallah Saleh, le général de brigade Ahmed Ali Saleh, Commandant la Garde Républicaine du Yémen qui a remis au Souverain un message écrit du président yéménite. "

EN SYRIE, BACHAR EL-ASSAD; AU LIBAN, SAAD HARIRI

Ces successions dynastiques dans le monde arabe : le président syrien Bachar el-Assad n'est autre que le fils de l'ancien dictateur Hafez el-Assad, et même le deuxième choix de son père qui souhaitait voir son fils aîné, Bassel, lui succéder, mais celui-ci fut victime d'un accident de voiture en 1994, six ans avant la disparition du président syrien.

Au Liban voisin, dans un contexte plus démocratique, ou au moins pluraliste, Saad Hariri, Premier ministre jusqu'à récemment, avait succédé à son père Rafic Hariri lors de l'assassinat de ce dernier en 2005.

Ces pratiques, qui sont considérées comme " normales " dans les monarchies, comme la Jordanie ou le Maroc, sont des évolutions plus récentes dans des républiques dont certaines se donnaient initialement des affichages progressistes.



AU PAKISTAN, BENAZIR BHUTTO ; AU GABON, ALI BONGO

Le monde arabe n'est évidemment pas le seul concerné par cette logique dynastique en république. A l'image d'une Benazir Bhutto au Pakistan, qui a succédé à son père, le président Zulfikar Ali Bhutto à la mort de celui-ci, et qui a été remplacée par son propre mari, l'actuel président du Pakistan, Asif Ali Zardari, lorsqu'elle a été assassinée en 2007.

La révolution arabe risque d'avoir d'abord un impact au sud du Sahara. Un " fils de " doit commencer à s'inquiéter : Karim Wade, fils du président sénégalais, dont la mise en orbite par son père, le président octogénaire Abdoulaye Wade, n'est pas du goût de tous les Sénégalais, qui ne sont pas d'une nature docile.

En Afrique noire aussi, les successions dynastiques ne sont plus exceptionnelles :

* au Togo, Faure Gnassingbé a succédé en 2005 à son père, Gnassingbé Eyadéma, qui avait régné pendant 38 ans après avoir pris le

pouvoir dans un sanglant coup d'Etat ;

* au Gabon, Ali Bongo en a fait de même à la suite de son père, Omar Bongo, qui avait passé plus de trois décennies au pouvoir, jusqu'à sa mort en 2009.

DE PYONGYANG À LA HAVANE, LA FIN DU NÉPOTISME ?

Cette pratique est-elle réellement condamnée ? C'est l'avis, par exemple, de L'Observateur Paalga, partenaire de Rue89 au Burkina Faso, qui commentait vendredi :

" Finis les rêves des fils de têtes couronnées qui ambitionnaient de se voir transmettre le sceptre royal des mains de leurs souverains de pères. Il leur faudra sans doute repasser. Le vent de liberté qui souffle sur le continent a choisi de commencer par le Maghreb. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il n'est pas dit qu'il s'arrêtera en si bon chemin. Une pléthore de pays au sud du Sahara présentent les mêmes caractéristiques et portent les mêmes revendications que celles qui

ont été à l'origine de l'exil forcé de Ben Ali et qui sont la cause en ce moment des nuits sans sommeil infligées au rais du Caire. "

Il est évident que l'onde de choc des événements de Tunisie ou du Caire ne s'arrêtera pas aux pays du monde arabe. En particulier sur cette dimension dynastique qui ne connaît aucune frontière culturelle ou géographique.

De Pyongyang, où c'est une troisième génération qui s'apprête à accéder au pouvoir de la dernière vraie dictature pure et dure héritière du communisme, à La Havane, où c'est à son frère que Fidel Castro a transmis les rênes du pouvoir.

Cela n'empêche évidemment pas les " fils de " d'avoir des ambitions politiques qui peuvent être légitimes dans un contexte démocratique. Ce qui ne passe plus, et définitivement espère-t-on, c'est le népotisme, c'est-à-dire l'obtention d'un poste en fonction de son nom et de son parrainage, et pas de ses qualités. La leçon de cette révolution vaut au Caire comme... en France (cf. Jean Sarkozy et l'épisode avorté de l'Épad).



En Tunisie, la longue plainte des victimes de la corruption

Reportage - Des commissions sont en place pour défendre les intérêts des personnes spoliées.

C'est l'immeuble des pleurs et des espoirs. L'ancien bâtiment de la Banque de l'habitat, datant des années cinquante, proche de l'avenue Mohammed V, est devenu le centre émotionnel de la Tunisie nouvelle. Trois commissions se le partagent: contre la corruption au deuxième étage, pour l'indemnisation des victimes des violences de la révolution au troisième, et au quatrième siège la commission de la réforme politique, qui tente de remplir une page encore blanche.

Des hommes et des femmes de tous âges font la queue. Les victimes de la violence devant la porte principale, celles de la corruption au fond du parking. Ces derniers plaignants sont peu nombreux aujourd'hui, battant la semelle dans le vent et le froid. Parmi eux, un couple franco-tunisien. Ils avaient une entreprise d'informatique et un appartement contigu. Ils n'ont plus rien. "Tout a été saccagé", disent-ils. Par qui? S'ils ont une idée, ils ne la confieront pas. Le vol et la destruction

ont pris un caractère systématique. "Ils ont pris quatre ordinateurs tout neufs, nos vêtements, nos chaussures, nos meubles. Et ce qu'ils n'ont pas pu prendre, ils l'ont détruit. Nos dossiers papier ont été arrosés d'eau."

HUMILIATIONS QUOTIDIENNES

Comme les autres plaignants, ils attendent que leur numéro sorte, un chiffre griffonné sur un simple morceau de papier. Devant la porte "corruption" des hommes et des femmes aux visages brunis de paysans brandissent des dossiers, criant qu'on leur a volé leur terre. D'autres racontent le quotidien de l'humiliation et de la compromission. Riyadh, un jeune homme en veste de cuir et petites lunettes rectangulaires, est haut fonctionnaire dans un ministère technologique. Il est depuis longtemps "au frigo" pour avoir refusé de participer à la corruption. "Je n'ai pas voulu signer un papier, dit-il sans plus de précision. Alors ils m'ont privé

de travail. J'ai fait une dépression." Il s'est senti bien seul. "Mes collègues préféraient accepter le système. Ils m'ont mis à l'écart. Tout à coup, plus personne ne m'a parlé." Il demande sa réinsertion dans son ancien emploi.

Ahmed, lui, est étudiant en sociologie, mais il avait aussi un projet commercial. "Je voulais monter une entreprise d'entretien de voitures", dit ce jeune homme aux grosses lunettes de soleil. Le dossier n'a jamais vu le jour, "sans doute à cause de l'intervention d'un membre de la famille Ben Ali, qui a le monopole du marché." Ses tentatives d'obtenir un poste d'enseignant n'ont pas marché non plus. "Dès que j'ai postulé, un intermédiaire est venu me demander de l'argent. Il voulait 3500 euros. C'était très courant. Les postes de fonctionnaire étaient à vendre."

Ahmed hésite entre deux mondes. "On ne sait pas comment tout cela va tourner. Je suis en train de remplir une demande d'émigration au Canada, pour y poursuivre mes études." Pourtant il est venu spécialement de Sousse, à 140 km de Tunis. Et il attend son tour depuis 9 heures du matin, alors qu'il est déjà 13 heures. Cette petite corruption, celle de tous les jours, est majoritaire parmi les chemises de papier jaunes qui s'accumulent sur le bureau du président de la commission anticorruption, Abdelfattah Amor. Doyen honoraire de la faculté des sciences juridiques,

cet homme tranquille et affable aura à connaître tous les dossiers, "depuis ceux qui concernent la famille de l'ancien président jusqu'au simple lamda", ces délégués de quartier, petit personnel de la surveillance et de la répression. Les affaires les plus importantes ne lui sont pas apportées par ceux qui font la queue au pied de l'immeuble. Certaines arrivent par le numéro vert mis à la disposition des Tunisiens, d'autres sont transmises plus discrètement ou soulevées par les enquêteurs de la commission, une vingtaine de hauts fonctionnaires au-dessus de tout soupçon, selon le président. "Au-delà des faits eux-mêmes, nous sommes en train de découvrir un système complexe qui avait tout gangrené, des institutions aux entreprises." Abdelfattah Amor examinera les captations de société, et des prises de participation forcées de la famille Ben Ali dans de nombreuses firmes tunisiennes.

Que faire de cet argent? Rien n'a encore été décidé. Des voix s'élèvent pour que les sommes volées soient versées au Trésor public. Le président n'en est pas là. Pour le moment, les dossiers les plus complexes seront examinés en commission plénière. C'est Abdelfattah Amor qui décidera de transmettre ou non au parquet. Un poste à risques? "Je m'en remets à Dieu, répond-il. Mais si je le juge utile, je pourrai demander une protection."

Egypte : l'impossible objectivité des télévisions arabes



Al-Hayat s'insurge "contre les tentatives de certains d'entraîner les révoltes en cours dans le monde arabe vers le piège d'une confrontation avec l'Occident. Ce n'est pas là le combat des peuples en révolte. Un tel glissement ne ferait qu'occulter les vraies préoccupations de la population - qui sont économiques et liées aux libertés." Pour le quotidien panarabe, "les pays occidentaux hésitent entre deux positions : encourager les changements démocratiques en douceur ou protéger leurs intérêts économiques et leurs investissements, ce qui est normal dans les relations internationales. Mais, plus les sociétés arabes prouvent qu'elles ont des aspirations démocratiques, plus elles réussissent à pousser l'Occident à les soutenir dans leurs luttes."

Des images touristiques du Nil éternel et majestueux, puis de rues plongées dans la pénombre de la nuit, évoquant quelque scène romantique d'un mélo des années 1940. Il ne manquait plus qu'une bande-son d'Oum Kalsoum* [la diva de la chanson égyptienne, décédée en 1974] pour suggérer que tout allait très bien au Caire. Voilà ce qu'on pouvait voir sur la chaîne satellitaire Al-Arabiya pendant que se déroulaient les événements que l'on sait. Bien que cette chaîne saoudienne soit dotée de tous les moyens matériels, elle a les pires difficultés à traiter une crise de cette ampleur. Elle avait visiblement reçu l'ordre de focaliser l'information sur le cours normal des choses, de se contenter de titres généraux pour parler des "événements" et d'ajouter juste une pincée de condiments faits maison aux images et à la langue de bois de la télévision officielle égyptienne. Car il fallait que le régime puisse appliquer sa méthode de gestion de la révolte : faire peur en brandissant la perspective du chaos et l'arrivée au pouvoir des

Alors que la chaîne saoudienne Al-Arabiya a adopté la langue de bois pour couvrir les révoltes, sa rivale, la qatarie Al-Jazira, a choisi un ton militant quelque peu biaisé.



Frères musulmans. Al-Arabiya a ainsi montré qu'elle était la chaîne des régimes arabes qu'on appelle "modérés" et qui apparaissent désormais comme moribonds. Elle a fait de son mieux pour faire passer le message qui lui avait été dicté par ses maîtres. Elle a appelé des intellectuels, artistes et journalistes connus pour leur fidélité au régime égyptien, a répété que les lieux stratégiques tels que l'aéroport et le canal de Suez étaient bien contrôlés par le régime et fonctionnaient parfaitement. A destination des Américains et des

Israéliens, elle a promu l'idée que les revendications démocratiques étaient une chose, mais que la protection des points stratégiques dont le régime avait la charge en était une autre.

Al-Arabiya a excellé pour donner l'impression que les manifestants étaient de la racaille violant la loi. Elle a couvert la vilaine manœuvre du régime consistant à retirer la police de l'espace public et à laisser s'échapper des prisonniers afin de créer un climat de peur dans la population. Personne n'a demandé pourquoi

les hôpitaux, les musées et d'autres lieux importants n'étaient plus protégés, alors que les quartiers des ambassades américaine et israélienne étaient bouclés.

Alors que la chaîne saoudienne Al-Arabiya était présente sur le théâtre des événements au même titre que les médias égyptiens officiels, le régime du Caire a confisqué le matériel et arrêté les journalistes de sa grande concurrente, la chaîne qatarie Al-Jazira. C'était probablement la décision la plus stupide qui ait jamais été prise par le régime en matière médiatique.

Ce faisant, le régime a donné une certaine légitimité à Al-Jazira et lui a fourni le prétexte pour justifier le traitement ouvertement hostile qu'elle a subi, lui permettant de s'en vanter et d'en rajouter. Car Al-Jazira aussi a des choses à se reprocher professionnellement: les rares intervenants qui défendaient le régime étaient systématiquement de faibles débatteurs dépourvus de charisme et à court d'arguments. De même, Al-Jazira a accordé plus d'importance aux Frères musulmans qu'ils n'en ont réellement, eux qui ne se sont joints aux manifestations de rue qu'au troisième jour.

Dans le même temps, elle a couvert le retour [du chef du parti islamiste tunisien Ennahda] de Rached Ghannouchi à Tunis en suggérant que tout le pays l'avait attendu et en passant sous silence que beaucoup de ceux qui étaient venus l'accueillir à l'aéroport lançaient des slogans on ne peut plus clairs : "Oui à l'islam modéré, non à la transformation de la Tunisie en Etat salafiste !"

Pourquoi Al-Jazira met-elle l'objectivité en sourdine quand elle parle de régimes proches du Qatar, et pourquoi a-t-elle tant de mal à rendre compte de la diversité des opinions quand il s'agit de l'islam politique ? A ces questions déontologiques, les réponses à donner sont malheureusement politiques.

Mais revenons au Caire. La deuxième décision la plus stupide du régime de Hosni Moubarak a été de bloquer Internet et les réseaux de téléphone mobile. Cette mesure a eu pour résultat de faire descendre les gens dans la rue pour voir ce qui se passait. On ne pouvait quand même pas croire qu'ils allaient rester à la maison à regarder les chaînes officielles qui diffusaient des images du Nil et de rues calmes éclairées par le halo de lampadaires alors que sous leurs fenêtres une foule s'agitait et qu'une odeur de gaz lacrymogène s'infiltrait jusque chez eux.

Note : * La diva de la chanson égyptienne, décédée en 1974.

La fuite des capitaux marocains s'accroît

Saignée. Entre 2000 et 2010, près de 22 milliards de dirhams en devises ont illégalement quitté le Maroc. Et le phénomène prend de plus en plus de l'ampleur suite aux derniers événements politiques qu'a connus la Tunisie.



A. Amourag

Y a-t-il un lien entre la publication récente par une organisation américaine (Global Finance Integrity) d'un rapport sur la fuite des capitaux en Afrique et ce qui s'est passé dernièrement en Tunisie? Beaucoup pensent que oui, bien que l'ONG américaine a l'habitude de rendre public ce genre de rapport presque une fois par an.

Les chiffres contenus dans ce rapport font froid dans le dos concernant le Maroc et font penser que notre pays est devenu une véritable plaque tournante pour le trafic de devises d'où sortent illégalement de grosses sommes d'argent vers des paradis fiscaux.

Ainsi, se basant sur des documents officiels, des enquêtes sur le terrain et des recoupements d'informations plus ou moins fiables, plus de 380 millions de dollars, soit l'équivalent de 4 milliards de dirhams, quittent chaque année les frontières nationales. Ce chiffre s'élève à 2 milliards de dollars entre 2000 et 2010, soit à peu près 22 milliards de dirhams. Durant les quarante dernières années (1970-2010), selon toujours le rapport de l'organisation américaine, les capitaux sortis illégalement du Maroc se montent à 25 milliards de dollars, soit plus de 260 milliards de dirhams. Des chiffres astronomiques qui classent le Maroc au quatrième rang, au niveau africain, derrière le Nigeria, l'Egypte et l'Algérie. Au niveau mondial, il est situé à la 79ème place sur la base de 125 pays où ce fléau financier existe. La tendance décrite par les Américains est que la fuite des capitaux va crescendo dans le monde, particulièrement dans les pays pétroliers et dans ceux où les régimes politiques présentent des fragilités avérées, ris-

quant de s'écrouler à tout moment comme ce fut le cas en Tunisie.

Le Maroc ne figure certainement pas dans ce dernier cas de figure, mais les fortunés et les hommes d'affaires marocains, probablement par crainte pour leur argent, pour des raisons politiques ou autres, préfèrent le loger dans des comptes bancaires en Suisse et au Liechtenstein, voire en France.

PARADIS FISCAUX

Mais, revers de la médaille, ils finissent toujours par être rattrapés par la justice de ces pays, qui ont durci leur législation de contrôle sur les biens placés par les étrangers sur leur sol. L'exemple d'un homme d'affaires d'origine marocaine, qui a acheté des propriétés immobilières en France, dont un immense château dans la région parisienne et des bureaux flambants neufs sur les Champs-Élysées, est édifiant.

Cet homme d'affaires, qui n'a jamais payé ses impôts au Maroc comme en France, selon les découvertes de l'administration fiscale, a été la cible d'une enquête de la police française qui s'est intéressée à ses biens acquis en France. Certainement, ce n'est qu'un cas parmi d'autres.

Mais la question qui se pose: comment ces hommes d'affaires et ces personnes fortunées procèdent-ils pour sortir tout cet argent hors des frontières nationales? Le font-ils dans le cadre de réseaux organisés? Et, pire, profitent-ils d'une quelconque protection? Si le rapport américain donne des précisions sur les activités productrices des fonds transférés illicitement à l'étranger, au premier rang desquelles on trouve le trafic de drogue, la corruption, le crime organisé et la fraude fiscale, il reste néanmoins évasif et moins explicite sur les procédés qu'empruntent généralement ces trafiquants pour acheminer leur butin vers l'étranger.

Selon un expert international en la matière, il y a ceux qui choisissent la voie la



plus risquée, qui consiste à sortir physiquement l'argent, dissimulé dans des valises, au milieu d'objets de voyage, de nature à détourner le regard des services de la police et de la douane. Mais, ces derniers, aujourd'hui équipés des technologies les plus avancées en matière de contrôle des bagages, comme les scanners et autres appareils de détection, réussissent souvent à intercepter les fraudeurs.

RÉSEAUX ORGANISÉS

C'est ce qui est arrivé en 2010 à un riche homme d'affaires marocain, basé à Agadir, qui a tenté de quitter le Maroc, en possession d'une valise contenant plusieurs centaines de milliers d'euros. Une affaire qui a défrayé la chronique dans les milieux économiques marocains et plus particulièrement dans la capitale de Souss, où réside depuis de longues années cet investisseur. Et, avant lui, le Maroc a connu pendant ces dix dernières années plusieurs cas notoires de personnalités célèbres impliquées dans des scandales de fuite de capitaux et de blanchiment d'argent.

Aussi, des voies, plus sinueuses et nettement moins exposées, ont fait progressivement leur apparition.

IMPORT-EXPORT OCCULTE

Outre les procédés électroniques qui consistent à utiliser l'Internet ou le Swift pour transférer de l'argent à l'étranger, la technique qui gagne actuellement du terrain est celle qui consiste à ne pas faire rentrer l'argent, fruit de transactions commerciales douteuses, sur le territoire national. Et à le laisser dormir fructueusement dans des comptes off-shore, en Suisse ou en Amérique. Ou à le placer dans des actifs fictifs dans des paradis fiscaux, mondialement connus, comme les îles Bahamas ou la République dominicaine.

Le procédé est simple. Il consiste pour un exportateur, par exemple, à ne rapatrier en devises qu'une partie de la créance étrangère et laisser l'autre partie là-bas, moyennant une commission confortable pour le client. Qui, dans la plupart des cas, se charge de placer cet argent auprès des banques étrangères.

Pour un importateur, cette fois-ci, il agit différemment en gonflant les factures adressées aux clients étrangers. Cela s'appelle de la surfacturation. Et l'argent excédentaire, lui, est placé à l'étranger, moyennant une commission intéressante pour le placeur. Mais toujours est-il que la fuite des capitaux marocains prend de plus en plus de l'ampleur après les événements de la Tunisie.

Chamkara au féminin

Leurs vies, plus encore que celles de leurs compères masculins, sont violentes, compliquées, semées d'embûches. Plongée dans l'enfer des filles de la rue.



TELQUEL

Il pleut sur Casablanca cette nuit-là, tandis qu'une petite équipe du Samu social sillonne la ville pour repérer les personnes vivant dans la rue et leur proposer de les accueillir provisoirement dans leur centre d'hébergement. Ce soir, l'équipe concentre son attention sur les femmes, plus particulièrement les mineures, dont le nombre croît de façon alarmante. Sur 3 zones seulement, on en décompte 60. La menace de devenir petite bonne, prostituée ou mère célibataire plane sur ces jeunes filles qui se retrouvent à la rue. Souvent sans expérience de la vie, fragiles, elles ont quitté leur ville natale, Beni Mellal, Khouribga, Taroudant ou encore Larache, avec en poche à peine de quoi se payer le voyage jusqu'à Tanger, attrayante par sa proximité avec l'Europe, ou, dans l'immense majorité des cas, jusqu'à Casablanca, ville de tous les possibles.

Les raisons des départs sont multiples. Violences familiales et grossesses non désirées motivent le plus souvent le choix de fuir. Hasnaa, 13 ans, sur le bitume depuis trois ans, a fui le domicile familial, poussée à bout par un père alcoolique et démissionnaire. Une autre explique : "Je vendais des mouchoirs pour mes parents dans la rue et je suis tombée amoureuse d'un drogué, je l'ai suivi...". Khadija a elle aussi choisi de quitter le foyer paternel, géré par une belle-mère tyrannique. Du haut de son mètre vingt, elle lance des regards de défi. Son accoutrement saugrenu, chaussures à talons hauts, pantalon trop court et pull trop grand, pourrait prêter à sourire s'il ne révélait une vérité tragique. L'adolescente n'a qu'un rêve : "Je veux retourner à l'école...", balbutie-t-elle.

VILLAS SANS LUXE

L'équipe du Samu peine à localiser les jeunes filles : avec la pluie et les descentes de police, elles changent régulièrement de squat. Les villas abandonnées et cachées de la rue par un mur ou une clôture temporaire sont leurs refuges de prédilection. Au centre-ville, il en existe un prototype parfait, accessible par un trou creusé dans le mur, par lequel un enfant se faufile aisément mais où un adulte peine à se glisser. A l'intérieur, les murs sont tapissés de posters du Wydad et recouverts d'inscriptions du genre "Wafaa aime A" ou "Allah". Au sol, au milieu des ordures, des chaussures, des vêtements péle-mêle, des photos de familles, des matelas déchirés sur lesquels reposent des jouets d'enfants de mauvaise facture.

Pour être moins vulnérables, les filles vivent généralement en petits groupes

de trois à cinq, chapeautés par une fille plus expérimentée, aguerrie par des années de vie sur le bitume. Pour la nouvelle venue, l'intégration à ces bandes passe par des relations sexuelles avec la meneuse, condition sine qua non pour être acceptée. Une fois intégrée, l'enfant ou l'adolescente peut compter sur la solidarité indéfectible du groupe : protection contre les agresseurs potentiels, aide en cas de maladie ou de grossesse. Un membre de l'association Bayti, qui vient en aide aux enfants des rues, témoigne : "Quand l'une d'entre elles passe en jugement au tribunal, par exemple, nous sommes mis au courant par la bande". Même son de cloche du côté du Samu : "Une nuit, une fille est arrivée parce qu'une de ses copines s'était blessée. Elle a hurlé et mis la pagaille jusqu'à ce qu'on accepte de sortir une ambulance...", se souvient un membre de l'équipe.

PLUS DÉBROUILLARDES

Pour subvenir à leurs besoins, les jeunes filles ont plusieurs solutions qui s'offrent à elles : fouiller les poubelles, se prostituer (30 dirhams la passe pour certaines d'entre elles), vendre des mouchoirs, mendier... Leur butin, elles le planquent dans de petites cachettes. "Les filles sont plus débrouillardes que les garçons", constate Bachir, de l'association Bayti. Parce que dormir sur un trottoir reviendrait à s'exposer au viol, il leur faut redoubler d'ingéniosité pour découvrir et construire des abris, des cachettes, qui ne les protègent pas en revanche des infections. La gale, les poux, la conjonctivite ou l'eczéma sont le lot commun, mais restent un moindre mal comparés aux MST (maladies sexuellement transmissibles). Les garçons, eux, sont autant un danger qu'une aide précieuse : "Pour une fille, coucher ou sortir avec le chef d'une bande la protège des autres garçons du groupe", précise Bachir. Certaines filles acceptent même de subir des sévices ou de céder aux avances d'un garçon pour s'éviter des problèmes avec d'autres. "Si une fille qui sort avec un chef voit qu'il perd sa place, elle le quitte immédiatement", nous explique un ado de 14 ans qui dort sur le trottoir.

STREET ATTITUDE

La plupart des filles adoptent un style adapté à la rue : pulls informes, cheveux courts, regard dur. Abdel, membre de l'équipe du Samu, atteste : "Quand je les rencontre pour la première fois, il m'arrive de prendre certaines filles pour des garçons. Elles ont laissé leur féminité derrière elles". C'est le cas de Hanane, qui arbore un sweat hip-hop et un foulard siglé "Harley Davidson" noué sur le crâne. Un look qui

ne dit plus la candeur de ces jeunes adolescentes à l'âge tendre mais au caractère fatalement endurci. Abus sexuels, bagarres, descentes de police... autant de menaces permanentes auxquelles il faut parer. Sur 229 plaintes de violence reçues en 2009, 130 émanent de femmes selon le Samu. "La plupart des jeunes filles possèdent une arme blanche, au moins un petit couteau" et certaines "cachent sous la lèvre supérieure une lame de rasoir", prête à servir, décrit Abdel. Et tout comme leurs compères masculins, la folie du foot n'épargne pas ces demoiselles. En matière de musique, "elles ne sont pas très portées rai romantique, plutôt Cheb Bilal et beaucoup de rap, des trucs avec des paroles rebelles". Des goûts qui illustrent un état d'esprit indomptable : "Elles sont instinctivement anti-Makhzen, anti-autorité, anti-tout, parfois même, elles s'en prennent à Dieu, dégoûtées par leur situation", poursuit Abdel. De même, l'addiction à la drogue n'est pas non plus un mal proprement masculin. Si les garçons sniffent beaucoup de colle, la préférence des demoiselles va aux médicaments, "le Rivotril par exemple", anti-épileptique et anti-dépresseur puissant nous renseigne Atika, arborant un maillot de Manchester et d'innombrables cicatrices. Et pourtant, ce sont ces mêmes jeunes filles qui, au calme, au centre d'hébergement du Samu social, dessinent d'adorables lapins creusant des terriers pour se protéger de gros oiseaux ou des poissons imaginaires veillant sur des trésors...

MACHI MOUCHKIL

Dans la rue, il est presque impossible d'éviter ce qu'on appelle dans le jargon un "mouchkil" : un enfant, dont le géniteur est un inconnu, parfois violeur, un client ou un autre indigent vivant sur le trottoir. La solution la plus courante est l'avortement clandestin à grand renfort de médicaments achetés au noir. Mais toutes ne le font pas. Un militant associatif rapporte : "Récemment, la police a retrouvé des nouveau-nés abandonnés près de commissariats. Ce sont des filles en difficulté qui les abandonnent là". Une nouvelle solution, constatée sur le terrain depuis quelque temps par les travailleurs sociaux et la police, consiste désormais à vendre les nouveau-nés à des couples stériles. Ces derniers se rendent à la gare routière de Oulad Ziane pour conclure un marché avec des jeunes filles enceintes, qu'ils accueillent éventuellement le temps de la grossesse et de l'accouchement. C'est ainsi que Zineb, 20 ans, a vendu son enfant 500 dirhams, avant de s'en mordre les doigts : "Aujourd'hui, je donnerais tout pour retrouver mon bébé, mais je suis coincée, je ne peux pas me rendre à la police, ils m'arrêteraient".

Italie : les femmes disent "Basta !" à Berlusconi

Le 13 février, les femmes vont manifester pour réclamer le respect de leur dignité, davantage de parité et pour dénoncer la dégradation de leur image, mise en avant par les récents scandales sexuels autour de Silvio Berlusconi, explique l'écrivaine Dacia Maraini.

CORRIERE DELLA SERA Dacia Maraini

Le 13 février prochain, les femmes descendront dans la rue pour protester. Dans toute l'Italie. Cette nouvelle se répand sur le web comme une trainée de poudre, alors que les journaux l'évoquent à peine. Internet apparaît désormais comme l'outil de diffusion de l'information le plus libre et le plus rapide. C'est la Toile, en effet, qui a permis à des milliers de personnes de se retrouver dans la rue pour protester contre le despotisme arrogant du gouvernement égyptien.

Que réclament aujourd'hui les femmes italiennes ? Paradoxalement, dans un pays qui se dit libre, elles demandent les mêmes droits que la jeunesse tunisienne et égyptienne : la liberté de parole et de pensée, plus de démocratie, un meilleur accès au monde du travail et la guerre contre la corruption. En Italie - un des pays les plus développés du monde - on assiste, dans l'indifférence générale, à la dévalorisation croissante des idées et des volontés des femmes, ainsi qu'à une pression pour le retour des femmes au foyer ; de leur côté, les femmes perdent de plus en plus leur travail et leur prestige. L'Italie est le pays d'Europe où les femmes travaillent le moins à l'extérieur. C'est aussi le pays où - malgré quelques cas éclatants - la représentation des femmes dans les institutions et dans les lieux du pouvoir se réduit de plus en plus chaque année.

LES FEMMES, CES PROIES DOCILES

Dans la mentalité des jeunes générations, la mise en valeur des personnes et la méritocratie ont été remplacées par une idée mercantile des relations humaines. On suggère aux jeunes hommes de développer leurs capacités intellectuelles pour se vendre ensuite sur les marchés mondialisés. Aux jeunes femmes, on conseille de vendre, vite et à un bon prix - car, contrairement aux compétences, le corps sexué s'use avec le temps - la seule chose qui aura toujours plus de valeur sur le marché : un corps prêt à consommer. N'est-ce pas une incitation subtile, obsessionnelle et monstrueuse à la prostitution féminine ?

Que les choses soient claires, cette situation existait déjà du temps de Tolstoï. Le grand écrivain russe eut le courage d'écrire, à la fois dans ses romans et ses essais, que le mariage n'est qu'un marché aux bestiaux, où les corps des jeunes filles sont mis en vente au plus offrant. Qui a eu pour conséquences le sacrifice de plusieurs générations de talents et de capacités extraordinaires, et la mutilation d'esprits et de cœurs qualifiés. Personne ne se souciait de ces sacrifices. Mais, à cette époque, la famille se mettait en quatre pour répondre aux besoins des jeunes, à leurs aspirations à la liberté. Aujourd'hui, c'est la culture de marché qui remplit ce rôle, celle qui passe surtout par les séductions factices de la télévision, de la mode et d'une large partie du cinéma.

Ce n'est pas un hasard si les mentalités mercantiles vont de pair avec le choix peu démocratique d'un chef charismatique. Wilhelm Reich, dans son essai sur la psychologie de masse, montre très bien l'entrelacement de peurs, d'illusions, de haines et de frustrations qui est à l'origine de toutes les tentatives d'imposer un régime autoritariste. Les femmes sont les premières à se faire enrôler. Leur besoin historique d'avoir un chef - intériorisé à force de recevoir des coups réels et symboliques - les transforme en proies dociles. C'est bien sur ce point que s'appuient les patrons et les manipulateurs sans scrupules du marché mondial.



THÉÂTRE RÉGIONAL D'ORAN

► Jeudi 17 février à 19h
«Jeu du mariage»



Auteur: Mourad Senouci
Mise en scène: Ghaouti Azri
Un mariage de convenance que le père a préparé avec un gentil homme inconnu. «Silvia», la fille, prend le rôle et l'habit de sa servante «Lisette» pour observer et juger son futur époux. (TRO)

► Vendredi 18 février à 10h
«En-Nahla»

Auteur: Abdelkhalek Houari
Mise en scène: Abdelkhalek Houari

► Lundi 21 février à 14h30

Après-midi poétique
Avec: Benotman Abdelkader/
Belkacem Maarar/Aoukil Fatima
Labibi Fatima, Zellat Otman
(Ass/Art et culture
promotion féminine)

► Mardi 22 février à 15h
«Harry Farry
Oua el Alouane»

Auteur: Belkeroui Abdelkader
Mise en scène: Smain Brahimi
Un lion imbu de sa force physique, apprend que tous les animaux de la forêt ne cessent d'exprimer leur admiration pour l'intelligence et la bonté de l'homme. Cette information irrite le lion, et le met en colère, et pour prouver à tout le monde qu'il reste le plus fort, le plus beau et le plus intelligent, il décide d'aller à la recherche de l'homme pour mettre fin à ses jours... Ass/Zeddour Brahim

► Mercredi 23 février à 18h
«Lahla Izid Aktar»

Auteur: Bouziane Benachour
Mise en scène: Azzedine Abbare

متزوج في عطلة
METZEOUED FI OTLA
SAISON 5
Mourad Senouci
Samir Bouanani
Au Théâtre Régional d'Oran
Les Dernières
Le 18 Février 2011 à 17h.00
Le 19 Février 2011 à 17h.00
Le 16 Avril 2011 à 17h.00 (Complet)
Avec le Soutien de L'Ecole Assistance Plus

Palais de la Culture d'Alger et le centre culturel Aissa Messaoudi

Gosto-Théâtre présente

► Du 17 au 28 février

«Café du bonheur I»
«Le Gourbi Ya Mon Ami»

- Un cafetier coléreux
- Un musicien-chanteur silencieux
- Un jeune chômeur désespéré et désespérant
- Un client bavard et exubérant
Dans un espace qui tend à soutenir, qui soutient et qui continuera à soutenir.
De Ziani-Chérif Ayad

Avec : Amri Kaouane Nour-Eddine Saoudi
Mohamed Boualleg Khalil Aoun

Le 23 et 24 février à 19 h
Le 25 et 26 février à 15 h

Dans le même espace qui soutient la création artistique :
Le Palais de la Culture.

Le 28 février à 19h30

Au Centre Culturel de la Radio Algérienne
«Aissa Messaoudi».

Association Musicale Nour al-Anbalous
L'Association Cheikh El-Moussaoui El-Ezzouan
Soirée Musicale à l'Occasion du Mawlid
Eimabou Elharif
Le Vendredi 18 février 2011
A partir de 20h00
À l'Hotel AGADIR
Association Musicale Nour al-Anbalous
Fondée en 1977
L'Association Cheikh El-Moussaoui El-Ezzouan
Téléphone: 011 26 18 84
www.associationnoural-anbalous.dz

PIGIER
Vernissage
L'Ecole Pigier Oran et Espace Lotus sont heureux de vous inviter au vernissage de l'artiste-peintre **Saïd Debladji**, le 17 février 2011 à partir de 17 heures.
Espace Lotus
3, rue Ramier - Tél. 0555 141 515 - Site : www.espace.lotus.sitew.com

Instituto Cervantes
► Samedi 19 février
10h00 - 11h00 :
«Les années noires du journalisme en Algérie»...
Brahim Hadj Slimane
11h30 - 12h30 :
«Le rôle de la Presse dans la Transition démocratique espagnole»
Ramón Vilaró
14h00 - 15h30 :
Table ronde - Débat

Centres Culturels Français

Jazz andalou
All Jazz Quintet
► Samedi 19 février à 19h30 au CCF Tlemcen
► Lundi 21 février à 18h au Conservatoire Municipal Ahmed Wahby
► Mercredi 23 février à 18h30 au CCF Annaba
Cette formation revisite le répertoire de la musique arabo andalouse et redonne vie aux mélodies algériennes par le biais du jazz. Des musiciens accompagnés par la chanteuse Kamila NOUR avec sa voix mélodieuse et captivante. Deux heures de concert qui ravivent la flamme du cœur, de l'âme et de l'esprit. Ce sont ces instants de bonheur que donne sans compter Khelil Guechoud avec son groupe composé de trois musiciens et de la chanteuse Kamila Nour. Le secret du succès de ce groupe se reflète dans son heureuse initiative de marier la musique jazz avec les mélodies algériennes.

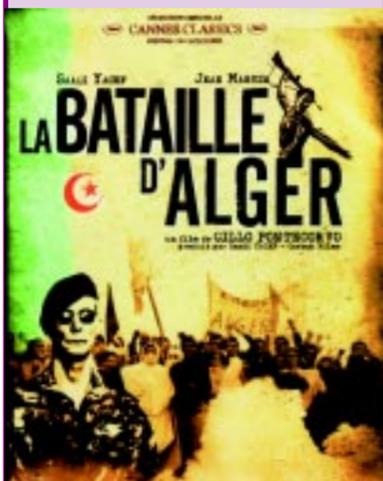
Théâtre: L'Enseigneur
► Mardi 22 février à 19h00 au CCF Alger
De Jean-Pierre Dopagne (Éditions Lansman)
Par quel mystère ce professeur se retrouve-t-il face au public sur une scène de théâtre pour nous raconter son histoire ?
Il est idéaliste ; son père, qui était paysan, lui avait dit : «Toi, tu ne seras pas un cul terreux, tu seras professeur. Professeur ! C'est le plus beau métier du monde, comme la terre, il fait germer». L'Enseigneur met en scène un professeur usé par trop d'enthousiasme déçu, qui s'est trop souvent heurté à l'incompréhension des collègues, à la réticence des proviseurs et à la passivité apparente des élèves. «L'Enseigneur» est interprété par Flavie Avargues.

Mes têtes de sardines
► Samedi 26 février à 15 h
Au Conservatoire Municipal Ahmed Wahby
Spectacle jeune public
A l'intérieur de leur étrange bocal, des Sardines sont à portées de main comme les poissons d'un aquarium. Un dompteur réalise de vrais morceaux de bravoure : il plonge les mains dans cette boîte magique, manipule les têtes, leur donne des objets, leur parle et réussit même à se joindre à elles !

CINÉMATHÈQUE D'ORAN

► Aujourd'hui

Spéciale journée nationale du chahid
-14h30: «La bataille d'Alger»



de Gillo Pontecorvo, (Alg/It-1966)
-16h30: «L'opium et le bâton»
de Ahmed Rachedi, (Alg-1970)

► Samedi 19 février

- Spéciale journée nationale du chahid

-14h30: «La bataille d'Alger»
de Gillo Pontecorvo, (Alg/It 1966)
-16h30: «Mascarades»
de Lyès Salem, (Alg/2008)

Rassemblement devant le siège de Sonatrach Aval Les chômeurs de Bethioua veulent des emplois

Une délégation de représentants des chômeurs de la commune de Bethioua s'est présentée hier devant le siège de la Direction Aval de Sonatrach sise à cité Djamel à Oran dans l'espoir de plaider la cause des demandeurs d'emplois de la commune.

Houari Barti

Une démarche qui n'a pas eu d'écho favorable de la part de la direction des ressources humaines de l'entreprise, laquelle a refusé, selon les concernés, de recevoir ladite délégation, en dépit du fait que cette dernière s'est présentée sous la bannière de l'Union nationale de la jeunesse algérienne (UNJA). «Nous nous sommes déplacés à Alger il y a moins d'un mois où nous avons exposé dans le détail nos problèmes et nos préoccupations au directeur central de Sonatrach chargé de la sécurité industrielle. Ce dernier, qui a été assez sensible à nos attentes, nous a vivement recommandé de nous

rapprocher du directeur des ressources humaines de Sonatrach Aval, vu qu'un recrutement de pas moins de 350 agents de sécurité allait être effectué ces jours-ci», affirment les jeunes chômeurs de Bethioua. Cette liste, ont-ils souligné, «devra être rendue publique le 27 du mois en cours». Pour les représentants des demandeurs d'emploi de Bethioua, «force est de constater que les différents recrutements effectués par Sonatrach ont de tout temps écarté les enfants de Bethioua au profit d'autres recrues». C'est ce qui explique, selon le mêmes sources, qu'on retrouve «des travailleurs qui viennent d'autres wilayas». «Certes, nous sommes tous algériens, et en

tant que tels, nous avons tous le droit légitime de prétendre à un emploi dans cette société publique.

Mais le fait que la zone pétrochimique est située au niveau de notre commune, avec tout ce que cela induit comme désagréments à la population locale, notamment sur le plan environnemental, devrait nous donner un droit de primauté en matière de recrutement», ont-ils soutenu.

A noter, par ailleurs, qu'un autre groupe de travailleurs recrutés dans le cadre du dispositif DAIP, dont les contrats arrivés à terme n'ont pas été renouvelés, s'était également déplacé à Aval pour plaider leur cause auprès du directeur des ressources humaines de la société.

Aïn El Turck

Sept blessés dans quatre accidents de la route

Rachid Boulélis

Les éléments de la protection civile, relevant de l'Unité de la localité côtière de Bouiseville, ont eu à intervenir, en l'espace d'une semaine, dans quatre accidents de la circulation qui se sont produits sur la route du littoral ouest.

Selon nos sources, sept personnes ont été blessées à différents degrés de gravité dans ces accidents survenus au cours de la période allant du 6 au 12 du mois en cours. Les blessés ont été évacués, par ces mêmes éléments, vers le ser-

vice des urgences de l'hôpital d'Aïn El Turck où une équipe médicale leur a prodigué les soins nécessaires à leur état de santé. Le non-respect des règles édictées par le code de la route sont à l'origine de ces quatre accidents.

Ce bilan hebdomadaire fait également état de deux interventions des sapeurs-pompiers de ladite Unité dans des feux qui se sont déclarés dans la commune d'Aïn El Turck. Hormis quelques petits dégâts matériels, fort heureusement, aucune victime n'est à déplorer. Des défaillances ayant nécessité l'inter-

vention des agents de la Sonelgaz ont été à l'origine de ces feux. Les mêmes sources indiquent que la protection civile a été sollicitée pour faire évacuer neuf malades vers l'hôpital d'Aïn El Turck au cours de la même période.

On note également que deux dépouilles mortelles ont été déposées au niveau du service de la médecine légale dudit hôpital par les agents de la protection civile. Il s'agit, selon nos sources, de deux personnes, un septuagénaire et un octogénaire décédés dans leur domicile de mort naturelle.

Les «podiums de Fertil» le 22 février

Mokhtaria Bensaâd

Les professionnels de l'agriculture algérienne sont invités le 22 février à participer aux 2^{èmes} rencontres des podiums de Fertil organisées par la société Fertil spécialisée dans la production des engrais fertilisants. Ces rencontres seront consacrées au thème de l'analyse des sols comme un outil de gestion scientifique de la terre agricole et d'aide à la pri-

se de décision pour les agriculteurs. Des spécialistes étrangers et des universitaires vont animer des débats auxquels des agriculteurs, des distributeurs d'engrais fertilisants et autres professionnels de l'agriculture seront associés. Des prix sous forme de matériel agricole seront aussi décernés aux meilleurs agriculteurs et distributeurs d'engrais en guise d'encouragement et de soutien à ces acteurs de premier plan.

Spécialisée dans la production et la commercialisation des engrais fertilisants, Fertil a mis, en matière d'analyse des sols, à la disposition des agriculteurs un laboratoire agronomique à titre gracieux pour répondre à tous les besoins. Une infrastructure ultramoderne capable de réaliser 10.000 analyses de sols, de végétaux et d'eau, associées à une équipe de quinze conseillers agronomes qui couvre tout le territoire national.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

La répétition



La vanité et la sottise ont perverti les âmes... On s'étonne qu'un homme ne veuille pas subir la loi commune de rassembler à des ânes ruant et se mordant devant un râtelier vide, pour amuser les gens de l'écurie. On s'étonne qu'un homme attende froidement et sans humeur l'évènement prochain, sans trop y croire, pour avoir été trop souvent trompé. On s'étonne qu'il refuse d'afficher ses positions relatives à l'évènement. Ils veulent, avant terme, connaître pour qui il va opter.

Chose qu'il refuse de dire... Du coup, il est traité de tous les noms par les nouveaux tartuffes de la probité et les autres tartuffes du nationalisme qui, dans le passé, juraient, promettant de se couper en quatre pour construire le pays... Ils ont construit, et comment! Ils ont construit des

maisons pour leurs enfants!... Ils reviennent avec un autre discours, empruntant la langue de toujours, promettant, dénonçant, dérangeant... Demandant à la plèbe de se positionner, d'être avec tel ou contre untel... La plèbe ne se contente plus des lettrines joliment dessinées en début de discours, elle préfère le vocabulaire clair, bien dessiné. Celui qui permet d'écrire travail. Le travail qui dégage la plus-value, qui sortira ce pays, meurtri par trop de douleurs, de la misère et la dépendance pour que revienne le sourire sur les visages ridés par la haine. Le vocabulaire qui bannira l'obscurantisme et la sécheresse du sein de la mère-patrie, trop longtemps tari par la peur du lendemain incertain. Pour que l'amour ne soit plus prononcé la «mort». Que soit donc conjugué le travail à tous les temps et «manger» au juste temps.

SEOR: des chantiers pour lutter contre les fuites d'eau



S. M.

Le taux de déperdition de l'eau a atteint un seuil intolérable à Oran. Il avoisine, selon certaines estimations, les 40%, soit plus de 110.000 m³ d'eau qui s'évaporent quotidiennement dans la nature. Pour remédier à cette situation, la Société de l'eau et de l'assainissement (SEOR) a tracé un nouveau programme, au titre de l'année 2011, pour la rénovation de 24,5 kilomètres linéaires de canalisations d'eau potable dans une cinquantaine de sites retenus à travers la ville. Il s'agit de la rénovation des conduites d'eau potable dans les quartiers de la ville: Sidi El Houari, Haï Louz (rond-point Bouakeul et terrain Pistolet), l'avenue l'ANP et le 3^{ème} Bd périphérique (coopératives El Wihda et Lotfi). Outre ce programme de rénovation des canalisations vétustes, la SEOR a mis en place un dispositif pour repérer les fuites d'eau. Des équipes mobiles de recherches et d'intervention sillonnent les artères de la ville pour endiguer les déperditions. L'objectif fixé, à court terme, pour ces équipes mobiles est de réviser une moyenne de 100 km linéaires de canalisations par mois.

La SEOR a révisé en 2009 quelque 1.500 kilomètres linéaires du réseau AEP de la ville, rappelle-t-on. La société s'est dotée de matériels et d'équipements pour la détection des fuites invisibles, grâce à la technique de corrélation acoustique. Cette technique est infaillible pour la localisation au centimètre près des fuites dans les canalisations enterrées. La société a aussi mis des numéros de téléphone pour solliciter l'aide des citoyens pour le repérage des fuites apparentes. Le taux élevé de déperdi-

tion de l'eau à Oran est dû à l'héritage de la SEOR de réseaux vétustes avec une moyenne d'âge de 40 ans. La SEOR a hérité respectivement d'un réseau d'AEP de 2.446 km et d'un réseau d'assainissement de 1.345 km.

L'affectation de nouveaux apports d'eau à la wilaya d'Oran, ces deux dernières années, n'a pas eu que des conséquences positives, puisque la hausse de la pression a eu pour effet direct d'endommager les raccordements au niveau de plusieurs quartiers de la ville, engendrant d'énormes déperditions. La SEOR a engagé, ces deux dernières années, une grande opération de rénovation et de rééquilibrage d'une grande partie du réseau dans le but d'améliorer la distribution en réduisant les déperditions, éradiquer les points noirs et éviter les cas de cross-connexion pouvant altérer la qualité de l'eau distribuée. La rénovation du réseau a touché plusieurs lots répartis sur les quartiers Bel Air, Gambetta, boulevard Mascara, St Michel, Choupot, Médioni, Boulanger, Victor Hugo et la Cité Petit. En zone suburbaine, les travaux ont concerné Es-Sénia, Aïn El-Turk, Bousfer, Arzew, Oued-Tlélat, Gdyl, Boulélis et Béthioua. Autre nouvelle annoncée par la SEOR est la reprise, au début de la semaine, de l'approvisionnement de la ville d'Oran à partir du barrage de Gargar. Les services de l'hydraulique avaient suspendu «temporairement» le transfert d'eau du barrage de Gargar vers Oran en raison des crues. Cette mesure préventive a été décidée pour protéger les installations de pompage des risques d'avaries dus aux grandes quantités de vase qui ont envahi le barrage suite aux dernières pluies.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Mouffok Abdelkader, 94 ans, 15/02/11, 465, terrain Vicido, Planteurs, Oran.

Farès Abdelkader, 78 ans, 15/02/2011, 10, rue El Mamri, Bastié, Oran.

Arif Djilali, 78 ans, 15/02/2011, 08, rue Bouzina Bachir, Oran.

Horaires des prières pour Oran et ses environs

14 rabie el aouel 1432

El Fedjr 06h23	Dohr 13h17	Assar 16h22	Maghreb 18h50	Icha 20h07
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



TIARET

Sidi Khaled ne sera plus comme avant

El-Houari Dilmi

En projet depuis plusieurs mois, la giga-opération de réhabilitation du mausolée du saint patron de la ville de Tiaret, Sidi Khaled, débutera prochainement, selon un communiqué de la cellule de communication transmis à notre bureau. En effet, et selon ses termes, cette opération, visant à créer tout autour du mausolée un pôle culturel à vocation régionale, s'inscrit dans le cadre global de la requalification et de l'amélioration urbaines des grands ensembles d'habitat de la capitale du Sersou. S'étendant sur une superficie dépassant les six hectares, l'opération de réhabilitation du site

accueillant le mausolée de Sidi Khaled sur les hauteurs de la ville, doit, selon la conception du wali, après la libération d'une assiette foncière de six hectares et le relogement des habitants, comprendre une grande mosquée, une zaouïa, une école coranique, des logements de haut standing, des galeries d'art et autres équipements et commodités nécessaires.

Toujours selon la vision du wali, M. Bousmaha Mohamed, «le mausolée de Sidi Khaled, un haut lieu historique, culturel et culturel, si cher au cœur des Tiaretiens, doit absolument retrouver la place qu'il mérite dans une ville en pleine métamorphose».

Un autre pôle urbain multi-

fonctionnel sera implanté au niveau de la partie méridionale de la ville sur la RN 23. S'étendant sur une superficie dépassant les trente-quatre hectares, ce pôle sera composé de plusieurs équipements administratifs, sociaux et de jeunesse, mais aussi de structures culturelles et de service à l'aspect architectural futuriste. Une consultation ouverte a été lancée par le chef de l'exécutif de la wilaya en vue d'une large concertation avec les représentants de la société civile, les hommes de culture et les bureaux d'études spécialisés en vue de peaufiner ces deux pôles, qui sont appelés à métamorphoser le visage de la capitale des hauts-plateaux de l'Ouest.

Un faux traducteur «épinglé»

El-Houari Dilmi

Sur dénonciation des offices publics de traduction relevant de la cour de justice de la wilaya de Tiaret, le parquet général de la même juridiction vient d'ordonner une enquête judiciaire sur un

faux traducteur-interprète débusqué sur la place de Tiaret.

En effet, ce vrai-faux traducteur, venu d'une wilaya du centre du pays pour s'installer clandestinement à Tiaret, a été «épinglé» après que des citoyens se sont plaints de nombreuses erreurs sur

les documents traduits et autres falsifications sur les sceaux de l'Etat.

La police judiciaire a été chargée de l'affaire, au moment où l'on apprend que le faux traducteur vient d'être arrêté. Il sera présenté mercredi devant le procureur de la République près le tribunal de Tiaret.

SAÏDA

Une maternité en quête de thérapie

Ali Kherbache

L'établissement hospitalier «mère et enfant» de Saïda ne cesse de soulever moult interrogations et les patientes admises craignent pour leur santé, «à moins d'une évacuation vers la clinique privée ou le CHU de Bel-Abbès», racontent des mamans au micro de la radio locale.

L'insalubrité, ajoutée à la cohabitation d'animaux aux instincts incontrôlables, règnent dans la structure, «pourtant réservée et réhabilitée, dans laquelle exercent des praticiens avérés et un corps paramé-

dical dévoué à la cause», témoignent d'anciennes pensionnaires. Alors d'où provient le mal ?, s'interroge-t-on sur les ondes. «La recherche du gain et l'insouciance de quelques praticiens qui justifient leur absence par des maladies pour exercer ailleurs», dira carrément une citoyenne à notre confrère de la radio.

Les responsables du secteur n'ont cessé de déployer des efforts pour donner à l'établissement la vocation méritée et originelle, «mais en vain», avoue un cadre. Il poursuivra: «le mal est plafond et tant que des Saïdéennes continuent à accoucher ailleurs, la maternité ne sera qu'un

point de chute obligé». Et de rappeler que «dans le futur, les Saïdéens devront se déplacer à Bel-Abbès pour retirer leurs extraits de naissance». Il conclura: «Ne pouvons pas pratiquer une césarienne à cette structure pour la débarrasser de sa tumeur?».

La mère et l'enfant n'espèrent qu'une prise de conscience, car l'établissement est en mesure de répondre à sa noble mission. «Et les responsables locaux y veillent», de l'avis de citoyens voués à la résignation, dans l'espoir de voir «la conscience se greffer à la compétence».

AÏN-TÉMOUCHENT

L'abattage clandestin et l'effet des produits vétérinaires

Belhadri Boualem

Selon des informations collectées auprès de la profession, l'abattage de la volaille (poulet de chair) se fait sans le contrôle sanitaire des vétérinaires et sans le certificat d'abattage dans la wilaya de Aïn-Témouchent.

Quelles que soient leur teneur et leur véracité, ces informations suscitent des préoccupations, et non des moindres, sur le plan de la santé publique, surtout quand on sait que la quasi-totalité des ménages s'alimentent en viande blanche lors-

qu'ils sont en mesure d'en acheter.

Ce problème a également fait l'objet d'un débat contradictoire entre des élus et l'autorité chargée du secteur de l'agriculture lors de la dernière plénière de l'APW. En sa qualité de vétérinaire, un élu a tenu à préciser «que le contrôle des volailles avant l'abattage ne se fait pas à 100% au niveau de ces instruments d'élevage de la wilaya de Aïn-Témouchent. Le vétérinaire est habilité à délivrer un certificat d'abattage une fois rendu sur les lieux et ayant constaté que le poulet a atteint la taille marchande,

d'une part, et que la durée d'effet des produits vétérinaires a été dépassée, d'autre part. L'effet des médicaments, quand la durée n'est pas respectée, a des incidences néfastes sur la santé humaine.

D'après le directeur par intérim chargé du secteur de l'agriculture, le contrôle des bâtiments d'élevage s'opère tout à fait normalement par l'inspection vétérinaire. Mais selon le président de l'association des vétérinaires de la wilaya de Aïn-Témouchent, le contrôle ne se fait pas comme il se doit et beaucoup font de l'abattage d'une façon clandestine.

EL-BAYADH

Le crime du quartier El-Anasser élucidé

Après seulement quatre jours d'intenses investigations, les éléments de la brigade criminelle relevant de la sûreté de wilaya ont réussi à mettre le grappin sur les deux auteurs présumés du dernier crime crapuleux, la belle-mère et sa fille adolescente, qui ont avoué leur triste forfait.

Ces deux personnes auraient fait subir le martyre à leur victime, le beau-fils, en lui fracassant les membres supérieurs et la tête avec un objet contondant, avant d'achever leur victime.

Comme coup de grâce, un coup de feu à la tête

à l'aide d'un fusil de chasse. Cette opération macabre et innommable s'est déroulée dans un garage appartenant au domicile familial. Une fois leur sale besogne accomplie, elles ont emballé le corps de la victime sans vie et sauvagement mutilé dans un sac en jute déposé à quelques centaines de mètres, à l'orée d'un bosquet.

Présentées, ce mercredi, au parquet devant le magistrat instructeur près le tribunal d'El-Bayadh, la mère et la fille ont été placées sous mandat de dépôt et écrouées à la maison d'arrêt d'El Haouadh.

Une bande de malfaiteurs neutralisée

Agissant sur information à la suite de nombreuses plaintes déposées par des citoyens auprès de la 2e sûreté urbaine du quartier Sidi, les policiers ont mis hors d'état de nuire une bande de dangereux malfaiteurs, composée de cinq individus, dont l'un est en fuite et est activement recherché, notoirement connus

et aux casiers judiciaires aussi longs que leur bras. Ces individus ont à leur actif une série de vols de divers objets de valeur dérobés dans des locaux commerciaux et des habitations. Dérégés devant le magistrat instructeur territorialement compétent, ils ont été placés sous mandat de dépôt et écroués. **Hadj Mostefaoui**

CHLEF

La gare routière de haï El-Houria bientôt opérationnelle

Abbad Miloud

Les travaux de la gare routière viennent de s'achever récemment. Elle est située du côté nord de la ville de Chlef, plus précisément à haï El-Houria. La superficie totale est de 14.930 m², le nombre des quais de stationnement de 23, pouvant accueillir à l'intérieur à la fois plus de 100 véhicules. Les principaux travaux réalisés sont une voie de desserte, l'assainissement, l'alimentation en eau potable, la voirie et les quais, un mur de soutènement, une clôture, l'éclairage et d'autres aménagements.

Actuellement, la mairie est en train de réaliser des murs de soutènement pour parer aux problèmes techniques de stabilisation du terrain rencontrés. Une fois ces travaux achevés, la structure sera opérationnelle. L'on nous assure qu'elle le sera dans le courant du premier semestre de l'exercice en cours.

Elle va englober l'ensemble des lignes desservant les localités du nord du chef-lieu de la wilaya et va alléger l'encombrement observé sur le pont de l'Oued Chélif, ainsi qu'au niveau de la gare routière dite Tazgaït, située au centre-ville. Elle va permettre également la création d'une dizaine de nouveaux postes d'emploi. D'autre part, la wilaya a bénéficié, dans le cadre du programme 2010 qui lui a été notifié le mois de janvier passé, de l'inscription pour étude de 12 stations urbaines, d'une gare routière de type B à Boukader, de deux circuits d'examen du permis de conduire (l'un à Chlef et l'autre à Ténès) et de deux plans de circulation, l'un pour Chlef et l'autre pour Boukader. Le directeur des transports de la wilaya nous confirme que toutes les dispositions nécessaires ont été prises pour l'entame des procédures administratives dans les prochains jours.

TELMCEN

L'éco-fiscalité pour protéger l'environnement

Khaled Boumediène

L'éco-fiscalité est un outil fiscal dont on se sert pour pousser les consommateurs vers des choix plus responsables du point de vue écologique. De nouvelles dispositions fiscales sont en vigueur ces dernières années dans notre pays. Elles concernent aussi bien les entreprises que les collectivités et les particuliers.

Ainsi, les taxes relatives à la pollution atmosphérique comprennent la taxe sur les carburants, la taxe sur les produits pétroliers, la taxe spécifique sur les sacs en plastique importés ou produits localement, la taxe sur les pneus neufs importés ou produits localement et la taxe sur les huiles, les lubrifiants et les préparations lubrifiantes, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et la taxe de déversement à l'égout.

«Différents mécanismes ont été mis en place pour convaincre certaines résistances et combattre les dégradations et nuisances environnementales, tout en assurant le développement durable. Ce double souci d'une relance socioéconomique, couplée à la donne écologique, a requis des autorités la mise en œuvre de plusieurs actions, dont l'instauration graduelle d'une fiscalité basée sur le principe dissuasif du «pollueur payeur». De cette approche, il est escompté un double dividende à la fois environnemental et socioéconomique, à savoir la diminution des rejets des activités pol-

luantes et concomitantes, un adoucissement des taxes et impôts grevant les équipements protégeant l'environnement et réalisés dans le respect des règles antipollution, une incitation par la diminution ou la remise fiscale des taxes affectant les frais d'installation de traitement et de gestion des déchets et de la dépollution du sol et de l'air», explique, dans le bulletin n°5 de l'Aspewit, le directeur des impôts de la wilaya de Tlemcen, A. Boudida.

Pour ce faire, des incitants sont nécessaires. L'éco-fiscalité est, pour M. Boudida, un incitant remarquable car elle permet de décourager les comportements nocifs pour l'environnement en augmentant le prix des ressources. «En 2010, il a été institué une taxe d'économie d'eau destinée à en réduire l'usage abusif dans ce secteur (article 173 de la loi 09-09 du 30 décembre 2009 portant loi de finances pour 2010).

Dans ce cadre, il est aussi espéré l'institution d'autres mesures fiscales adaptées et de nature à encourager l'utilisation d'énergies propres et renouvelables, telles les productions ou l'importation de panneaux solaires et de génératrices éoliennes, ainsi que leurs composants, l'exonération de la taxe à la production ou à l'importation de lampes halogènes non gourmandes en énergie, etc.», a-t-il ajouté.

Ainsi, une vraie réforme fiscale taxant davantage les énergies polluantes et les comportements nocifs est nécessaire en Algérie.

SIDI-BEL-ABBÈS

Le Consul général d'Espagne à la bibliothèque «Paroles et écritures»

Le Consul général d'Espagne à Oran, José Manuel Rodriguez Martinez, a effectué hier une visite à Sidi-Bel-Abbès. Entrant dans le cadre de la coopération, cette visite a conduit le Con-

sul général à la bibliothèque «Paroles et écritures» sise avenue Aïssat Idir, au centre-ville, où il s'est entretenu avec les responsables de cette structure culturelle et pédagogique. **M. M.**

Le Quotidien
Edition nationale d'information

Cherche

➤ Des correspondants à l'Ouest,
au Centre et à l'Est du pays.
Contacter le journal.

L'ARBA

Les chômeurs vident leur sac

Organisée par M. Salah Touati, chef de la daïra de L'Arba, une rencontre a eu lieu lundi entre près de 450 jeunes et les directeurs des antennes ANSEJ, ANGEM, CNAC, ANEM ainsi que le directeur de l'emploi de la wilaya de Blida et l'inspecteur régional du travail.

Tahar Mansour

La salle mise à leur disposition au sein du centre de formation professionnelle a paru exigüe face à ce grand nombre de jeunes qui voulaient transmettre leurs doléances. Malgré cela, et grâce à une organisation parfaite, ils ont pu «vider leurs cœurs», selon l'expression de l'un d'entre eux, et dire aux responsables présents toutes les difficultés qu'ils rencontrent pour l'obtention d'un prêt bancaire, pour le dépôt d'un dossier, pour avoir un emploi. Les responsables se sont

montrés tout ouïe et ont rassuré les jeunes quant à la résolution de ces problèmes, pourvu qu'ils en aient connaissance.

De leur côté, les jeunes ont tenu à remercier le wali de Blida, M. Mohamed Ouchen qui a ouvert grandes les portes du dialogue pour leur permettre de présenter toutes leurs doléances aux responsables concernés et, surtout, veiller à leurs résolutions. D'ailleurs, le chef de daïra a procédé séance tenante à l'installation d'un comité composé de représentants des jeunes pour le suivi des actions entreprises dans

le sens d'une réponse aux desiderata des jeunes. Ce comité se réunira chaque mardi après-midi avec le chef de la daïra pour suivre pas à pas les décisions prises et leur application sur le terrain, tout en veillant à résoudre tous les problèmes qui viendraient contre-carrer les projets des jeunes. Il faut dire que les jeunes ont pu parler en toute franchise et se sont dits très flattés par cette initiative du chef de la daïra de L'Arba qui leur a permis de rencontrer les responsables qui ont promis, de leur côté, de les aider au maximum dans leurs entreprises.

BLIDA

Poulet, rechta et ...pétards



Comme chaque année, le Mawlid Ennabaoui est fêté avec faste et ferveur dans la wilaya de Blida où chaque famille se prépare plusieurs jours à l'avance. Déjà l'avant-veille de la célébration du Mawlid, il était très difficile de trouver un poulet sur les étals désespérément vides malgré le prix assez élevé, compris entre 260 et 290 DA le kilo de poulet plein car évidé il a coûté au moins 350 DA. De longues chaînes se voyaient devant les bouchers et même les marchés de fruits et légumes étaient pris d'assaut, la courgette étant la plus convoitée alors que son prix a plus que doublé en l'espace de quelques jours. Un peu partout dans les quartiers, sur les trottoirs, à l'entrée des marchés couverts, des jeunes ont installé des baraques de fortune et les ont achalandées avec toutes sortes de pétards – pourtant interdits –, de bougies de toutes les formes et de toutes les couleurs, de jeux pyrotechniques dont les prix varient entre 20 et 1500 DA l'unité. Une large panoplie de pétards, allant du plus petit à 2 DA au plus gros dépassant les 600 DA se

voyaient sur les étals et beaucoup d'enfants mettaient toutes leurs économies pour en acquérir. Des vendeurs occasionnels présentaient aussi de la rechta qui a pris la place, depuis quelques années, du fameux Berkoukès (gros plombs de semoule roulés à la maison) au prix quand même élevé de 100 à 120 DA le kilogramme. Dès le début de l'après-midi les maîtresses de foyers entrent dans leurs cuisines pour ne plus en sortir qu'une fois les plats mijotés avec soins prêts à être servis pour toute la famille qui se réunit à l'occasion et déguste, dans une ambiance festive, ces mets succulents. Une fois la table débarrassée, chaque mère de famille allume sur le pas de la porte autant de bougies que le nombre des membres de sa famille et les enfants les entourent en chantant. Avant de se coucher, fort tard, c'est le tour du henné d'être apprêté et mis dans les mains des filles, mais aussi de quelques garçons, qui vont le montrer fièrement le lendemain. Mais, une fois la nuit tombée et jusqu'à une heure très avancée, c'étaient les déflagrations, parfois

très violentes, des pétards et autres véritables bombes très dangereuses, qui se faisaient entendre et sursauter plus d'un. Il n'était pas question de sortir dehors ou de marcher sous les balcons car on est presque sûr de recevoir un pétard ou une fusée sur la tête. Le matin venu, les femmes ne chôment pour autant et préparent la Tamina dont les effluves sortent des fenêtres de toutes les maisons. Comme c'est un jour férié, la grasse matinée est de rigueur, surtout que la veille a été longue et, une fois levés, tout le monde mange la Tamina avant de reprendre une vie normale. Un peu partout dans les villes, les rues sont jonchées de restes de pétards éclatés, de fusées calcinées, de boîtes ayant contenu divers objets pyrotechniques ainsi que des milliers de boîtes de bougies vides. C'est un moment très particulier que vivent chaque année les Algériens, et tous les musulmans à travers le monde, mais il reste toujours que l'usage des pétards est inconsidéré chez nous, même si son entrée sur le territoire national demeure interdite.

T. M.

Le ravisseur d'une étudiante sous les verrous

Un jeune homme a enlevé une étudiante âgée de 21 ans qui rentrait tranquillement chez elle, au courant de la semaine écoulée. Elle fut happée par le bras de la part de cet individu qui était descendu d'une voiture qui s'était arrêtée près d'elle et qui l'obligea, par la force et sous la menace d'une arme blanche, à y monter. Elle abdiqua malgré elle. Entretemps, les deux étudiants avaient informé la police de ce qui s'était passé et des recherches étaient déjà entreprises. Profitant d'un moment d'inattention de son kidnappeur, la jeune fille appela la poli-

ce par téléphone pour les informer de l'endroit exact où ils se trouvaient et, aussitôt, les éléments de la BRI se dirigèrent vers la cité en question où ils se déployèrent et réussirent à délivrer l'étudiante des griffes de son ravisseur. Après son arrestation, l'individu avoua l'enlèvement et le viol d'une autre étudiante qui fut identifiée et qui reconnut son agresseur quand elle fut en face de lui. Présenté auprès du procureur de la République près le tribunal de Blida, le kidnappeur fut placé en détention préventive.

T. M.

MÉDÉA

Le cri de détresse des sinistrés de Kouteb

Rabah Benaouda

Mars 2003 – février 2011: huit années après les gros dégâts et endommagements dont avaient été l'objet leurs habitations, situées au lotissement Kouteb qui est situé à la sortie nord de la ville de Médéa, exactement au P.K. 1+300, à la suite du tassement sur une longueur de près de 100 m d'un tronçon qui débouche sur la RN.1, les familles sinistrées et évacuées de leurs demeures, irrécupérables, attendent toujours les logements que leur avaient promis les autorités locales.

«Étant persuadés et convaincus qu'il reste aujourd'hui notre seul et unique espoir pour voir notre dramatique situation trouver une solution à travers le relogement de nos familles, nous en appelons solennellement à M. le wali de Médéa pour qu'il veuille bien intervenir auprès des responsables concernés afin de mettre fin à notre calvaire qui dure depuis le mois de mars 2003», nous dira, quelque peu dépité voire désespéré, un ancien cadre à la wilaya aujourd'hui en retraite, le chef d'une de ces familles sinistrées au nom desquelles il nous a parlé et fait visiter les habitations, aujourd'hui totalement délabrées. Et

notre interlocuteur d'ajouter : «des habitations construites au prix de mille et un sacrifices. Nous avons envoyé près d'une trentaine de correspondances aux différentes autorités (wilaya, daïra et APC) dont la dernière en date remonte au 20 novembre 2010 que nous avons adressée au nouveau wali, M. Brahim Merad. Des correspondances accompagnées de photos et rapports d'expertise dressés par le CTC, la protection civile, un expert en construction agréé auprès de la cour de justice d'Alger. Ce qui avait amené les responsables de la protection civile à nous recommander, en date du 15 juin 2004, d'évacuer en urgence nos habitations. Ce qui fut fait».

Et notre interlocuteur de conclure : «Or, près de sept années après notre évacuation, rien n'a absolument changé dans notre situation de familles sinistrées. Seul ce tronçon de route a été refait par la DTP. Nos enfants ont grandi et nous continuons à végéter à droite et à gauche, tantôt chez des parents, tantôt à louer à des prix qui dépassent l'entendement... Aujourd'hui, nous lançons un véritable cri de détresse car nous n'en pouvons plus. Aidez-nous monsieur le wali!».

ALGER

Du nouveau pour la gestion des déchets

Le chef du département technique à l'entreprise NETCOM de la wilaya d'Alger, M. Mechab Rachid a annoncé que NET COM avait adopté une nouvelle organisation pour une gestion plus efficace des opérations de nettoyage de l'environnement. Dans un entretien à l'APS, M. Mechab a précisé que cette organisation «vise à améliorer les opérations de nettoyage de l'environnement et à promouvoir le savoir-faire professionnel à travers le recyclage des agents de nettoyage et la modernisation du matériel utilisé dans la collecte des déchets».

Il a évoqué à cet effet les missions assignées à l'Ecole de Propreté - créée il y a trois ans - qui assure la formation et le recyclage des agents de nettoyage et dispense des techniques modernes en matière de collecte et de gestion des déchets.

Les agents de nettoyage bénéficient également d'une formation en matière de nettoyage de l'environnement et de maîtrise des nouvelles machines comme le balayage mécanique ainsi que d'autres nouvelles techniques. NET COM tend par ailleurs à permettre aux agents de nettoyage de contribuer à l'opération de collecte et de tri des déchets avant leur déversement dans les centres d'enfouissement techniques. M. Mechab a rappelé que l'entreprise s'est dotée de moyens ultramodernes en matière de nettoyage de l'environnement (camions adaptés aux normes et balais mécaniques).

Selon lui, l'adoption d'une gestion technique plus efficace et plus moderne en matière de traitement et de recyclage des déchets s'avérait nécessaire pour garantir les conditions d'un environnement sain. Evoquant les efforts constants de l'entreprise, il a souligné que NETCOM «oeuvre avec les moyens matériels et humains qui lui sont offerts à préserver l'hygiène de l'environnement

par la collecte et le tri des ordures ménagères au niveau des 28 communes d'Alger et de sa périphérie».

Le nettoyage des rues et des infrastructures publiques relève des unités urbaines d'hygiène de chaque daïra, a-t-il précisé ajoutant que celles-ci sont dotées d'un programme de collecte rationnelle et durable des déchets au niveau des communes dont elles relèvent. M. Mechab a évalué les déchets domestiques collectés annuellement par NETCOM à 800.000 tonnes, en moyenne soit 2000 à 2004 tonnes par jour. L'entreprise, qui emploie 6000 agents de nettoyage, procède régulièrement à l'enlèvement des ordures ménagères deux fois par jour (matin et soir) et trois fois par jour pour les régions à forte concentration de déchets, a-t-il précisé.

La collecte des ordures ménagères «n'est pas une tâche facile mais n'est pas complexe non plus», a-t-il estimé, tout en soulignant «la nécessité d'une bonne gestion». Il a en outre indiqué que toutes les parties concernées doivent être impliquées, y compris les autorités locales, la société civile et les citoyens qui sont appelés à respecter les horaires de sortie des ordures ménagères qui doivent être mises dans des sachets spéciaux conçus de manière à faciliter le travail des agents de NETCOM.

Ces ordures sont transportées par les agents de l'entreprise dans des camions spéciaux vers les centres d'enfouissement technique de Ouled Fayet et celui de Staouali ouvert récemment outre la décharge de Oued Smar où sont déversées actuellement près de 5 % des ordures collectées par les agents de l'entreprise. Des travaux de réaménagement sont en cours au niveau de la décharge publique de Oued Smar en vue de sa fermeture prochaine et sa transformation en espace vert au profit des habitants de la région, a ajouté le même responsable.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

14 rabie el aouel 1432

El Fedjr 06h08	Dohr 13h02	Assar 16h05	Maghreb 18h33	Icha 19h52
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



ANNABA

Les Aïssaoua reviennent

Tayeb Zgaoula

En plus des activités culturelles et artistiques qui se déroulent depuis le début de la semaine, à la faveur d'un programme spécial initié par la direction des Affaires religieuses, marqué par des visites à travers les centres d'orphelinat et des remises de récompenses aux meilleurs ré-

citants du Coran, l'association Aïssaoua de la ville de Annaba a, quant à elle, célébré Mouloud Ennabaoui Charif par un riche programme à la hauteur de l'évènement. Selon son président, le programme de cette année est plus consistant avec la participation de la troupe «Aïssaoua» de Gabès, celles de Gulema, Souk Ahras, Oum El Bouaghi, Annaba et

autres. «La soirée aura lieu vendredi, à la grande salle de l'hôtel téléphérique qui, à coup sûr, fera le plein au bonheur du public qui sera gratifié par tout un récital de maïdhis, des récits coraniques et autres senteurs du terroir», dira le responsable de cette organisation, M. Hadj Adjili Nacerddine, un disciple de l'ancienne école des Aïssaoua de la vieille ville de Annaba.

Des promesses pour l'emploi

Les prémices d'une réelle dynamisation du marché de l'emploi se font sentir ces derniers jours à Annaba, à la faveur de la mise en oeuvre de dispositions pratiques destinées à mieux répondre aux attentes des jeunes, qu'ils soient diplômés ou sans qualification. Qualifiée de «sans précédent», cette opération, fruit d'une initiative locale, vient ainsi conforter les jeunes chômeurs en quête d'un revenu et de l'exercice du droit au travail, ce qui représente, selon certains «une condition essentielle dans la lutte contre la marginalisation». Les structures de l'Agence nationale de l'emploi du chef-lieu de wilaya et celles implantées dans les communes de Sidi Amar, El Hadjar, Berrahal et Ain Berda, localités abritant l'essentiel du tissu industriel et commercial, ont été mises à contribution, à l'instar des responsables des différents dispositifs de soutien à l'emploi, dans le but de contribuer à l'insertion professionnelle des jeunes demandeurs d'emploi, au sein des administrations et des entreprises publiques et privées. Cette opération a permis jusqu'à présent la création de 6.400 emplois au sein de l'administration et du secteur économique, selon le wali de Annaba qui a précisé que des instructions ont été données aux responsables con-

cernés afin qu'ils traitent les dossiers des jeunes demandeurs d'emploi «en un laps de temps ne dépassant pas 48 heures». Pour les 21.000 jeunes chômeurs universitaires et issus des centres de formation et de l'enseignement professionnels, un site d'accueil, d'orientation et de distribution de contrats de pré-emploi, au titre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle, a été ouvert à leur intention au quartier de la «Tabacoop», au chef-lieu de wilaya. Il convient de noter dans ce cadre que la wilaya de Annaba a bénéficié d'un quota de 2.500 contrats de pré-emploi, au titre de l'exercice 2011, a indiqué le directeur de l'Emploi. Si l'objectif de Sabrina F. de Mounir B. et de Oualid A. est de décrocher un contrat d'insertion professionnelle pour garantir un revenu mensuel de 12.000 dinars durant 2 ans, il n'en est pas de même pour Fouad K. et Amine B. qui affichent, quant à eux, un certain pessimisme du fait qu'ils avaient déjà bénéficié de contrats de pré-emploi à la Société de transport ferroviaire pour redevenir chômeurs après l'expiration de leurs contrats de travail. Quelque 15.400 demandes de travail ont été enregistrées à l'Agence nationale de l'emploi de la wilaya de Annaba depuis début janvier

2011, a révélé le directeur de l'Emploi.

Approchés par l'APS, des jeunes rencontrés devant le siège de cette Agence ont exprimé leur désir de décrocher chacun un contrat d'insertion professionnelle, «de préférence dans des entreprises publiques économiques». Ils se sont également interrogés sur «l'absence d'investissements publics susceptibles de créer des emplois durables». Au total, 11.787 postes de travail dont 1.767 permanents ont été créés durant l'exercice 2010, dans le cadre des divers dispositifs de soutien de l'Etat à l'emploi, rappelle-t-on. La problématique de l'emploi trouve sa solution dans la relance de l'investissement public susceptible de générer un nombre important d'emplois avec, dans ce sillage, la création de micro-entreprises à même de permettre aux jeunes de lancer leurs propres activités, ont-ils ajouté. Plus de 7.400 petites et moyennes entreprises ont vu le jour dans la wilaya de Annaba, depuis la mise en oeuvre des dispositifs de soutien de l'Etat à l'emploi. Tous les efforts déployés en matière de création d'emplois ont permis un net recul du taux de chômage estimé en 2010 à 10,5 %, a fait savoir le directeur de l'Emploi qui fait part de son «optimisme» quant au succès des efforts engagés présentement à Annaba.

EL-KALA

Les robinets à sec



La ville d'El-Kala est privée d'eau potable depuis 48 heures, les robinets étant à sec depuis dimanche soir, a-t-on constaté sur place.

«Cette situation est due à une panne technique survenue sur certains équipements hydrauliques», a-t-on indiqué à la Société des eaux et assainissement d'El-Tarf et Annaba (SEATA). Celle-ci avait annoncé une coupure de 3 jours. Cette panne technique, survenue sur certains équipements hydrauliques destinés à desservir cette localité de 32 000 habitants, «sera résolue dans un bref délai», a-t-on signalé. Depuis dimanche soir les habitants de cette agglomération sont obligés d'aller à la recherche du précieux liquide car n'ayant pas eu connaissance à temps de l'annonce faite par la (SEATA). Devant cette situation, certaines familles véhiculées se sont rabattues sur l'eau de source ou l'eau minérale pour satisfaire leurs besoins en eau potable, alors que d'autres se sont cotisées pour s'approvisionner par citerne. Cette solution de rechange n'est toutefois pas à la portée de toutes les bourses, a-t-on soutenu. Les différentes sources d'eau proches de cette ville sont prises d'assaut par des pères de famille accompagnés d'enfants venus remplir leurs jerricans pour faire face «à une pénurie qui risque de perdurer», soulignant qu'El-Kala a les pieds dans l'eau avec les fortes pluies qui s'abatent sur cette région à chaque hiver.

MILA

Des habitants bloquent la route

B. Bousselah

Les habitants de l'agglomération Azzahk, dans la commune de Rouached, sont de nouveau descendus dans la rue pour réclamer un meilleur cadre de vie. Ces derniers ont allumé des branchages et des pneus usagés, tôt dans la matinée d'hier, sur la RN 77A, Ferdjoua/Jijel, pour empêcher toute circulation à l'intersection, menant au chef-lieu de leur

commune. Les revendications ont trait à l'éclairage public, l'amélioration de l'AEP, la construction d'un stade et l'ouverture d'une salle de soins. Alertées les autorités locales se sont immédiatement rendues sur les lieux pour prendre langue avec les protestataires au moment où nous mettons sous presse. A noter que les habitants de cette agglomération avaient barré la route pour la 3^{ème} fois sur ce tronçon.

La zaouïa en fête

La zaouïa hamlawiya à Oued Seggane, au sud de la wilaya de Mila, a organisé sa traditionnelle cérémonie annuelle de célébration du Mawlid Ennabaoui en présence d'un grand nombre de fidèles venus de différentes wilayas du pays. La cérémonie a été précédée, lundi soir, par des exhibitions de fantasia organisées sur la place mitoyenne au siège de la zaouïa, par des groupes de cavaliers en costume traditionnel. Entamée après la prière du maghreb, la célébration, qui s'est déroulée en présence du cheikh de la zaouïa Mohamed El-Hadi Hamlawi et des autorités locales, a été marquée par la distinction de 17 diplômés de la zaouïa et 27 lauréats, toutes catégories d'âges confondues, des concours de récitation du Saint Coran et des hadiths organisés par la direction des Affaires religieuses. C'est sous une pluie ininterrompue que cette cérémonie s'est poursuivie par un dîner communautaire et la récitation du Saint Coran.

La zaouïa hamlawiya est l'une des plus importantes du pays. Elle a été fondée vers le milieu du XV^{ème} siècle par une famille de dignitaires et savants religieux engagés dans les actions de diffusion du savoir et de l'enseignement spirituel. Durant le siège de Constantine, en 1837, par l'armée d'occupation française, Mohamed Chérif Ibn El-Hamlawi, cheikh de cette zaouïa, qui conduisait les troupes de cinq tribus, était tombé en brave au champ d'honneur. Agha Ahmed Ibn El-Hadj Mohamed Ibn El-Hamlawi fut le conseiller du bey Ahmed et le commandant de son armée. Cheikh Ali Ibn El-Hamlawi prit part à la révolte du cheikh El-Haddad en 1871 et fut arrêté et déporté pendant quatre ans en Nouvelle Calédonie avant de regagner le pays mais dans les geôles coloniales de Tébessa et Constantine.

La zaouïa continue aujourd'hui d'assurer ses fonctions scientifiques et spirituelles et accueille de nombreux étudiants dont certains du Burkina-Faso.

SÉTIF

Plus de 350 logements prochainement livrés

Un total de 356 logements publics locatifs sera distribué dans la commune de Hammam Soukhna, au sud-est de la wilaya de Sétif, avant la fin de l'année en cours, a-t-on appris auprès des services concernés. Sur ce quota global, 80 unités seront attribuées dans la commune de Tella, 60 dans celle de Taya, tandis que 50 logements du même type seront affectés à la commune d'Oum Laadjoul, a précisé la même source, soulignant que la commune de Hammam Soukhna se taille la part du lion avec un quota de 166 unités. Une commission de wilaya chargée d'effectuer des enquêtes sociales et administratives touchant ces communes, est à pied d'oeuvre, afin d'établir les listes finales des futurs bénéficiaires, a-t-on ajouté, notant que 2.817 demandeurs de ce type de logement, ont été recensés par la daïra de Hammam Soukhna. La wilaya de Sétif a bénéficié, au titre du précédent plan quinquennal 2005-2009, de 11.378 logements publics locatifs, destinés à alléger la demande sans cesse croissante en logements sociaux, ont rappelé les services de la direction du



Logement et des Equipements publics (DLEP). Environ 60.000 logements, tous types confondus, dont 15.500 unités publiques locatives, 24.000 logements ruraux et plus de 11.000 logements sociaux participatifs, seront réalisés dans la wilaya de Sétif, au titre de l'actuel quinquennat, ont indiqué les services de la wilaya.

APARTEMENT

■ A louer appartement F3 Duplex, Cité Pépinière (Millenium 1). Convient habitation, profession libérale - Téléphone: 0550.86.07.07

■ Vends F3, 80 m², 7ème étage, bien ensoleillé, 02 façades, bache d'eau, 02 ascenseurs, parking gardé, à Akid Lotfi. Possibilité de Promesse de vente. Etude toutes propositions - Téléphone au 0557.67.44.94 - à partir de 17 H 00

■ A vendre Appart F3, 1er, 90 m², USTO HLM côté clinique Benmansour, 2 Faç., avec parking, refait à neuf, immeuble de 02 locataires - libre de suite - Tél: 0551.77.55.86

■ Vends F3 centre-ville + F4 Grande Terre + F6 centre-ville + F5 Protin entrée individuelle + F3 Seddikia + F4 HLM + F3 Dar El Hayet + F3 Point du Jour - Loue F2 - Tél: 0772.20.56.91

■ Vends près de l'hôpital bel Appt 1er étage et dernier, ensoleillé, 2 Gdes pièces + 1 Pte à la terrasse, 2 couloirs, 2 balcons + 2 débarras, cuisine, placard, WC - 2 voisins - convient profession libérale (médecin, dentiste, avocat... etc.) - Tél: 0794.03.18.80 - ORAN

■ A louer F3 - 3ème étage - Haï Zitoune - ORAN - 0775.23.74.16

■ A louer 2 F3 mitoyens, 1er étage, ARZEW, profession libérale ou société - Tél: 0795.61.39.65 - Intermédiaire s'abstenir

■ Vends un F4 refait à neuf. Acté - à la Cité Lauriers Roses au 2ème étage. Tél / Internet. Libre de suite fin Juin. Prix après visite - Tél: 0771.83.87.20-0793.68.84.06

■ A vendre F3 - Acté - 2ème étage - Maraval - ORAN - 0556.53.68.36

■ URGENT. Cherche location pour des clients sérieux: F2 - F3 - F4 (côté Haï El Yasmine ou les environs) et Vds: F2, 3ème étage, 450 U - F3, 5ème étage, 550 U - Ag. Immob. TAAMIR - Tél: 0668.41.43.97 - 0665.36.39.51

■ Loue un grand studio 70 m², 01 pièce + cuisine, SB + sanitaire avec terrasse, meublé, avec garage - Prix 13.000,00 DA - Tél: 0778.03.98.73

■ A vendre bel et spacieux Appart F4 (4ème étage) sis aux Pyramides (Nouveaux) + 03 climatiseurs (24, 12 et 9000 BTU) + citerne d'eau de 2 m³. Excellent voisinage - A nous contacter sur le Tél: 0553.825.908 - Curieux et Inter. s'abstenir

■ A vendre F3 HLM en face jardin et la mosquée: 1 salon, 2 chambres, salle de bain, toilettes, cuisine, 2 balcons, 1 débarras - ORAN - 0794.71.04.47 - 041.53.86.24 - Oran

■ A vendre Appart F2, 4ème étage, situé à HAMMAM BOUHADJAR, Wilaya de TEMOUCHENT - Tél: 0697.12.11.77

■ Loue Apparts F2 et F3 avec ou sans meubles, ites commodités, garage + immeuble R+3 à Cap Falcon (Ain El Turk - Oran). Possibilité location courte durée (vacances) - Tél: 041.26.52.15 - 0773.84.67.39

■ Vends appartement 67 m² Rue Mostaganem - 3ème étage - Tél: 0771.71.28.33

■ Vds joli F3, bien aménagé en F4, surface près de 90 m² (double salon, 3 pièces, cuisine, SDB, toilettes), 5ème étage (ascenseur - réservoir - Eau H24) 2 façades, bien ensoleillé, bien entouré - USTO Oran - Tél: 0556.42.33.97

■ Promoteur vend des logements sur plan "Quartier Résidentiel" à Bel air, Oran - Logements de type F3, F4 et F5 standing (parking, ascenseur...etc.) - Tél: 041.35.81.38 / 0555.04.13.62 / 0555.04.13.63

■ MOSTAGANEM - Vends Appart F5 toutes commodités - Résidence Dahra - Tél: 0553.77.80.75

■ A vendre F3, 1er étage Cité 100 Logements - MASCARA - Tél: 0662.04.39.06

■ Part. loue à Oran, pour société, très bel Appart standing 220 m², meublé complètement et équipé de tout - situé au 1er étage d'un Im. de 5 locataires, très sécurisé, garage 1 V. (ADSL - Chauff. C.) - Tél: 0771.73.28.25 - 0554.55.71.15

■ URGENT. Vends un bel F2, 2 pièces, cuisine, SDB. Bien ensoleillé. Bon voisinage. Cité des Mimosas - ORAN - Acté - Tél: 0555.39.04.86

■ Vends Appart F2, 1er étage Bd Mascara mitoyen Hôtel Ghaoufi - Intermédiaire s'abstenir - Tél: 0794.98.26.94

■ Vds un bel appartement F3, 70 m² refait à neuf, Haï Chouhadas (Haï Sabah) - Tél: 0772.76.78.72

■ A louer Appart F3 1er étage situé à Bl A2 N° 111 Haï Ibn Sina Cité Victor Hugo Oran - Convient profession libérale ou habitation - Tél: 0773.12.83.83

■ Loue F1 RDC (8.000,00 DA) et F2 1er étage (1.2 U) à COCA - F4 Duplex 1er/2ème étage Haï Yasmine (2,5 U) - F4 meublé Yaghmoracen 4ème (4 U) - F4 meublé Bd des chassers 3ème (6 U) - Villa Canastel (6 U) - Villa El-Kerma (5 U) - F5 Avenue Loubet 1er (15 U) - Ag. "ABDALLAH", 44 Cavaignac - 041.33.56.40 / 0770.40.87.48

■ Vends bel F3 + petite salle à manger, grand standing (matériaux d'importation), 82 m², 4ème étage, ascenseur fonctionnel longueur d'année et libre de suite à USTO Oran (face Commissariat) - Tél: 0771.16.02.50 / 0550.38.34.36

■ Particulier vend F4 - 90 m² - 4ème étage - Acté - en face château d'eau Haï El Yasmine Oran - Tél: 0771.65.48.79 - Libre de suite

■ A vendre F2 de 30 m², entrée indépendante, 2 façades + 2 fenêtres + toilette avec douche et rez-de-chaussée Bd Marceau - Oran - Prix demandé 280 U - Visite de 11 H à 12 H 30 - 0662.52.75.36

■ A vendre Appart F3 situé à cité 2000 Logis en face tribunal Essedikia - Oran, 2 façades vue sur mer et l'autre Plaza - Contacter: 0664.58.13.29

■ Vds très bel Appart situé à Bel Air F3 acté, 2ème étg., salon avec balcon + 1 Ch. avec balcon + 1 Ch. avec véranda + Cuis. + SDB + hall et couloir avec ttes commod. Endroit calme, bon voisinage, porte fermée, pour habitation ou activité professionnelle. Tél: 0777.08.14.14 - 0552.30.25.42

■ A vendre Appart F3. Acté. 1er étage, bien aménagé, façade, situé à Eckmühl - Oran - Contacter: 0776.13.48.11

■ A vendre 2 appartements de 3 P. C. SDB chacun à Haï El-Yasmine 2 - refaits à neuf - Tél: 0550.83.64.79

■ MOSTAGANEM: Vends F3 luxe 2 façades, 1er étage, toutes commodités, placard, réservoir, chauffage, chauffe-bain, cuisine avec plaque de cuisson et les éléments et sous-placards, climatiseur, cité Sidi Lakhdar Benkheouf, Salamandre - Tél: 0553.85.36.08

■ A vendre Appt F3, USTO en face la mosquée - Désistement - RDC - Oran - Tél: 0778.11.81.34

■ Location F3, 1er étage, 245 logts Cité 2000 L.S.P. Akid Lotfi. ORAN - Tél: 0552.53.29.72

■ A vendre F3, 3ème étage HLM Gambetta, B12. Bien situé et pas d'intermédiaire - T: 0560.23.41.17

■ Cherche de particulier à particulier location F3 durée 1 an à ORAN. Prix maximum 18.000 DA/mois - Tél: 0550.86.50.22

■ MOSTAGANEM: Vends F3, luxe, 2 façades, Cité CIA en face I.T.E. - toutes commodités (chauffage - chauffe-eau - eau H24...) - parking - espace vert - Tél: 0772.24.42.50 - Prix 725 U négociable

■ Cause départ - A vendre: F4, 110 m², 4ème, bel immeuble Rue Michelet. T. bon prix (libre de suite) - Tél: 0550.97.51.93

■ URGENT - A vendre: F3, 100 m² vue sur mer à Plaza Millenium (libre de suite) + F2, 2ème, lycée Lotfi - F3, 1er Gambetta (500 U) - Local 50 m², 2 vitrines, face Sheraton Oran - 0661.31.55.55 - Location F3 Plaza (Bon prix)

■ A vendre bel appartement F5 - 3ème étage - refait à neuf - situé à Hay El Akid Lotfi - Contacter le: 0552.64.69.02 - Curieux s'abstenir

■ A vendre Appart F4 + petite chambre d'enfant, 3ème étage, 2 façades, refait à neuf, situé à Yaghmoracen - Oran - Tél: 0798.76.55.47

■ A vendre Clio Campus 2011 toutes option. Gris argent + Vds Berlingo multi spa 2010, 3000 Km, gris argent - Contacter: 0550.37.02.91

■ Loue à Oran studio et appartement centre-ville et route de Canastel, meublés complètement - à la semaine - Tél: 0771.73.28.25 et 0554.55.71.15

■ A.V.: appartement F3 sis à l'Avenue d'Oujda, 1er étage, pour activité libérale, cabinet médical... etc. - Lot de terrain à bâtir Haï Rahma Misserghine, double façades de 250 m² + terrain 200 m² Chahid Yaghmoracen - Tél: 0550.61.97.09

■ Loue appartement Mobil'Art Tour A4 (Bahia Center) ORAN. 4ème étage. Vue sur mer - 0553.35.54.12 - Que pour étranger

■ A.V. bel Appart. Acté. Situé en Pl. C.V. F3 aménagé en F4, 1er étg. Imm. sécurisée, avec ttes comm. (C. Cent. - chauffe-bain...etc.) rénové totalement. Cuis. spacieuse, gd placard, avec dalle de sol, hall et couloir en mosaïque. Convient P. Habitation ou médecin, avocat, notaire...etc. - Tél: 0554.25.46.69

■ Vends appartement F3 de luxe. Sup. 130 m², refait à neuf. Acté - à 100 m du Marché de Boulanger - curieux et intermédiaire s'abstenir. Visite sur RDV. Conviendrait profession libérale, médecin... Prix après visite S.V.P. - Tél: 0778.50.67.46

■ Loue Appart 1er étage 3p (2 chambres, 1 gd salon avec gd balcon) + cuisine avec séchoir + SDB (Eau chaude H24 + citerne + barroda) en face tribunal Essedikia derrière police 9ème. Très bon voisinage - 0771.59.61.41

■ MOSTAGANEM - La Salamandre: Loue à sociétés ou étrangers, 6 appartements meublés haut standing, toutes commodités, sécurité, téléphone, internet, climatisation, 2 garages... Conviendrait banques, assurances ou habitations - Appeler: 0552.29.44.21

■ A vendre appartement F4 quartier résidentiel Mostaganem. Acté - Tél: 0773.07.25.38 ou 0560.55.68.69

■ Vends appartement Akid Lotfi 92 m², refait à neuf, très bien situé - ttes commodités - vue sur mer - Tél: 0550.32.32.73

■ Vends joli F4 à Saint Hubert 1er étage. Acté. Quartier calme. Bon voisinage - P.O. 795 U - Tél: 0771.23.85.91

■ A vendre appartement F4, 93 m² + loggia, 2 façades, 3ème étage, libre de suite - Cité 880 Logements Haï Zitoune - Oran - Tél: 0779.100.101

■ Cause départ: Vends Appart F3, 15ème étage, 02 ascenseurs - Haï Sabah USTO + 02 J5. Année 85 et 90 Essence - Tél: 0771.38.22.20

■ Part. loue Appart F3 aménagé en F4 à la Cité Grande Terre - Durée 1 an - Tél: 0555.944.388

■ TLEMCCEN: Vends F4, 119 m², 3ème étage, aménagé, Cité Ibn Badis - IMAMA - Tél: 0779.10.20.61

■ Loue Appart F4 haut standing, refait à neuf, superficie 155 m², avec grande terrasse, cuisine équipée, tout près de la clinique Point du Jour - ORAN - Contacter 0770.89.88.17

■ Vends ou échange Appart F3, 8ème étage, 3 façades, ensoleillé, réservoir - Ascenseur - Adresse: 8, Rue Fartas Med - Gambetta - Oran - Tél: 0559.92.35.47 - 0778.24.01.37

■ A vendre bel Appart de 160 m² à Oran Ville, toutes commodités, dans immeuble nouvelle construction de six Copro. avec jardin à l'entrée porte fermée - prix après visite - RDV visite au Tél: 0550.292.692

■ A vendre Appart F5. Sup. 120 m². 1er étage les Pyramides - Oran - Tél: 0770.92.47.17

VILLAS

■ Vends villa à Point du Jour - 250 m² - ORAN - Tél: 0558.19.29.98

■ Vends carcasse - Actée - à Sidi Chami, lot 200 m², dalle 180 m², cour 40 m², 3 PC salon, 2 toilettes, SDB, puits - manque finition - Tél: 0663.98.02.65

■ A vendre villa 500 m² - Actée - R+1 - 6 pièces + garage + dépôt - jardin - Hippodrome Saint-Eugène - N° Tél. 0561.32.62.59

■ Vends belle villa 204 m², 02 façades, R+2, 6 pièces, un grand salon, 02 halls, 02 cuisines, hammam, 02 SB, terrasse, garage + un puits + local + chaudière - toute commodité - Prix 1,5 U - à Eden Plage (Ain El Turk) - Tél: 0778.03.98.73

■ A vendre carcasse Appart Duplex F6 à Haï El Nakhla Canastel - Tél: 0559.02.05.45

■ Vends ou échange à ORAN ou environs proches à Particulier ou Promoteur, une maison actée 245 m² à rénover, avec jardin; commerciale (très bien située, près Av. Choupot) pouvant convenir à tout commerce. Bon prix. Etude ttes propositions sérieuses - Tél: 0551.82.13.84

■ Vends belle villa Sup. 335m². R+2 plus jardin, plus 2 garages, située à Paradis-plage. Courtier et intermédiaire s'abstenir - Contacter 0795.19.88.37 - Mr Hamida

■ A vendre villa 200 m² R+1. Haï Zabana. Misserghine - ORAN - Tél: 0773.10.89.09 ou 0773.82.44.09

■ Vends villa R+1. 120 m². RDC: Gd salon, garage + 2 halls + jardin + hammam, Gd débarras. 1er étage: Gd salon, chambre, cuisine, SDB, hall - située à Misserghine - ORAN - Tél: 0558.70.80.39

■ A.V. vieux Bâti Sup. 142 m², double façade, 12 Rue Bendjillal Med - Bastié - en face Paterie à 50 m Ligne "B", 50 m ligne "29" Av. Sidi Chami - Tél: 0771.30.69.90

■ Vends jolie villa Sup. 253,77 m². Actée. Double façade + 4 locaux commerciaux + 8 pièces + 2 salons + 1 grand salon + 4 cuisines + 4 SDB + 5 WC + 2 terrasses - Rue El Ferradou - Oran. Prix après visite - Tél: 0771.69.22.21

■ Vds villa Actée R+1. 310 m². Ites com.: chaudière + B. eau + Clim. + Tél. + garage 4 V. RDC: hall + local + 2 Gds Sal. + séjour + hammam + WC + Gde Cuis. + cour avec jardin. 1er: hall + 5 Ch. avec balcons + SB + WC + Dble terrasses avec buanderie équipée. Dble Faç. Endroit résidentiel Es-Sénia. Prix intéressant. Accepte Prom. Vente ou échange + complément - Tél: 0771.14.95.47

■ Vends jolie villa R+1, quartier résidentiel au cœur d'Oran, 300 m² actée, 02 pcs, cuisine, équipée, 02 SDB, jardin, barbecue, B/d'eau, chauff. central, garage 03 voitures. Prix offert 3650 U - Tél: 0661.23.88.39 - 0772.86.14.26 de 09 H 00 à 18 H 00

■ A vendre belle villa récente 3 niveaux localisation exceptionnelle centre ville d'Oran, proximité meilleurs collèges, lycées - Tél: 0797.45.14.08 - 0661.41.66.29 - Agents s'abstenir

■ MOSTAGANEM. Vends F3 Luxe, 2 façades, cité CIA en face de l'ITE à 100 m de la wilaya - toutes commodités, chauffage, chauffe-bain, eau H/24, placards, parking et espace vert - 725 unités négociables - Tél: 0772.24.42.50 - 0773.60.32.46

■ A vendre dans un Im. de Gd Stand. Appart studio, kitchenette cuisine, SDB, aménagé, climat. - 2 pièce avec kitchenette Cuis., SDB, aménagé, climat., 3 pièces, Cuis. Amé., salon, 2 Ch. et garage, climatisé - avec Acte de Propriété par Appart - Tél: 0561.71.61.50 - Bouisseville Résidentiel - Ain El Turk

■ A louer charmante villa meublée à Fernandville (Oran), 6 chambres, grand salon, cuisine équipée, Open Space, 3 salles d'eau, garage pour 4 véhicules, chauffage central - Tél: 0661.20.40.78

■ A vendre villa St Hubert SPT 450 m². R+1. RC: 3 Sal., 1 Cuis, 1 garage, puits, bache d'eau, SDB, hammam turc, chauffage central, piscine. 1er: 4 Ch., 1 Ch. avec SDB, SDB, toilette. Terrasse avec buanderie et a vendre F5, Cité Lauriers Roses avec acte 2ème étage Maraval - Tél: 0770.54.75.78

■ A vendre villa R+1. Castors Oran Cité Jourdain Gd Bd. RDC: 3 Pcs, cuisine, WC + douche + hall + gazon + 1 Gd garage pour 4 Voit. + jardin. 1er étg.: 4 Pcs + cuisine + douche + WC. Superficie de 302.40 m² - Tél: 0771.22.94.11 / 0775.60.41.62

■ A vendre villa 240 m² double façades. Actée. R+1. Finie à 75% située à Coop. Feth El Moubine - Bir El Djir Bd Millenium - ORAN - Tél: 0794.54.39.86

■ A.V. immeuble. Acté. Dble Faç. 312 m² - à Kerma Oran, comportant 01 Duplex fini, B. aménagé et 02 Apparts en cours de réalisation + 02 locaux commerciaux, en face Showroom. Visite après 17 H 00. Courtier. Inter. s'abstenir S.V.P. Prix 5,3 Mds à débattre - Tél: 0770.76.10.20

■ A vendre Maison de maître à Cité Petit - Oran - Sup. 150 m², bien située - affaire intéressante et curieux s'abstenir - Tél: 0793.84.56.02

■ Vends à AIN TEMOUCHENT Maison nouvelle construction finie à 90% à Haï Zitoune. Sup. 210 m², double façade, sans vis-à-vis. RDC: 4 locaux, cuisine, SDB, cour. 1er : 5 chambres, cuisine, SDB, WC, 2 buanderies, terrasse - Tél: 0554.08.48.93

■ Loue villa libre meublée R+2 à Oran. Quartier résidentiel gardé pour Siège Sté étrangère - Habitat cadre ou personnel. 7 Pces, 3 SDB, garage, jardin - Tél. fixe - Contact: 0770.30.96.79 / 0771.78.91.04

■ A.V. M. de M. 120,5 m². Actée. 101, Route des Andalouses El Ançor. R.-de-Ch.: douche publique 17 cabines + garage + puits. 1er: salon, cuisine, 2 chambres + 2 baches d'eau. 2ème: chambre et terrasse vue sur mer - Tél: 0770.30.12.91

■ A vendre ORAN: Immeuble 2 façades 307 m². RDC + 1 hammam à l'arrêt. Conviendrait aussi chambre froide, dépôt... etc. - Tél: 0791.14.37.03 (Après Midi)

■ SIDI BEL ABBES - Vends Maison Sup. 800 m². 6 P. + 1 salon + 2 cours + Cuis. + SDB. 1 grand garage et 2 locaux - sur la Route d'Oran - Curieux s'abstenir - Tél: 0558.87.88.76

■ Vends villa style colonial actée Bousfer-plage - Vends Maison pieds dans l'eau actée Cap Falcon - Oran - Tél: 041.33.46.68 - Mob: 0772.22.86.92 - Site Web: louni-immobilier.net

■ Loue villa R+1, située aux Castors - ORAN - pour Société nationale ou étrangère - Tél: 0770.65.42.78

■ Vends villa Haï Ennakhla, 2 Faç. Sup. 140 m² bâtie / 280 m² de terrain, finie à 95%, style américain, matériaux de finitions 1er choix. RDC: gde Cuis. équipée, Sal., salle à manger, WC, hammam et garage. 1er: suite parentale avec dressing et SDB, 2 Ch. + SDB. 2ème: chambre avec terrasse privée + gd terrasse. Prix après visite - Tél: 0560.31.76.21

■ MISSERGHINE. Vends très belle villa actée. Construction récente. Bon voisinage, quartier résidentiel très calme. 400 m², grand standing, Jardin, piscine, garage, chauffage central, toutes commodités - Libre de suite - Intermédiaire s'abstenir - Tél: 041.41.75.75 H.B. - Mob: 0555.990.777

■ Villa à louer 119 mètres carrés, rez-de-chaussée et 1er étage: 34 Rue Abdène Noureddine - Seddikia - ORAN - Mob: 0771.00.43.32 / 0775.17.10.00

■ Vends villa sise 2ème Poste Canastel, Sup. 220 m², achevée à 100% matériaux 1er choix. Curieux s'abstenir - Nous contacter au 0772.63.18.70 ou au 0550.21.81.31

■ Vends ou loue immeuble situé en plein centre-ville de MASCARA. Conviendrait à banque ou société. Rez-de-chaussée 400 m², 01 étage, 04 appartements toutes commodités - Contacter 0771.33.92.70 à partir de 17 H

■ A louer à Société Nat. ou étrangère, villa à St Hubert, haut standing - Tél: 0560.81.07.00 - 0770.51.34.87

■ A vendre villa 430 m² - 7 Pcs, cuisine. Bâtie 170 m². 3 grands garages - située 35 Rue Khelifa Benallem - MAKKARI - Tél: 0556.73.44.48 - 041.28.26.46

■ A vendre une villa (finie à 80%) de 216 m², façade - sous-sol + RDC + 2 avec tuile - situé à Canastel - ORAN - Tél: 0550.48.18.49

■ Vends villa centre Bousfer ville Ain El Turk 650 m². Bâti 220 m². 3 grands Apparts, 6 P. Cuis. SDB + 3 P. Cuis. SDB. Const. neuve. Chauff. Cent. Climat. Possib. échange + complément - Tél: 0779.88.30.15

■ Vends villa haut standing à St Hubert en face Institut des Sciences Médicales. Sup. 300 m², bâtie sur 2 niveaux avec toutes les commodités - Appeler: 0669.04.35.92

■ TLEMCCEN: vends grande villa R+2, 3 façades, RDC grand local, une grande cour, 3 cuisines, 2 salles de bain, 12 pièces, chauffage central, peut être aménagée en 4 appartements avec entrée individuelle; peut aussi convenir clinique - Tél: 043.28.51.09 - 0552.355.667

■ A vendre villa 276 m², actée, R+1, 2 façades. RDC: garage + local commercial + 3 pièces + douche + WC + Cuis. 1er étg.: 3 pièces + gd Sal. + gde Cuis., terrasse - située à Boutlélis - Oran - Tél: 0664.77.87.28

■ Vends jolie villa 365 m². Actée. R+2. Deux façades / 4 Apparts. Garage. 4 terrasses, 2 jardins, puits, bache d'eau 15.000 L. Bien située à Gdyl - ORAN - Tél: 041.48.16.19 - Mob. 0771.92.91.60

■ A vendre Maison de maître R+2. Forme (L). Superficie 100 m² avec garage - 6 pièces, cuisine, SDB, WC et hall + terrasse - à Cité Petit - façade de 4,5 m - Tél: 0771.66.02.19 - Oran

■ Vends villa située à Bouisseville - Actée - 520 m². Rez-de-chaussée + 1er étage - piscine, jardin, garage, puits - Appeler 0553.06.38.52 - 10 H 30 à 21 Heures

■ Vend belle Maison de Maître à Sidi El Bachir. 252 m² m² de sup. 03 pièces, salon, garage, cuisine. Actée + une pièce de 24 m² en 1er étage - Tél: 0553.19.97.98

■ Vends M.M 200 m². Actée. R+2. R/C: 2 locaux commerciaux. R1: 2 pièces, 1 salon, cuisine, SDB + cour. R2: 5 pièces - terrasse accessible - toute commodité - St Eugène côté grossiste pièces détachées - Tél: 0772.70.70.21

■ Vends jolie

■Sté recherche terrain nu en location surface de 4.000 mètres carrés à 20 ou 30 Km maximum d'Oran pour installation centrale à béton - Faire offre par Fax 041.46.18.96

■Vends terrain 330 m², parallèle Trait d'Union, Courbet, à 200 m du Sheraton - Nous contacter au 0772.63.18.70 ou au 0550.21.81.31

■Vds terrain agro-industriel sup. 3.25 Ha avec poulailler +2 puits + force motrice. Acté - avec 90 m de façade sur chemin de wilaya - situé environ 6 Km côté sud-ouest CHLEF à proximité de l'autoroute Est - Ouest - Mobile: 0773.60.61.49

■Vends lot de terrain acté de 200 m², 03 façades, situé à proximité du boulevard reliant Nord Canastel au stade Olympique - Intermédiaires s'abstenir - Contacter: 0550.25.18.91

■Vds lot terrain 1.000 m² à Oran Ville Pépinière, deux façades. Acté notarié - Intermédiaire s'abstenir - Tél: 0770.97.35.82

■A vendre terrains résidentiels: 300, 400, 600 et 1.000 m² à Courbet, Gambetta, Pt du Jour, Fernand-ville et Vieux Canastel - 0661.31.55.55

■Achat terrains résidentiels dans nouveaux lotissements Fernand-ville - Canastel - Sénia - Messerghine - 0661.31.55.55

■Vends à Oran, Douar Belgaïd, terrain 600 m², toutes commodités, très grande façade, quartier résidentiel, calme assuré, excellent voisinage. Ni courtier ni intermédiaire S.V.P. - Tél: 0554.052.139

■A vendre terrain de 600 m² - Acté - façade Avenue Sid Chahmi, proche CASORAN, entre Savignon et Delmonte - Tél: 0559.29.82.38 - ORAN

■Société privée cherche terrain à louer avec ou sans hangar de superficie entre 3.000 à 5.000 m² - Pour toute proposition veuillez nous contacter au: Tél: 0555.90.45.35 - Fax: 041.32.29.49

■A vendre lot de terrain pour investissement touristique avec Acté P.C. 700 m² avec agrément hôtel 46 chs R+3. Possibilité extension 12.000 m² - à BENI SAF 150 m de la plage - Tél: 0661.21.85.36 - 0554.14.49.50

■Vds T. agricoles: 3 Hect. Zahana. 7 + 5 + 1 Hect. Mosta. 32 + 22 Hect. S.B.A. 2.000 Hect. Khmis. 230 Hect. Saïda. 15 Hect. + 2 Hect. Ogaz. 4 Hect. Harmer. 150 + 3 Hect. Mascara. 3 Hect. Messerghine. 80 + 80 + 70 + 60 Hect. Témouchent. 135 Hect. Tlemcen - RIAD. 0772.87.88.31 - 0550.35.29.23

■Vds T. agricoles: 7,5 Hect. Bousfer. 28 Hect. Andalousses. 12 Hect. Port-aux-Poules. 5 + 3 Hect. Braya. 1 Hect. Tillet. 4 Hect. Bathouia. 3 + 2 Hect. Boufatis. 25 Hect. Tafraoui. 11 Hect. Hamoul. 13 Hect. Zahana. 13 Hect. Chhayria - RIAD. 0772.87.88.31 - 0550.35.29.23

■Vends plusieurs terrains à Oran-Est à partir de 150 m² - Actés - Ag. Immo. CANASTEL - Tél: 0770.28.60.71 - 0554.58.86.89

VEHICULES

■Vds KARSAN en bon état - An. 99 - Tél: 0770.03.70.38

■A vendre SKODA Octavia. Année 2006 - 170.000 Km - (31). Couleur: gris bleu métallisé - ttes options - très bon état - Tél. 0792.09.60.49

■A vendre ACCENT toute option GLS couleur noire. 4000 Km. Année 2010 - 31. Carte grise SAFYA - Tél. 0550.46.19.32

■Vends Grue routière LIEBHERR 140 T accidentée. Année 1990 - Tél. 0550.60.70.70

■Vds Grue routière TADANO 20 T TL 200. Année 1979 - Tél. 0550.60.70.70

■Vds Grue routière KATA 40 T. Année 1984 - Tél. 0550.60.70.70

■Achat Véhicules accidentés ou en panne, Légers et Lourds - Tél. 021.91.35.62 - 0771.87.77.73 - 0771.39.49.82

■A.V. HYUNDAI SANT. F. 4x4. Année 2010- Tout option - Noir + Kit ornement - P.C. s'abstenir - ORAN - Tél: 0698.83.26.70

■Vends 2 Minibus 15 places MAZDA 2007 + NISSAN 2009 et MAZDA Pick-up 4x4 et 4x2 - Tél: 0555.94.94.04 - 0555.94.94.00

■A vendre moto SUZUKI GSXR K9 1000. 2010. CCR Oran. 7000 km. Noire - 0770.43.40.69

■Vends Mercedes-Benz Classe C 220 CDI année 2005. Très bon état. Kilométrage: 75.000 km. Toutes options (siège cuir noir chauffant, climatisé, toit ouvrant, jantes 17"). Peinture Gris Quibranic - Tél.: 0561.28.04.92

■A vendre BMW Série 1. 120 D (177 CH). Couleur Noire. Année 2007. Bon état. 72.000 Km. Carte grise SAFIA 31. Toute option: Cuir, Toit, Bluetooth... etc. - Tél: 0770.28.60.71 / 0554.58.86.89

■SARL HAKIMED. Location de voitures, véhicules neuf à partir de 1.400 DA / Jour, un Jour gratuit / Semaine - Tél: 0790.71.60.01 - 0770.72.29.26

■LVS location de voitures, louez une voiture à partir de 1400 DA, 1 jour gratuit / 7. LVS l'agence des professionnels - Adresse: Bd Millenium (Oran) - Tél: 0775.203.842 / 041.42.68.99 - Email: lvslocation@yahoo.fr

■Vds Bus ISUZU 25 places, bon état - Année 2002 - Tél. 0772.76.78.72

■Vente d'une Citerne 27.000 L de marque ROMAN. Année 2008. Très bon état - Veuillez contacter ce numéro: 0661.21.26.63

■A vendre Poclain LIEBHERR A900 pneumatique - Année 1996 - Bon état - Tél: 0773.69.63.18

■TLEMEN: Location Case KOMATSU, porte engin, capacité 80 tonnes + Niveluse KOMATSU GD611A-1. Etat neuf - 0661.22.55.60 - Oran - Tél. 0772.72.35.54

■Vds Grue routière TADANO 20 T - Nécessite réparation - 0550.60.70.70

■BMW Noire. Année 2010. 16.000 Km. Licence Série Une. 120 CW - 0556.73.44.48 - 041.28.26.46

■Vds véhicule Toyota Hilux double cabine. Année 2009. Accidenté - Pour toute information et visite appeler au N° 0770.53.58.16 ou 041.16.12.12

■Achète tous types de HONDA en panne ou accidentée et vend pièces détachées pour HONDA: CRV, Accord, CIV Tec, City, Civic EL, EXI, LXI, Prélude, Concerto... etc. Possibilité livraison à domicile à toute heure - Tél: 0771.12.03.19

■Vends SEAT LEON 2010. Gris Argent. 4000 Km. 110 CV Sport - Tél: 0559.91.55.00

■PEUGEOT 308 SW. Année 2009 - 1.6 HDI. Prix: 160 unités à débattre - Kilométrage 31.000 Km - Gris Souris (SAFIA) - Tél: 0555.90.91.01

■Vends Camion TATA année 2008 - 4 T. plateau avec bache et ridelles - Tél: 0773.62.68.17

■Vends Niveluse CHAMPION. Année 1985 à ORAN - Très bon état - Tél: 0773.33.06.95 - 0699.11.47.21

■Vends TOYOTA YARIS 5 portes. 2009. Roulé 27.000 Km. Noir. T. options. Clim. ABS. 4 vitres électr. Jantes alliage. Direct. Ass. Fermeture centrale. Etat neuf - Tél: 0793.57.50.37

LOCAUX

■TLEMEN - A louer deux locaux mitoyens 21 m² chacun - peuvent être utilisés comme atelier, unité de stockage... etc. - Elect. 380 V - Situés près du nouveau CEM Ain Houtz - Tél. 0662.654.339

■Loue 400 m² Charpente à 150 m de l'autoroute de Messerghine + 150 m² à Chollet Eckmühl - Oran - Tél: 0778.03.98.73

■Loue pizzeria dans un lieu commercial (Plateau) équipée d'un matériel complet - Courtiers, curieux s'abstenir S.V.P. - Phone 0771.91.31.50

■Local à louer 350 m² à Cuvelier. Endroit commercial. 3 façades. Hauteur 4 m. 5 grandes portes - Tél. 0773.49.55.15

■A louer local commercial à MASRA-Centre. 140 m². Fini avec dalle + cour + gaz. Bien situé. Endroit commercial - Tél. 0778.28.61.95

■Vends local bien aménagé, bien placé, RDC de 220 m² + sous-sol de 100 m² centre-ville d'Oran. Intermédiaire s'abstenir (S.V.P.) - Tél: 0559.05.78.58

■Vends local de meubles 100 m² Avenue Mostaganem. ORAN - Tél: 0771.71.28.33

■Vends Garage de lavage 250 m² Rue Mostaganem. ORAN. Possibilité construire 8 étages - Tél: 0771.71.28.33

■Cherche à louer un local dans une Zone industrielle ou d'activités à Oran ou périphérie. Superficie (500 à 1.000 m²) si possible avec bloc administratif - Nous contacter au : 041.41.27.82

■Loue local bien aménagé (200 m²) bien situé en face Sheraton (bureau, dépôt, assurance, agence bancaire... etc.) - Contacter Mr Mourad au 0555.88.75.44 - H.B.

■Loue local commercial 50 m², refait à neuf - quartier Miramar (côté 8e Arrondissement) - Tél: 0661.20.58.85

■Loue local. Conviendrait pour Showroom, 04 vitrines façade, sur grande artère, 180 m² - plus possibilité d'extension 100 m², avec souppente - grand parking - Tél: 0550.26.74.73

■Vends/Loue en pleine avenue commerciale, Hôtel du Jardin, 65 Ch. 5ème étage. Douche 200 m² et café 122 m² + 1 Appart F5 156 m² (400 m²) en activité. 24: Av. Cheikh Abdelkader - Medion - ORAN - Fax: 041.58.86.11 - Tél: 041.34.53.96 - Mobile: 0661.20.81.95

■Particulier loue un hangar de 784 m² couverts pour dépôt de stockage à la zone industrielle NEDJMA - Intermédiaire s'abstenir - Tél: 0797.38.02.31

■GHAZAOUET: Vds hôtel place de taxi à 500 m du port ligne ALMERIA / GHAZAOUET. Fini à 60%. 44 chambres + cafétéria + restaurant + salle des fêtes + L. foncier - Tél: 0696.16.33.11 / 0558.74.83.10

■Location 1 local RDC: 80 m². 1er étage Appt F2, 60 m² avec ttes commodités au centre-ville d'Oran (la Rue Jasserou) à côté Place Karguentah. Prix 55.000,00/mois - Tél: 0553.04.69.59

■Loue local 1.000 m² à Delmonte Oran, 3 Niv. S-sol 300 m² (pour garage ou espace de stockage). RDC 380 m² (gd magasin de 240 m², réception de 80 m², hall 60 m², douche WC). 1er :320 m² (08 Bur. + gde salle de réunion, 2 WC + 2 gds halls). Moquette + Clim + alarme + télésurveillance + standard téléph. avec 06 lignes + 2 gdes B. eau. Poss. de locat. avec ou sans mobilier bureau (16 bureaux + 10 armoires + 16 PC + 03 Photocopieurs) - 0557.04.61.76 - P. Ap. visite. curieux s'abst.

■Vends local. Acté. Haï Yasmine. Sup. 60 m², 96. Très bien aménagé, bien décoré, avec souppente + façade (sanitaire, électricité) bien placée, convient pour superette, magasin, ou autre... Libre de suite - Tél.: 0777.76.81.73

■Loue dépôt: 280 m², 220 m² avec sanitaire, plusieurs entrées + dépôt 220 m² avec habitation luxe toutes commodités à Canastel + 2 locaux sur le grand boulevard Mediouni - Ag. Immo. CANASTEL - Tél: 0770.28.60.71 - 0554.58.86.89

■A louer local 36 m² (sans sanitaire, sans gaz) - bien aménagé - situé à Bastié Ligne Bus "49" - Oran - Tél. 0772.72.35.54

■Vends à El Ançor Ain El Turck sur rue principale, local + 2 chambres froides + 4 pièces + studio - Tél. 0779.88.30.15

■W. MOSTAGANEM - Vends usine complète à fabrication buse Béton D. 800 à 2500. Machine allemande. Terrain acté 10.000 m² bâti 1.700 m². Transfo 600 KVA - Acté - Tél. 0558.04.13.15

■Vente de local commercial équipé de matériels de restauration - 400 m² - Rue Mirauchaux - ORAN - Tél: 0661.13.25.00 - 0794.06.98.03

■Cherche à louer un local à prix abordable pour association à caractère socio-médical, dans les environs du Plateau St-Michel - 0559.02.05.40 - 0777.02.99.05

■Loue local de 20 m² avec sanitaire et loue local de 22 m² à Point du Jour - ORAN - Tél: 0771.29.15.28

■Loue un grand local bien aménagé à Plateau. ORAN - Vends cafétéria de luxe avec matériel neuf entre Plateau et Ville Nouvelle. ORAN - Tél: 0790.52.65.20

■A louer local commercial de 120 m² façade sur l'autoroute de Canastel pas loin de l'hôpital plus villa au-dessus du local, de préférence pour Société - Tél: 0796.17.82.67 ou 0796.17.53.05

■Vends local 1.000 m² couvert 350 m² + bloc administr. 70 m² - loge gardien + magasin + puits + Z / A SIDI CHAHMI (Chetelbo) - Oran - 0661.20.83.56

■ORAN - Loue local 160 m², 4 m hauteur, à proximité de la route Es-Sénia centre ORAN - Tél: 0661.21.99.23 - 0771.57.37.00

■A louer - Local 145 m² (14,5 x 10). 2 portails - toilettes - force motrice - dépôt ou autre commerce - 91 Coop. En Nour. Bd Millenium - Bir El Djir - Détails: Tél: 0771.51.79.98 - après 19 Heures

■A louer local commercial superficie 175 m² SIDI BEL ABDES plein centre 05 Rue Cheikh Larbi Tebbassi, face le Trésor - Tél: 0554.17.54.10

■Loue local aménagé. Sup. 180 m² au rez-de-chaussée et 180 m² au 1er étage avec bureau et Tél. situé à Bir El Djir Centre. Wilaya d'Oran - Tél: 0770.53.06.12

■A louer local environ 80 m² avec sanitaire - convient toute activité commerciale - situé à 24 Rue de Tlemcen centre-ville d'Oran sur le Gd Bd - Tél: 0554.05.04.38

DIVERS

■Vends lot de carrelage en marbre blanc 1er choix: 40 x 40 x 2 - 40 x 20 x 2 - Tél: 0772.96.06.12

■A vendre Echographe portable, très bon état, pour médecin ou vétérinaire - Tél: 0554.282.256

■Particulier vend: 01 Pétrin PHEBUS 2000 (160 kg), 01 Façonneuse (JACK), 01 Diviseuse (JACK), 04 Chariots (80 x 100) Inox. Etat: Neufs - 06 Chariots bon état - Tél: 0770.98.25.15

■Cherche une licence de taxi à louer à ORAN ou ses environs - Tél: 0777.01.15.13

■Cherche un Produit Chimie. Affaire très importante. Voir toutes possibilités de négociation - Tél: 0772.29.25.10

■Cherche un Laboratoire Chimie national ou étranger pour une affaire très importante. Voir toutes possibilités - Tél: 0772.29.25.10

■Ayant une longue expérience en comptabilité et fiscalité, particulier prend tous travaux de comptabilité et fiscalité, privé ou autres, et donne des cours de perfectionnement en comptabilité et fiscalité avec les normes IAS et IFRS - Prendre contact au 0550.099.472

■L'Ecole de Cuisine et de Pâtisserie forme des: Cuisinier - Pâtissier - Pizzaiolo - Chef de rang - Gâteaux orientaux - Possibilité hébergement - Carteaux - ORAN - 041.42.21.39 - 041.42.34.46 - 0770.76.34.27

■ETP. TCE. Montage. Fabrication Charpente Métallique. Prix très étudiés sur tout le territoire national - Adresse: Bloc C. N°16 Haï Fillaoucen - ORAN - Tél: 0556.86.20.66 - 0771.88.45.95

■SARL AIR DYNAMIC dispose gamme Compresseurs à vis / Pistons / Neufs avec ou S / Sécheur / Réservoirs - Mob: 0771.77.09.52 HB / Fax: 041.41.27.82 HB

■Consultant donne des cours d'anglais à domicile pour les débutants, étudiant et homme d'affaires - Tél: 0794.44.85.27

DÉCÈS
La famille ZIDI
d'Oran et de
Sidi Bel Abbés
a la douleur de
vous faire part du décès
de son frère et fils
ZIDI Abdelkader
Retraité Orolait décédé le
14.02.2011 à Sidi Bel Abbés.
Ina Lilahi wa ina llayhi Rajioun
Son frère ZIDI Tayeb



■STOP ! Part., Profess., Algérie Toner recharge vos cartouches & toners laser, noir & couleur, HP, EPSON, XEROX, CANON, SAMSUNG et LEXMARK. Nos produits sont garantis 100%. Nous recyclons vos tambours EPSON C1100. INFO: 041.28.22.22 - 53.23.99 - 28.28.10

■La Fourchette d'Or "Traiteur": Déjeuner d'affaires - Cocktails - Buffets - Tél: 041.460.460 - www.lafourchette.com - 09, Rue Zahri Houari - Zrâa (Les Castors) ORAN

■Sarl Dental Ouest dispose d'autoclaves dernière génération pour cabinet dentaire et médical: 22 litres classe B - 15 litres classe B - garantie 3 ans + Facilités de paiement - Tél: 041.41.27.82 - Fax: 041.41.27.82

■Nouvel arrivage ! A l'attention des Reveneurs de matériel dentaire et médical, la Sarl Dental Ouest vous informe de la disponibilité d'autoclaves dernière génération - Demande de pro forma Fax: 041.41.27.94 - Tél: 041.41.27.82

■A vendre Chambre à coucher (King Bed, 02 tables de nuit, coiffeuse et armoire 04 portes) prix: 60.000 DA - Salle à manger (table + 06 chaises) prix: 30.000 DA - Tél: 041.328.274 - Email: cityline111@yahoo.fr

■Vds Chaîne limonerie marque MASS: groupe 32 bcs, laveuse 10 rangées, Premix, dater domino, étiquetteuse, 3 malaxeurs, 2 cuves, citerne CO2 T. - Tél: 043.30.46.32 / 0776.44.51.07

■Salon d'esthétique et de coiffure Pénélope vous propose les derniers soins haute technologie - soins du visage - massage corporel - épilation - manucure - pédicure - maquillage libanais - avec la gamme de produit Forever (USA), Laura Beaumont (Paris) - 0774.24.51.32 - 0554.40.42.75

■A.V. Bateau de plaisance marque JANNEAU avec moteur JOHNSON 40 Chevaux. Année 1995. Longueur 5 m + Sondeur + la cabine longueur - Tél: 0558.46.38.35

■Bureau d'expertise et topographie: Levé Topo, Suivi Traxv., EDD, Partage, Permis de lotir, Evaluation... etc. - Tél. pour RDV: 0661.29.84.33

■Vends Machine haute fréquence 10 kW hydraulique - état: Neuve (espagnole) + Machine de coupe à chariot pour chaussures (Balancier) - Tél: 043.27.33.41 / 0771.29.23.27

■SARL WORLD EQUIPMENT vend Matériel de boulangerie (BONGARD - FIORINI), pâtisserie, biscuiterie, blanchisserie et autres - Tél: 021.77.70.07 - Fax: 021.47.03.53

■SARL WORLD EQUIPMENT vend Chaînes complètes de distribution d'olives (Maarsa) - Dénoyautouse d'olives et Moulins à céréales à meules en pierre - Tél: 021.77.70.07 - Mobile: 0770.94.25.01

■Vends Machine à broder à 4 têtes de marque "TAGIMA" - En très bon état - Contacter: 0550.25.18.91

■Vends Moteur Diesel Mercedes 580 CV en ligne avec Turbo. Très bon état ayant été peu utilisé comme groupe électrogène - Contacter: 0550.25.18.91

■Achète fusil de chasse Khoumassia ou Zouja superposée en très bon état et une bonne marque exigée - Contacter N° 0550.99.55.80

■A vendre 01 platine / typo complète / 02 minerves / épreuve géante / 01 piqueuse RAPI-DEX / balancier Fipi Décop 18 T / Machine Topographie avec access. / Balancier Dorure / 02 photocopieurs MITA 2060 / CANON 1530 / 3 machines Spirale Métal - Tél: 041.48.16.19 - Mob. 0771.92.91.60

■Vends: Offset KORS F. 52/72 / ROLAND F. 46/64 T.B.E. Châssis Insol. Ouv. 95/105 avec tapis / Châssis Insol. Ouv. 70/85 / table montage / Massicot Polar Ouv. 90/01 platine débrayable - Tél: 041.48.16.19 - Mob. 0771.92.91.60

■Vends Presse excentrique 100 T d'origine tchèque, jamais servi + quantité de Rivet Aluminium (4 x 12) et (6 x 18) - Tél: 0770.369.506

PENSÉE
A la mémoire de notre cher **BOUABDELLAH Moulay Smaïn**, Superviseur national des Laboratoires FASSKA. 01 an déjà, comment vous oublier, vous qui étiez l'ami, le frère. Votre absence est terrible. Vous serez toujours dans nos pensées. Fier vous avez vécu et fier vous êtes parti, sans le moindre bruit. Merci pour votre droiture et pour honnêteté. Jamais on ne vous oubliera, certes, vous serez toujours présent parmi nous.
Ta collègue **Nadia Belkheir**



DÉCÈS
Les familles **AHMED-FOUATIH, BENSARI, LABBACI, BERRAK, BEN MILOUD, KHADRAOUI, LECHLECH, AZZOUC, REGUIBA**, on la douleur de faire part du décès de **Mr AHMED-FOUATIH Mohamed (Hamidou)** à l'âge de 78 ans le 13.02.2011 Tu aimais la vie, un père gentil et patient, un père dévoué qui aimait pardonner, tu étais pour moi l'inoubliable, chacun de nous partira.
Ta nièce, fille et sœur **Aichouna**



■Centre d'Esthétique Haute Technologie Mme TABET Esthéticienne diplômée de Paris (France) vous propose: Lifting sans chirurgie - Soins effet Botox - Soins des cernes exclusif - Eclaircissement - Epilation définitive - Tél: 0779.91.39.81 - ORAN

■Sté vend lot neuf de 30 Trackers (marque française) Stop Vol véhicule pour suivis et localisation instantanée de votre voiture ou camion (24 H / 24 H) toute distance et coupe-circuit de votre véhicule (24 H / 24 H) en cas de vol - Montage en 15 minutes sur votre véhicule (Vente du lot complet 75 unités) - Tél: 0033.629.361.962

■Vends Machine de conditionnement de sucre - neuve, d'origine turque, 05 doseurs instantanés capacité de 5 grs et plus - Tél: 0550.20.42.20 - 0553.06.38.52

■Vente Matériaux de construction à domicile (Brique 12 trous - 8 trous - sable - graviers - ciment - parpa

REMERCIEMENTS

La famille AÏT AMAR, parents et alliés, très touchés

par les marques de sympathie qui leur ont été

témoignées à la suite du décès de leur cher

AHMED AÏT AMAR

survenu le 10 Février 2011, remercient vivement tous

ceux qui ont compati à leur douleur.



Société Algérienne des Matelas

ATLAS

Le Roi du Matelas



ATLAS Matelas a le plaisir d'annoncer
et de féliciter les heureux gagnants

Seize Matelas 02 Places gagnés

01- MEDJAHDI Zahera - ORAN	09- BOUGHEROUA Ahmed Sadek - SISI BELABBES
02- BACHIR Ahmed - ORAN	10- AMIRA AHMED Ahmed - BEJAIA
03- BARAKA Hafida - TLEMCEM	11- IKHLEF Youssef- BEJAIA
04- MOSTEFAI Mohamed - TLEMCEM	12- MEZHOUD Nadjib - CONSTANTINE
05- KEBBAH Faiza - ALGER	13- RAHMANI Rachid - SETIF
06- CHEKROUN Yousef - ALGER	14- BENDAHOU Mohamed - ANNABA
07- BENZAOUCHE Fatima - TIZI OUAZOU	15- SAHRANE Kheira - SAIDA
08- HAMAIDIA Miloud - MOSTAGANEM	16- GUERBI Abdelouahab - BECHAR

Siège & Unité
Z.I. ES-SENIA ORAN
Tél: 041 58 30 68 / 041 51 49 97

Unité de Tlemcen
Z.I. de Chetouane Tlemcen
Tél: 043 27 70 80/81

INFORMATION

Société GEMA - 31 Oran

Spécialiste en gestion, entretien, hygiène et maintenance
générale de tous types d'immeubles:

- D'habitation; • Industriel; • Administratif.

A VOTRE SERVICE

Contact: Melle DJEMAA - Tél : 0770 49 17 94

VENDS

Chaîne de remplissage de Boissons gazeuses
en Cannelles 25 cl, 33 cl et 50 cl - 3.000 Cannelles

par heure - Origine Italie - état neuf -

Tél: 025.41.32.58 - 05.55.03.62.40

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
ولاية مسكرو - مديرية التعليم والشؤون العامة - مصلحة التعليم العام - مكتب الجمعيات والائتلافات

إعلان إشهارى

إنشاء جمعية محلية

طبقاً لأحكام القانون رقم 31/90 المؤرخ في 04 ديسمبر 1990 المتعلق بالجمعيات، يعلن الأعضاء المؤسسين عن تأسيس الجمعية المحلية المسماة: جمعية (طهير) لقضاء ثانويات مسكرو - بلدية مسكرو - الأحياء: - ربط العلاقة بين كدماة الكلاهد جمال الدين الأفغاني فكرويا - ثقافيا - ترويا واجتماعيا - تقديم المساعدة للتجارب من الطلبة ماندا ومعنويا والقوام بنشاطات تروية وفكرية التعليمية: ثانوية جمال الدين الأفغاني - بلدية مسكرو. اسم ولقب الرئيس: بوسيف جواتسي. تاريخ ومكان الإنشاء: 1950/08/13 - مسكرو. العتسوان: عين الكحلة بلدية الساونية. ملاحظة: لتأسيس القانوني للجمعية يتم بعد القيام بالإجراءات بشكليات الإشهار على نفقة الجمعية في جريدة يومية إعلامية واحدة على الأقل وذات توزيع وطني وفقا لأحكام المادة 07 الفقرة 03 من القانون رقم 31/90 المتعلق بالجمعيات.

ASSOCIATION DES RÉSISTANTS ET AYANTS DROIT DE LA WILAYA D'ORAN

CONDOLÉANCES

Le Président et les membres de l'Association des Résistants et Ayants Droit, très affectés par le décès de la sœur du Frère BENSAAOUDINE Abdelkader Directeur Général du Journal "L'Ouest Tribune", présentent à ce dernier et à sa famille leurs sincères condoléances et les assurent en cette douloureuse circonstance de leur profonde sympathie. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.
Le Président

CONDOLÉANCES

Le Directeur, la Section Syndicale, l'ensemble du personnel et les étudiants de l'IHFR - Oran, profondément attristés par le décès de notre regrettée collègue:
AHMED DJENNET
(survenu le 11.02.2011 à Oran)
présentent à sa famille leurs sincères condoléances et les assurent en cette douloureuse circonstance de leur profonde sympathie.

إنا لله و إنا اليه راجعون

PENSÉE

A la mémoire de ma très chère maman
Mme BABOU M'barka
Née **ESSAFI**.
Cela fait déjà 2 ans (18/02/2009) que tu nous as quittés pour un monde meilleur sans que rien ne puisse nous consoler de ton absence. Une femme gentille qui aimait la vie, une femme patiente qui aimait les gens, une femme dévouée qui aimait pardonner et donnait sans jamais attendre en retour. Je demande à tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.
Ta fille Zoubida



PENSÉE

Triste fut pour nous le 17 Février 2010, jour où nous a quittés à jamais notre cher père
HENNI TAHAR.
Son départ a laissé un immense vide que nul ne pourra combler. Repose en paix, cher père. Puisse Dieu t'accueillir en Son Vaste Paradis.
Famille HENNI



PENSÉE

Mme BENHATTAB ZOHRA.
Une année s'est écoulée depuis que tu nous as quittés, en nous laissant seulement le souvenir d'une mère, d'une sœur, d'une tante souriante, douce et pleine d'esprit. Tu occuperas chaque jour qui passe nos pensées. Nous ne t'oublierons jamais.
Ta sœur Khadidja et ses filles Faïza et Radia



PENSÉE

Madame BENGUELLA
née **BOUAYED Zoubida**
& **Mr BENGUELLA Abdelkrim**
Il y a des dates que nul ne peut effacer et des êtres qu'on ne peut oublier. Nos cœurs sont meurtris par la douleur des souvenirs d'hier et l'angoisse des lendemains sans vous. Celles qui ne vous oublieront jamais.
Zohra - Nawel - Wafaa



PENSÉE

MILIANI Brahim
En ce triste et douloureux souvenir nous et ses enfants demandons à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire et que Dieu, Le Tout-Puissant, lui accorde Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis. Notre cher père et frère, tu resteras à jamais présent dans notre cœur et nos esprits. Repose en paix.
Tes chers enfants et surtout Brahim



40ème JOUR

Les familles **MANSOURI** et **YOUSFI** remercient par la présente tous ceux qui ont partagé avec eux leur douleur lors du décès de leur très cher et regretté
Mr MANSOURI AISSA
et demandent à tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire. Que Dieu l'accueille en Son Vaste Paradis.
Ta belle-fille Djamilia qui t'aime
إنا لله و إنا اليه راجعون



PENSÉE

Triste fut ce jour du 18 Février 2000 où disparaît notre cher fils
NEKAB Reda
En ce triste et douloureux souvenir, nous, tes parents, tes frères, tes sœurs, demandons à tous ceux qui t'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire et que Dieu Tout-Puissant t'accorde Sa Sainte Miséricorde et t'accueille en Son Vaste Paradis. Notre cher fils et frère, tu resteras présent à jamais dans nos cœurs et nos esprits. Repose en paix.
Ta mère Houaria



PENSÉE

A notre cher papa et regretté
KADDOUR BRAHIM Abdel Hamid
Cela fait deux ans (Le 17 Février 2009) que tu nous as quittés pour toujours en laissant un grand vide dans ta famille et les esprits marqués par ta générosité, ta modestie, ta bienfaisance. L'image d'un père doux et chaleureux restera à jamais gravée dans nos mémoires.
Tes enfants et ta femme qui t'aiment



DÉCÈS

La famille **BOUKAMEL**
a le regret
d'annoncer le
décès de son père et frère:
Mr BOUKAMEL Fayçal
à l'âge de 64 ans le 14/02/2011. Adresse: Autoroute Hôtel Président.
إنا لله و إنا اليه راجعون



EAFP
Assistance et formation Professionnelle
Management Finance, Marketing Business plan

Nouveau système comptable et financier Algérien
Ateliers pratiques
Enregistrer l'impôt différé et établir la nouvelle liasse fiscale du bilan 2010. (Les 01 et 02 Mars 2011)
Tel/ Fax: 041 42 58 74 Mobile: 06 67 69 76 78 Siège: 40, Bd Emir Aek - Moustakbel 3 - Oran

Nouvelle Réglementation des marchés publics
Ateliers pratiques
Elaboration des cahiers des charges et cotation des offres des marchés publics (les 16 et 17 Mars 2011)



Salon des travaux publics de la construction et du véhicule industriels



10ème Salon International du Bâtiment, de L'immobilier, de la Pierre, céramique et des Matériaux de construction



Informations/ inscription: 213.21.67.65.64

ORAN - PALAIS DES EXPOSITIONS
DU 20 au 25 Mars 2011

021.67.17.33/021.67.27.99/ 0550.40.25.66/ 0550.40.26.46

Enfin, le parking à étages

A. Mallem

Finalment, après 11 années d'attente, le parking à étages de l'avenue Zaamouche a été inauguré officiellement hier matin, 16 février, par les autorités et les élus de la wilaya et de la commune de Constantine, au cours d'une brève cérémonie protocolaire, à laquelle ont été conviés les représentants de la presse et la télévision. Cette importante infrastructure qui contribuera dans une large mesure à régler le problème du stationnement, et partant de la circulation, dans la ville du Rocher, aura coûté au total environ 70 milliards de centimes résultat d'un montage financier de l'APC et de l'APW. Son exploitation, a été confiée, au moyen de l'adjudication, à un entrepreneur privé qui a répondu au cahier des charges établi par la commune. La concession a été fixée pour une durée de 3 années au cours desquelles le gérant versera à la commune une somme annuelle de 2.250 milliards de centimes pour l'ensemble du bâtiment, y compris les locaux commerciaux au nombre de 16, situés au rez-de-chaussée de l'édifice, que celui-ci aura la liberté de céder en location.

S'adressant à la presse, le président de l'APC de Constantine, M. Chibane, a souligné l'importance de cette nouvelle acquisition pour le règlement des problèmes de transport et de stationnement qui engendrent l'étouffement de la ville. Dans ce cadre, le maire a lancé un appel aux investisseurs privés pour participer à la réalisation de nouveaux parkings. Par la

suite, le P/APC a tenu à communiquer les informations essentielles contenues dans le cahier des charges. D'une capacité de 532 véhicules, le parking fonctionnera de jour comme de nuit et recevra des véhicules légers et de petit tonnage parce qu'il y a un problème de largeur des virages et de hauteur qui empêche d'accueillir les véhicules poids lourds. Le ticket de stationnement a été fixé à 30 dinars l'heure en comptant cinq dinars de plus pour chaque heure supplémentaire. D'autre part, l'utilisateur a la possibilité de contracter un abonnement mensuel pour le stationnement de nuit de son véhicule (de 20 h à 7h) en payant une somme de 500 dinars. Enfin, sur ce chapitre précis et à la demande des autorités locales, le gérant du parking a décrété le stationnement gratuit jusqu'à dimanche prochain.

Pour conclure, il faut signaler que des membres de l'APW ont soulevé, d'une manière informelle, quelques réserves portant sur l'aménagement de l'entrée et de la sortie des véhicules étant donné que la façade du parking donne sur une rue très fréquentée par les véhicules de tous tonnages, les bus venant de la station de Bab-El-Kantara comme les poids lourds pour le transport de marchandises venant ou se dirigeant vers les ports de l'Est (Jijel, Skikda et Annaba).

A ce propos, un membre de l'APC nous a confié qu'il va proposer à la commission de transport et de la circulation de la commune de réfléchir sur ce problème et proposer des solutions qui soient plus fonctionnelles.

Les soldes résistent à l'informel

A. Mallem

L'opération soldes d'hiver qui a débuté le 25 janvier dernier, n'a pas connu le même engouement que celles des années précédentes, comme nous l'ont avoué quelques commerçants de la rue Didouche Mourad habitués à participer à l'opération. Ces derniers, invoquant tout à la fois la conjoncture et l'envahissement du marché informel qui leur a causé beaucoup de soucis, estiment que les soldes d'hiver ont été éclipsés par l'ouverture anarchique du marché à tout venant. «La grande majorité sont des commerçants venus de nulle part, surtout pas de Constantine, et effectuent leurs premiers pas dans la vente à la criée», nous a confié un autre gérant de magasin situé dans la même rue, en ajoutant que toutes les règles et les données du commerce ont été faussées par ces «envahisseurs d'un autre genre».

N'empêche que depuis le lancement de l'opération, il y a eu une ruée de la part de la gent féminine qui n'attendait que cette occasion pour s'habiller et habiller les enfants à moindre coût. «C'est surtout les vêtements féminins made in Syrie, comme la Abaya et les gandoura typiques, qui ont été proposés par quelques magasins à des prix très attractifs», nous a confié une cliente rencontrée dans une boutique de la rue Didouche Mourad où nous avons remarqué en effet qu'un article à 450 dinars l'unité est proposé à 360. Les robes ont connu également une baisse substantielle en passant de 300 à 240 dinars l'unité, alors qu'une gérante de magasin a assuré qu'il y a une grande demande sur ce genre de vêtements très prisés par les Constantinoises. Une autre cliente est plus nuancée : «Certes, a-t-elle reconnu, il y a des articles dont le prix a été abaissé, mais il y en

a d'autres où il est resté le même». Sur les articles touchés par les rabais elle citera pêle-mêle les chaussures d'enfants, les pantalons et les survêtements ainsi que les ustensiles de cuisine où elle a jugé que les prix sont raisonnables. Elle a fait remarquer que les soldes favorisent dans une large mesure, les familles aux revenus faibles et qui ont une progéniture nombreuse. «On trouve de bonnes occasions, nous a confié enfin une demoiselle, surtout dans le rayon des articles féminins entrant dans la composition du trousseau de mariage. D'autres commerces installés rue Si El Haouès, une demi-douzaine environ, travaillant dans la chaussure et le textile de bonne qualité, offrent des remises allant jusqu'à mille dinars et plus par achat et tôt le matin, des clients s'engouffraient dans le magasin. Invité à donner son appréciation, M. Denni, chef de service de la direction du commerce de la wilaya, a tenu d'abord à préciser que l'opération est ouverte pour une période de 6 semaines consécutives, du 15 janvier au 25 février prochain, sur proposition de la direction du commerce et des associations concernées. «Les soldes dans l'esprit de la loi qui les régissent, a-t-il souligné permettent au commerçant de détail d'écouler sur une période relativement courte des marchandises stockées ou touchées par la mévente en procédant à un rabais sur leurs prix». Il indique ensuite que, au cours des deux dernières années, les services de la direction ont enregistré une augmentation des demandes d'autorisation venant des commerçants qui souhaitent participer à l'opération. Le nombre des demandes est passé de 17 en 2009 à 28 en 2010 et pour l'année en cours il prévoit aussi une progression de la demande.

Double alerte à la rue Hamlaoui

Après l'alerte donnée par les services de la protection civile, qui ont averti la mairie du risque imminent de l'effondrement de l'immeuble N° 18 de la rue Hamlaoui à la Casbah, c'est au tour de la bâtisse voisine, le N 16 qui est menacé. Selon les riverains qui ont d'ailleurs alerté les services techniques de la mairie, de gros blocs de pierres continuent à se détacher et le mur mitoyen du 18 penche dangereusement sur le 16, qui est occupé. Selon les habitants, le risque d'effondrement peut provoquer une catastrophe. Toujours selon ces habitants des représentants de la mairie se sont rendus sur les lieux pour faire le constat et prendre des mesures préventives pour la sauvegarde des habitants du N° 16 et pourquoi pas dit-on, le programmer pour une réhabilitation, qui sera proposée.

Les pétards encore et toujours

Bien que la fête du Mawlid Ennabaoui soit passée, les pétards eux, restent. Toute la journée de mardi a été infernale, les pétards continuant à exploser à chaque coin de rue. Toute la journée et jusque tard dans la soirée, des bandes de jeunes sillonnaient les rues et échantent des dizaines de pétards avec d'autres bandes. Ni les passants, ni les appels au calme lancés par les riverains, n'ont influé sur ces personnes qui s'en donnent à cœur joie. La pétarade a duré ainsi jusque après minuit et hier matin encore, on en lançait contre les femmes notamment à la Casbah et au centre ville.

Le commerce informel s'invite à la radio

Le prochain forum «Cirta FM» de la radio régionale, programmé pour dimanche prochain, se propose de débattre du commerce informel. La thématique retenue est la suivante «comment créer un programme urgent pour trouver des solutions alternatives au commerce informel, qui a pris une ampleur inquiétante à travers les quartiers de la ville».

Soirée de contes au CCF

Ce sera encore une soirée de contes que propose le centre culturel français, pour mardi prochain à partir de 17 heures. C'est la conteuse Gigi Bigot, qui figure parmi les plus réputés des conteurs d'aujourd'hui et ses spectacles circulent en France dans tous les festivals de référence et à l'étranger, jusqu'en Chine et en Nouvelle Calédonie. Selon le document du CCF, Gigi Bigot est une amoureuse de la vie et des gens. Artiste des plus attachantes, elle raconte avec gourmandise où pétillent émotion et malice. A. C.

Ain Abid Des élèves débarqués devant leur CEM à 6h45

A. El Abci

Des parents d'élèves de la localité de Zahana, distante du chef-lieu de la commune Ain Abid d'une dizaine de kilomètres, se plaignent que leurs enfants soient déposés par le bus du transport scolaire près de leur CEM dès 6h45, alors que ledit établissement n'ouvre qu'à 8h. Les parents en question déplorent que leurs enfants soient ainsi condamnés à errer dans la ville durant plus d'une heure dans l'obscurité, le froid et sous la pluie, etc. En outre, font-ils remarquer, «c'est malheureux de débarquer ainsi des enfants dans la ville et de les abandonner exposés à tous les dangers et manipulations des adultes». Mais aussi, ajoutent-ils, «à tous les aléas de la circulation et de la route, parce que n'oublions pas que la célèbre RN 20 qui est le théâtre de multiples accidents, parfois mortels, passe tout près».

«Toutes ces choses, affirment-ils, ont fait l'objet d'une plateforme de doléances présentée au wali de Constantine lors de sa dernière visite à Ain Abid». Et de poursuivre «c'est également le cas de la localité de Bordj M'hiriss et du village socialiste agricole «Maamra 20 Août», distants de 03 et 07 km, et qui ont été signalés au wali et au président de l'APW, en considération que c'est cette dernière qui finance le transport

scolaire». Le vice-président de la commission des finances de l'APW, Miloud Bouzerda, confirme le cas de ces élèves débarqués très tôt dans la ville, pour l'avoir observé «personnellement», dira-t-il. «J'ai bien étudié le dossier, souligne-t-il, et la faille réside dans le fait que le cahier des charges régissant en la matière la relation entre l'APC de Ain Abid et les transporteurs ne précise pas le nombre d'élèves à transporter. Autrement dit, la convention signée entre les deux parties concerne les bus de petit gabarit, 25 places en général, et si la ligne en question comporte un nombre trois fois plus grand d'élèves à acheminer au CEM, le transporteur doit faire plusieurs rotations. Et c'est ainsi que ceux du premier voyage se retrouvent débarqués très tôt dans la ville de Ain Abid».

Et notre interlocuteur de s'étonner que la mairie ait fait l'impasse sur l'exigence que doit comporter le cahier des charges de transporter ensemble tous les élèves d'un seul coup, qui sont quand même près d'une centaine, ou à ne signer la convention qu'avec des propriétaires de bus au nombre de places suffisantes. «Il est clair que maintenant ce dossier va être rouvert et que les dispositions manquantes dans ledit cahier des charges seront ajoutées», conclut notre vis-à-vis.

Alphabétisation Décentralisation du paiement des enseignants

A. E. A.

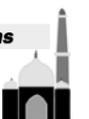
L'Office d'alphabétisation et d'enseignement des adultes de Constantine, vient de bénéficier depuis le début du mois de février en cours, d'une décision du ministère de tutelle d'en faire une entité autonome financièrement. C'est ce qu'indique le président du bureau de Constantine de l'association Iqra, Djamel Bouhdjar, qui précise que la décision a pour objectif la décentralisation des actes de gestion financière et surtout de régler les salaires des 250 enseignants des centres d'alphabétisation de la wilaya. Ces enseignants chargés d'apprendre à lire et à écrire aux adultes au niveau de la wilaya, le font sous les casquettes de deux associations, Iqra et El Irchad ouel Islah, et de l'office régional de Constantine de la lutte contre l'analphabétisme. «Ces enseignants, dira notre interlocuteur, étaient payés jusqu'à maintenant à partir de la capitale, Alger, disposition qui a toujours fait que les enseignants en question ne percevaient leurs salaires qu'après de longs mois d'attente». Ainsi et à titre d'indication, les concernés n'ont pu être payés pour

l'exercice 2009-2010, qu'avec un retard de près de 15 mois et réglés juste en ce mois de janvier 2011. Selon notre interlocuteur, pour les besoins de cette décentralisation, qui est une revendication Iqra, des services seront prochainement créés, dont un chargé de la formation et un autre des moyens généraux. Mais, dès la semaine prochaine, un comptable sera nommé pour prendre toutes les dispositions nécessaires et ce, en coordination avec l'hôtel des finances de la ville. Celui-ci aura pour priorité de préparer les dossiers à l'effet de régler les arriérés de salaires pour l'année scolaire 2010-2011, avec des rappels du mois d'octobre dernier. «Et pour ce qui concerne les mois prochains, les enseignants seront réglés dans les délais dit-il, mais sans entrer cependant dans les détails, considérant qu'il est encore trop tôt pour se prononcer de façon précise. En tout état de cause, souligne-t-il, pour l'instant nous nous préparons à recevoir les dossiers des enseignants concernés, dont les premiers sont déjà entre nos mains, qu'il va falloir, décentralisation oblige, établir et à traiter localement».

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

14 rabie el aouel 1432

El Fedjr 05h54	Dohr 12h48	Assar 15h51	Maghreb 18h19	Icha 19h38
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



CHAN 2011- Demain à 15 h 00 : Algérie-Afrique du Sud La qualification, seul mot d'ordre de Benchikha



Kamel Mohamed

L'équipe nationale sera face à son destin, de main, en affrontant son homologue d'Afrique du Sud en quart de finale du Championnat d'Afrique des Nations (CHAN) qui se déroule au Soudan. Il s'agit d'un match différent des précédents dans la mesure où c'est une rencontre à élimination directe. Benchikha et ses poulains en sont conscients dans la mesure où ils sont unanimes à affirmer qu'ils doivent aborder la rencontre «avec un autre état d'esprit». L'erreur n'est pas permise pour les camarades de Soudan, appelés à se surpasser et surtout éviter de rééditer les bêtises des matches précédents. L'adversaire, du fait de son statut de favori, semble motiver les Algériens, lesquels promettent mieux que la qualification, mais le trophée. Les Sud-africains affichent, pour leur part, un grand optimisme après un parcours sans faute au premier tour, avec trois victoires en trois matches et six buts inscrits. En ce sens, la li-

gne offensive des Sud-africains s'avère très entreprenante et efficace et donnera certainement du fil à retordre à Laïfaoui qui retrouvera, à l'occasion, ses coéquipiers après avoir purgé sa suspension. L'objectif des Sud-africains consiste à remporter le trophée, un espoir que caressent les Algériens aussi. Galvanisés par Benchikha, les joueurs promettent de stopper une formation considérée comme l'une des meilleures de ce tournoi. Pour ce faire, le coach national envisage d'opter pour un dispositif beaucoup plus offensif avec des incursions sur les côtés, d'autant plus que la défense adverse est lente et a du mal à se remettre en place, selon l'analyse du coach des Verts. L'équipe sud-africaine ayant tendance à se porter en attaque, Benchikha a donné des consignes à ses protégés de jouer à une touche de balle en menant des contre-attaques vives et rapides pour semer la défense adverse qui a tendance à paniquer.

L'entraîneur national a assis-

té au dernier match du groupe B, Afrique du Sud-Zimbabwe, et s'est imprégné du jeu de l'adversaire. Il a également programmé des séances de visionnage vidéo afin de bien étudier et décortiquer le jeu des Sud-africains. Il a mobilisé ses joueurs, leur signifiant qu'une éventuelle élimination signifierait un retour prématuré en Algérie. Il s'agit pour les Soudanais, Djabou et Meftah de bousculer la hiérarchie établie et décrocher une sélection en équipe nationale A. Cela passe par une qualification devant les Sud-africains. Cependant, il semblerait que des joueurs ont tendance à faire la grosse tête car, à la veille du match contre l'Afrique du Sud, des cas d'indiscipline sont signalés au sein du groupe qui semble échapper à l'intransigeance de l'entraîneur. Des joueurs se seraient «rebellés» contre Benchikha pour des raisons non encore dévoilées, ce qui risque de disloquer le groupe dans une compétition où la solidarité et la bonne ambiance sont nécessaires pour atteindre les objectifs assignés.

Groupe D La Tunisie et l'Angola en quarts de finale

Les sélections nationales de la Tunisie et de l'Angola se sont qualifiées aux quarts de finale du Championnat d'Afrique des Nations 2011 (CHAN-2011), à l'issue de la troisième journée du groupe D, disputée mardi à Khartoum.

La sélection tunisienne a battu son homologue du Sénégal sur le score de 2 à 0 (mi-temps:1-0) pour le compte de

la dernière journée du groupe D, disputée à Port-Soudan.

Les buts de la rencontre ont été l'œuvre de Gasdaoui (44') et Korbi (88' sp).

Dans l'autre match du groupe D, disputé au stade d'Al-Hillal (Soudan), la sélection de l'Angola a pris le dessus face au Rwanda, 2 à 1 (mi-temps:1-1).

Les buts de la partie ont été

inscrits par Mugiraniza (18') pour le Rwanda et par Cabungula (31') et Osorio (57') pour l'Angola. En quarts de finale, la sélection tunisienne affrontera samedi prochain son homologue de la RD Congo alors que l'Angola va en découdre avec le Cameroun lors du dernier quart de finale du Championnat d'Afrique des Nations 2011(CHAN-2011).

Ligue 2

Les favoris de sortie

M. Z.

Des changements ne sont pas à écarter à l'issue de cette dernière journée de la phase aller du championnat professionnel de ligue 2, notamment en tête du classement où les cinq premiers seront tous en déplacement. A commencer par le leader, le CSC, qui sera à Alger pour donner

la réplique au NAHD dans un match ouvert à tous les pronostics. Le dauphin Koubéan, lui, se rendra à Constantine pour se mesurer au MOC, ce dernier étant en quête de points pour se rapprocher du peloton de tête. En revanche, l'USMBA n'aura pas une partie de plaisir à Skikda contre un onze de la JSMS qui n'a pas l'intention de concéder des points à do-

micile pour assurer son maintien. A Batna, le CAB ne devrait pas éprouver de grandes difficultés pour raffer la mise face au SAM et rester au contact du groupe de tête. A l'Ouest, le derby ESM-ASMO s'annonce équilibré entre deux formations qui se connaissent parfaitement. En bas du tableau, le CRT à la dérive n'a aucune chance de s'en sortir à Médéa devant l'OM, décidé plus que jamais à prendre les trois points. Le PAC, lui, veut rester sur sa lancée avec la réception du MSP Batna et enchaîner avec une deuxième victoire consécutive. A Biskra, l'USB semble bien placé pour renouer avec la victoire face à son hôte du jour, l'AB Merouana.

Vendredi à 15 h 00

Reghaïa:	NAHD	CSC
Constantine:	MOC	RCK
Skikda:	JSMS	USMBA
Batna:	CAB	SAM
Mostaganem:	ESM	ASMO
Baraki:	PAC	MSPB
Biskra:	USB	ABM
Médéa:	OM	CRT

MCS - Réagissant à la directive de Hachemi Djar Le président menace de délocaliser le club

Ali Kherbache

Alors que l'on s'attendait à une aide des pouvoirs publics, le ministre de la Jeunesse et des Sports, en visite dernièrement à Saïda, aura surpris plus d'un en donnant des instructions quant à l'utilisation des installations du stade du 13 Avril et plus précisément sa pelouse qui ne doit être foulée qu'une fois par semaine, et ce, afin de la préserver. Cette décision, pour le moins surprenante et pénalisante à la fois, aura fait réagir la direction du MC Saïda

par le biais de son président Khaldi Mohamed. « Cela fait six ans que nous y sommes domiciliés et nous savons mieux que quiconque prendre soin de cette pelouse », dira-t-il.

Dans ce contexte, le président du MCS menace de changer de domiciliation en jetant son dévolu sur Sidi Bel Abbès ou Mascara. Mais les fans ne l'entendent point de cette oreille et jugent cette décision comme «une provocation pure et simple». « Le ministre aurait dû nous encourager et nous remettre la prime

d'accession et concrétiser les promesses faites aux présidents des clubs professionnels », rappelle le président déçu pour ne pas avoir été consulté lors du passage de Hachemi Djar et encore moins été invité afin de soumettre les préoccupations du club. « Mais, heureusement que l'on peut compter sur le Président de la République, conscient et soucieux des problèmes de la jeunesse qui n'a que la pratique sportive pour s'exprimer », souligneront des supporters en colère.

Division nationale amateur Centre-Ouest Une opportunité à saisir pour la JSS et l'IRBM

M. Z.

Avec l'exemption du CRBAET et les déplacements du WAB et du ZSAT, cette treizième journée s'annonce nettement favorable à la JS Saoura et à l'IRBM. Les Maghnaouis parviendront-ils à infliger aux Boufarikois leur première

défaite de la saison et relancer totalement la course au titre ? Réponse demain après-midi.

De son côté, le Zidoria, en position de dauphin, se rendra chez l'USR, une formation qui n'a pas droit à l'erreur, pour s'éloigner de la zone dangereuse.

Pour sa part, la JS Saou-

ra, revigorée par sa belle victoire acquise à Mostaganem face au WAM, a une belle carte à jouer face à son hôte du jour, le RCR qui tentera de confirmer son renouveau. En revanche, l'USM-MH aura un match difficile à négocier à Tighenif où l'IST est bien placé pour glaner les trois points.

La JSMC, quant à elle, dispose d'une belle opportunité avec la réception du RCBOR pour améliorer sa position. Enfin, l'OMA accueille le WAM avec l'espoir de mettre fin au signe indien qui le poursuit depuis l'entame de l'exercice.

Vendredi à 15h00

Reghaïa:	NAHD	CSC
Maghnia:	IRBM	WAB
Béchar:	JSS	RCR
Remchi:	USR	ZSAT
Tighenif:	IST	USMMH
Cheraga:	JSMC	RCBOR
Arzew:	OMA	WAM

Division nationale amateur Centre-Est Le trio de tête en appel

M. Benboua

L'USM Sétif aura un rôle important à jouer demain. En accueillant le leader, la JSD Jijel en l'occurrence, la formation sétifienne pourrait relancer la course à l'accession. Mais avec cinq points d'avance sur le WRM et le NARB, les gars de Jijel n'entendent pas s'arrêter en si

bon chemin, ce qui donnera lieu à un duel indécis, même si l'avantage reste un atout non négligeable. Par ailleurs, si le leader sera soumis à un test révélateur à Aïn El Fouara, ses deux poursuivants directs, le WR M'sila et le NARB Réghaïa, s'efforceront de ne pas retourner bredouilles de leur déplacement respectif face à des mal-classés, l'USM Khen-

chela et Hamra Annaba. D'autres équipes n'ont pas encore dit leur dernier mot, à l'image de l'AS Aïn M'lila qui aura la lourde tâche d'affronter l'Amal Bousaâda, un team qui reprend progressivement du poil de la bête. Pour sa part, l'USM Aïn Beïda tentera de se refaire une santé en défiant l'avant-dernier du groupe, l'E.Sour El Ghozlane, alors que le MO Bejaïa, avec toujours un match en moins, se déplacera à Magra pour croiser le fer avec le NCM. Enfin, la lanterne rouge, l'Entente de Collo, n'aura pas droit à l'erreur devant le MC Mekhadema.

Vendredi à 15h00

Annaba (Chabou):	Hamra	NARB
Collo:	E.C	MCM
Khenchela:	USMK	WRM
M'sila:	ABS	ASAM
Magra:	NCM	MOB
Sour El Ghozlane:	ESG	USMAB
Sétif (14h30):	USMS	JSD

Basket-ball - Superdivision Une question de suprématie à Blida

Fouad B.

On jouera ce vendredi pour le compte de la 24e journée du championnat national de Superdivision avec à l'affiche le derby de la Mitidja à Blida entre le Trèfle local (3e-40 pts) et son hôte du jour qui n'est autre que son voisin, le WAB.

Un face-à-face que les lo-

caux aborderont avec une détermination particulière pour espérer marquer leur territoire et ce, face à un rude adversaire, à savoir le dauphin du GSP.

Ce dernier n'aura qu'une simple formalité de routine à Annaba face à l'AUA. Il en sera de même pour le NBS, lequel en déplacement à Raïs Hamidou semble bien

placé pour passer le cap de l'USM Alger. De son côté, le CRBDB sera sur ses gardes chez lui en recevant la solide formation de l'OB, alors que le CSMC sera en appel à Sidi Bel-Abbès pour croiser le fer avec l'OMBA.

Pour sa part, le CRBT sera à Tipasa avec la ferme intention de confirmer son redressement face une formation de l'USMMH qui fait de la simple figuration. A Bordj Bou Arreridj, on suivra avec attention l'opposition IRBBA-ABS, soit deux équipes qui n'ont pas droit à l'erreur pour ne pas sombrer encore plus. Le NAHD, en total déclin, saisira l'opportunité de la venue de la lanterne rouge l'ASTTA pour renouer avec la victoire.

Vendredi à 15h00

Tipasa :	USMMH	CRBT
B.Abbès :	OMBA	CSMC
Annaba:	AUA	GSP
B.B.A.:	IRBBA	ABS
D.El-Beïda:	CRBDB	OB
Caroubier:	NAHD	ASPTTA
Blida(16h00):	TBBB	WAB
Raïs Hamidou (17h00):	USMA	NBS



07.15 Sabah El Kheir
10.00 Dessins animés
10.25 Siraa el-mal
11.15 Maqaamat
12.05 Dessins animés
12.30 Ibticarate
13.00 Journal télévisé
13.40 Aâilat El-Aâbaqira

15.00 Azizi al-mouchahid
16.20 Dalil El Vitaminat
16.35 Dessins animés
16.50 Chahra
17.30 Dounia El-Toyour
18.00 Journal télévisé amazigh
18.15 Le Journal de l'économie
18.20 Hadith dini
18.30 Afaaq filahya

19.00 Moughamarat Nouaman
20.00 Journal télévisé
20.45 Fi Dairati El-Dhaoue
Emission de l'information
21.45 Bordj El-Abtal
Emission de jeux
22.45 Documentaire
00.00 Journal



09.10 Des jours et des vies
09.35 Amour, gloire et beauté
09.55 C'est au programme
11.00 Motus
11.30 Les Z'amours
12.00 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal
14.00 Toute une histoire
15.10 Comment ça va bien !
16.15 Le Renard
17.15 En toutes lettres
17.55 On n'demande qu'à en rire
18.55 N'oubliez pas les paroles
19.46 Météo 2
20.00 Journal
20.30 Météo 2

20.35 Envoyé spécial



Présenté par **Guilaine Chenu, Françoise Joly**
- **Les nouveaux escrocs du web**
Tous les utilisateurs de messagerie électronique reçoivent des mails les informant qu'ils sont les heureux gagnants d'une somme faramineuse, ou qu'une jeune et belle inconnue rêve de les rencontrer.
- **Bébé business**
Depuis dix ans, la natalité française bat tous les records. Avec près de 828 000 naissances et une moyenne de 2,01 enfants par femme en 2010, la France est, avec l'Irlande, le pays européen qui fait le plus d'enfants.
22.45 Et Allah dans tout ça ?
23.45 Les victoires de la musique 2011
02.25 Faites entrer l'accusé



12.25 12/13 : Journal national
13.05 Ski
14.40 En course sur France 3
14.55 Questions au gouvernement
16.00 Sénat info
16.20 Avenue de l'Europe
16.40 Slam
17.25 Des chiffres et des lettres
18.00 Questions pour un champion
18.35 Météo
18.40 19/20 : Edition nationale
18.58 19/20 : Journal régional
20.00 Tout le sport
20.10 Plus belle la vie

20.35 Le dernier gang



Avec **Vincent Elbaz, Gilles Lellouche**
Paris, dans les années 70. A sa sortie de prison, Simon retrouve sa bande d'amis. Ensemble, ils s'initient au braquage et font preuve d'une audace hors du commun. Les stupéfiants hold-up qu'ils mènent à bien dans les plus grandes banques parisiennes font très vite la une des médias français. La police n'entend pas se laisser ridiculiser ainsi plus longtemps.
22.40 Soir 3
23.05 Le candidat
00.40 Tout le sport
00.45 Le match des experts
01.10 Vie privée, vie publique, l'hebdo



08.55 Les maternelles
10.15 Silence, les plantes !
11.05 Le secret de la Grande Barrière de corail
12.16 Grabouillon
12.23 Lulu Vroumette
12.36 Simsala Grimm
13.02 Le Dino train
13.14 Word World, le monde des mots
13.35 Le magazine de la santé
14.30 Allô, docteurs !
15.00 Les côtes d'Europe vues du ciel
15.30 Civilisations disparues
16.30 Tout quitter par amour
17.25 C l'info
17.45 C dans l'air



19.00 Arte journal
19.30 Globalmag
19.55 Scandinavie sauvage
20.40 Reinas
Avec **Verónica Forqué, Carmen Maura, Marisa Paredes, Betiana Blum**
Dans le train de Madrid, Nuria, une mère de famille complètement nymphomane, fait l'amour avec un inconnu. Dans le même wagon, Ofelia revient d'Uruguay pour rencontrer Miguel, son futur gendre qui vit à Madrid avec son fils, et Magda, la mère de Miguel, qui tient un hôtel pour gays. Mais quand son fils comprend qu'Ofelia est venue s'installer chez lui, il prend très mal la chose, d'autant qu'elle est accompagnée d'un chien particulièrement envahissant. Suite à un accident, Helena, une juge, apprend qu'elle a été choisie pour "pacser" un bon nombre de couples gays dont l'union est imminente, et que parmi eux, il y a son fils, Hugo...
22.25 A.C. Stephen
23.20 Tracks
00.15 Isabella Rossellini : My Wild Life
01.15 Le masseur



TF1 22.25

ESPRITS CRIMINELS

- **Tueur d'enfants**
Avec **Mandy Patinkin, Thomas Gibson, Shemar Moore, Lola Claudini**
Toute l'équipe doit se rendre dans une petite ville du Texas. Plusieurs meurtres d'enfants y ont été déplorés ces derniers temps. S'agit-il d'un tueur en série ? Sur place, l'enquête bute sur la méfiance des habitants. Un garçon de 8 ans finit par confier à Jason que son frère a disparu depuis qu'il a sonné à la porte de la "maison hantée" de la ville. Hotch s'inquiète pour Elle, qui ne s'est pas présentée à un examen d'évaluation psychologique. Hotch, qui pense qu'elle ne s'est pas remise de sa blessure, décide de lui parler franchement. Mais Elle demeure introuvable et ne répond pas au téléphone...



M6 20.45

THE GOOD WIFE

- **Témoins gênants**
Avec **Julianna Margulies, Matt Czuchry, Archie Panjabi, Josh Charles**
Alicia et Cary travaillent sur la défense d'une scientifique accusée d'avoir mis le feu à son laboratoire. Celle-ci se déclare innocente mais ses déclarations sont confuses. Les deux avocats décident de ne pas l'interroger pendant le procès. Au même moment, Alicia est convoquée pour le procès en appel de son mari Peter. Celui-ci pourrait être libéré sous caution. Alicia n'est pas certaine de vouloir que Peter soit libéré. Pourtant, elle doit témoigner en ce sens devant le tribunal. Pendant ce temps, Zach installe une caméra pour découvrir qui leur livre les enveloppes...



CANAL+ 20.50

DETROIT 1-8-7

- **Rupture de fiançailles / Poubelle-surprise**
Avec **Michael Imperioli, Aisha Hinds, Erin Cummings, Shaun Majumder**
Stone et Sanchez enquêtent aux côtés de Fitch sur une affaire qui fait les choux gras de la presse économique. En effet, Abigail James, puissante femme d'affaires de Detroit, a été assassinée. Fitch tente tout d'abord de déterminer s'il s'agit d'une sombre histoire de concurrence entre entreprises ou d'un crime passionnel. Parallèlement, Longford et Washington s'occupent du meurtre d'un jeune trafiquant de drogue se faisant appeler "Toucan". Son cadavre a été retrouvé dans une poubelle, et Mahajan part à la recherche d'un témoin crucial afin de faire condamner un skinhead qu'aucune preuve ne semble pouvoir faire tomber.



20.45 Ripoux anonymes



09.15 Alice Nevers, le juge est une femme
11.05 Las Vegas
12.00 Les douze coups de midi
13.00 Journal
13.55 Les feux de l'amour
14.55 Un bébé à tout prix
16.40 Brothers & Sisters
18.25 Une famille en or
19.05 Le juste prix
20.00 Journal
20.35 C'est ma Terre
20.40 Météo

- **Une paire d'as**
Avec **Laurent Gamelon, Annie Grégorio**
Antoine Minda en a fini avec les magouilles. Après trente ans passés dans la police à outrepasser ses droits, il veut enfin devenir un flic intègre. Avec quelques collègues, il décide alors, pour se soutenir mutuellement et prévenir les rechutes, de créer les "Ripoux anonymes". Seulement, les choses ne vont pas se dérouler comme Antoine l'avait imaginé.
22.25 Esprits criminels
01.05 Reportages



00.00 Alerte évasion



09.00 M6 boutique
10.05 Wildfire
10.55 Kyle XY
12.40 Météo
12.45 Le 12.45
13.00 Scènes de ménages
13.40 Toute première fois
15.30 Le rêve d'une autre vie
17.10 La guerre à la maison
17.40 Un dîner presque parfait
18.45 100% Mag
19.40 Météo
19.45 Le 19.45
20.05 Scènes de ménages
20.45 The Good Wife

- **Clairvaux, la grande prise d'otages**
Le 11 septembre 1992, neuf détenus de la maison centrale de Clairvaux, dont Michel Ghellam, le cerveau de l'opération, prennent en otage onze surveillants et tentent de s'évader. C'est le début d'un périple au coeur de l'établissement, où se trouvent enfermés des criminels réputés dangereux. Rien n'aurait été possible sans les armes à feu et les explosifs qu'ils se sont procurés. Comment un tel arsenal a-t-il pu franchir les portes de la prison ?
01.10 Life on Mars



22.15 Damages



10.25 Une petite zone de turbulences
12.05 Les Guignols de l'info
12.20 L'édition spéciale 1ère partie
12.40 L'édition spéciale
14.00 Les Tudors
15.40 Horizons verts
16.30 Le journal intime de Georgia Nicolson
18.15 Les Simpson
18.40 Le JT de Canal+
19.05 Le grand journal
19.55 Les Guignols de l'info
20.10 Le grand journal, la suite
20.50 Detroit 1-8-7

- **Paradis fiscal**
Avec **Glenn Close, Rose Byrne**
Tom est contraint de prendre le premier avion pour Antigua. Lorsqu'il atterrit dans ce paradis fiscal situé dans les Caraïbes, il comprend pourquoi Les montants disparus liés à l'affaire Tobin sont toujours au coeur du dossier. Très vite, il retrouve la trace de la fille de Danielle Marchetti. Pendant ce temps, Ellen décide de prouver à son ancienne patronne qu'elle peut être aussi redoutable qu'elle.
23.35 Mon oncle Charlie



16.30 Questions pour un champion
17.05 360° GEO
18.00 TV5MONDE, le journal
18.30 L'invité
18.40 Catherine
19.05 En pays de...
19.30 Tout le monde veut prendre sa place
20.30 Journal (France 2)
21.00 Des racines et des ailes
22.50 TV5MONDE, le journal
23.00 Journal (TSR)
23.30 Questions à la une
00.25 Le dessous des cartes



09.15 JAG
10.10 Plus belle la vie
12.00 Largo Winch
13.40 JAG
16.21 Ludo
17.10 CD'aujourd'hui
17.15 Plus belle la vie
18.10 Largo Winch
19.00 D.O.S. : Division des opérations spéciales
20.26 Samantha Oups !
20.35 FBI : portés disparus
22.40 Touche pas à mon poste
23.50 Périls sur la Terre
01.20 Main Square 2008



09.40 Les enquêtes impossibles
11.40 Le destin de Lisa
13.40 Medicop-ter
15.20 Le destin de Lisa
16.45 La vie devant nous
18.50 Dawson
20.30 Météo
20.40 Un coup de tonnerre
22.30 Scary Movie 2
23.55 Journal
00.10 Terminator : les chroniques de Sarah Connor
01.45 Reporters



07.00 Journal télévisé
07.15 Sabah El Kheir
10.00 Emission UFC
11.15 Dessins animés
11.45 Fadha El-Djoumoua
12.45 Journal télévisé
13.20 Prière du vendredi
13.55 Programme religieux
14.00 Nissa min

aâsr el nouboua
14.30 Mina El Malaibe
17.00 Dessins animés
17.30 Tahia li oustad
Série documentaire
18.00 Journal télévisé amazigh
18.15 Journal de l'économie
18.20 Mahmiat Djibel El-Alpes
Documentaire

18.45 Fatawa aâla hawa

20.00 Journal
20.45 Tara ma tara
Emission de divertissement
21.45 Les X-Men II
Film de science fiction
23.45 Rahalet Bahria
Documentaire



09.55 C'est au programme
10.55 Motus
11.30 Les Z'amours
12.00 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal
13.50 Consomag
14.00 Toute une histoire
15.10 Comment ça va bien !
16.15 Le Renard
17.10 Point route
17.15 En toutes lettres
17.55 On n'demande qu'à en rire
18.55 N'oubliez pas les paroles
19.45 Météo 2
19.55 Emissions de solutions
20.00 Journal

20.35 Boulevard du palais



- Notre enfant
Avec Anne Richard, Olivier Saladin
La police enquête sur le sort funeste d'une femme dont le corps sans vie a été retrouvé poignardé dans les allées sombres d'un parking. Aussitôt saisis de l'enquête, le commandant Rovère et la juge Nadia Lintz entament des investigations délicates. Au fur et à mesure de leurs recherches, ils dévoilent les secrets peu reluisants d'une famille recomposée.
22.05 Avocats et associés
22.55 Tirage de l'Euro million
23.05 Semaine critique
00.30 Journal de la nuit



09.50 Ski
11.05 Midi en France
12.25 12/13 : Journal national
12.55 Météo
13.05 Ski
14.35 Keno
14.40 Zorro
16.38 Culturebox
16.40 Slam
17.15 Un livre, un jour
17.25 Des chiffres et des lettres
18.00 Questions pour un champion
18.35 Météo des neiges
18.40 19/20 : Edition nationale
18.58 19/20 : Journal régional
19.58 Météo
20.00 Tout le sport
20.10 Plus belle la vie

20.35 Thalassa



Présenté par Georges Pernoud
- Chine : les nouveaux mandarins
Gros plan sur une Chine en pleine expansion, à travers le parcours de Wang Dafu, un modeste paysan devenu promoteur immobilier.
- Etats-Unis : safari sous la mer
Le redoutable poisson-lion envahit les eaux des Bahamas.
- Paul Watson : un homme en colère
A Vancouver, Paul Watson, le patron de Sea Shepherd, l'organisation de protection des océans, raconte les combats qu'il mène depuis quarante ans pour préserver l'environnement.
22.30 Soir 3
22.55 Vie privée, vie publique, l'hebdo
00.05 Tout le sport



11.00 Chine sauvage
12.05 Les Monsieur Madame
12.16 Grabouillon
12.23 Lulu Vroumette
12.36 Simsala Grimm
13.02 Le Dino train
13.15 Word World, le monde des mots
13.28 Rolie Polie Olie
13.35 Le magazine de la santé
14.30 Allô, docteurs !
15.00 Empreintes
15.05 Les côtes d'Europe vues du ciel
15.30 Catastrophes
16.30 Les derniers réducteurs de têtes
17.25 C l'info
17.30 C à dire ?!
17.44 Soyons Claire !
17.45 C dans l'air



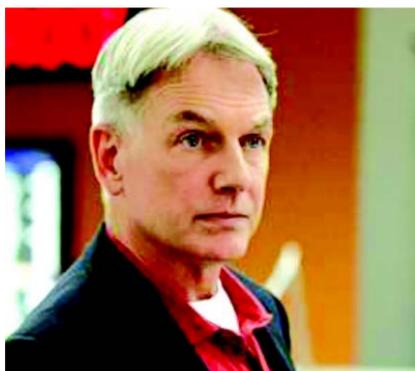
19.00 Arte journal
19.30 Globalmag
19.55 Scandinavie sauvage
20.40 Les enquêtes de l'inspecteur Wallander
- La cinquième femme
Avec Kenneth Branagh, Sarah Smart, Sadie Shimmin, Tom Hiddleston
Wallander est perturbé par l'humeur maussade de son vieux père. Mais il n'a guère le temps de s'apitoyer sur ses soucis de famille. Il est en effet chargé d'enquêter sur une série de meurtres sordides : un ornithologue a été empalé dans son jardin, un botaniste, passionné d'orchidées, ligoté à un arbre et étranglé, et un scientifique, chercheur à l'université, noyé au fond d'un lac. Pourquoi tant de férocité à l'encontre de citoyens apparemment irréprochables ? Et pourquoi ces mises en scène sadiques ?
22.10 Voyage en eau trouble
23.05 Le sang et l'honneur
00.35 Court-circuit
01.30 Scandinavie sauvage
02.15 Reinas



TF1 20.45

LES ENFANTS DE LA TÉLÉ

Présenté par Arthur
Invités : Tomer Sisley, Pierre Palmade, Isabelle Mergault, Eric, Ramzy
Durant près de deux heures, Arthur et ses invités se gaussent d'eux-mêmes et de tout, riant notamment des casseroles que l'équipe de l'émission a dénichées, parfois aidée des proches des stars. C'est ainsi que figurent notamment au programme de la soirée les premières apparitions télévisées de Tomer Sisley et Isabelle Mergault, ainsi que des images inédites de Franck Dubosc. Suivra une séquence spéciale consacrée à Christine Bravo : tous les invités du jour sont venus sur ses émissions, et tous lui ont laissé un souvenir impérissable. Avec, comme toujours, des moments cultes du petit écran, des perles du cinéma, des bêtisiers et moult séquences inédites.



M6 20.45

NCIS : ENQUÊTES SPÉCIALES

- Le sang des méchants
Avec Mark Harmon, Michael Weatherly, Sadie Calvano, William Devane
Après une fuite de gaz détectée dans une école, tout l'établissement est évacué. Seule Rebecca Mason, 13 ans, manque à l'appel. C'est le grand-père de Rebecca, Nicolas Mason, qui s'occupe de l'adolescente en l'absence de ses parents, déployés avec leur unité en mer. Il pense que les kidnappeurs vont demander une rançon : la mère de Rebecca vient, en effet, de toucher un héritage. L'affaire se complique lorsque les agents du NCIS comprennent que Nicolas, qui a été contacté par les ravisseurs, a prévu de les rencontrer seul.



CANAL+ 20.55

LA RAFFLE

Avec Mélanie Laurent, Jean Reno, Gad Elmaleh, Hugo Leverdez
En 1942, Joseph, 11 ans, vit dans le quartier de la Butte Montmartre, à Paris. Juif, il doit porter l'étoile jaune pour aller à l'école. Avec ses parents et ses camarades, il apprend à survivre dans la capitale occupée par les Allemands. Un matin de juillet, comme 13 000 autres juifs, il est arrêté avec sa famille par la police française. Ils sont rassemblés au Velodrome d'Hiver où ils restent deux jours, sans nourriture, sans point d'eau. Joseph et le frère d'un camarade font alors la connaissance d'Annette, une infirmière, qui tente de les aider. Puis ils sont déportés dans un camp de transit, à Beaune-La-Rolande...



23.15 Opération Tambacounda



09.15 Alice Nevers, le juge est une femme
11.05 Las Vegas
12.00 Les douze coups de midi
13.00 Journal
13.50 Trafic info
13.55 Les feux de l'amour
14.55 Ma voisine du dessous
16.40 Brothers & Sisters
18.25 Une famille en or
19.05 Le juste prix
20.00 Journal
20.40 Météo
20.45 Les enfants de la télé

- Destination Gabon (1/2)
Ils s'appellent Dorel, Laura, Grégory, Christopher et Cassandra. Ces cinq adolescents en rupture avec leur famille se sont portés volontaires pour une expérience qui pourrait changer le cours de leur vie : partir durant dix jours à plus de 5000 kilomètres de chez eux avec Pascal, éducateur spécialisé, "Grand Frère" des jeunes en détresse.
00.50 C'est quoi l'amour ?



23.10 Nip / Tuck



09.00 M6 boutique
10.05 Wildfire
10.55 Kyle XY
12.45 Le 12.45
13.00 Scènes de ménages
13.40 L'auberge hantée
15.30 Sous le charme de Tahiti
17.10 La guerre à la maison
17.40 Un dîner presque parfait
18.45 100% Mag
19.45 Le 19.45
20.05 Scènes de ménages
20.45 NCIS : enquêtes spéciales

- Famille, je vous hais
Avec Dylan Walsh, Julian McMahon
Christian ne peut plus nier ses problèmes d'argent : sa dette est colossale, et il est désormais obligé de rembourser. Il sollicite son ami, mais Sean a d'autres préoccupations. Il vient de voir réapparaître son frère Brendan, qu'il pensait mort. Brendan, toxicomane, lui demande de l'opérer pour faire disparaître de son visage les ravages de la drogue.
00.50 Earl



22.55 Protéger & servir



09.50 Surprises
10.10 Le concert
12.05 Les Guignols de l'info
12.20 L'édition spéciale 1ère partie
12.40 L'édition spéciale
14.00 Damages
15.20 Surprises
15.30 Spécial investigation
16.25 Loup
18.15 Les Simpson
18.40 Le JT de Canal+
19.05 Le grand journal
19.55 Les Guignols de l'info
20.10 Le grand journal, la suite
20.55 La rafla

Avec Carole Bouquet, Kad Merad
Kim n'a qu'un ami dans la vie : son vieux camarade d'orphelinat, Michel. Tous deux ont passé le concours de la police nationale et servent l'ordre public. Si Michel demeure très marqué par l'éducation catholique qu'il a reçue à l'orphelinat, Kim est plus influencé par les valeurs inculquées par ses parents adoptifs vietnamiens, les Houang. Malgré les nombreuses différences qui parfois les opposent, Kim et Michel se sont juré de toujours veiller l'un sur l'autre.
00.20 Gainsbourg (Vie héroïque)



16.30 Questions pour un champion
17.00 Flash
17.05 Artisans du changement
18.00 TV5MONDE, le journal
18.30 L'invité
18.40 Catherine
19.05 Mixeur, les goûts et les idées
19.30 Tout le monde veut prendre sa place
20.30 Journal (France 2)
21.00 Champs Elysées
22.50 TV5MONDE, le journal
23.00 Journal (TSR)
23.30 Temps présent
00.30 TV5MONDE, le journal Afrique



06.20 Age sensible
07.20 Chante !
09.15 JAG
10.10 Plus belle la vie
12.00 Largo Winch
13.40 JAG
16.20 Ludo
17.15 Plus belle la vie
18.10 Largo Winch
19.00 D.O.S. : Division des opérations spéciales
20.35 Commando
22.30 Agriculteurs au bord du désespoir
23.25 Touche pas à mon poste
01.25 Consomag
01.30 Ghinzu au printemps
de Bourges 2009



06.35 Télé-achat
09.40 Les enquêtes impossibles
11.40 Le destin de Lisa
13.40 Medicopter
15.20 Le destin de Lisa
16.45 La vie devant nous
18.50 Dawson
20.30 Météo
20.40 Catch américain : Smackdown
00.00 Poker Dome
01.00 Journal
01.15 Reporters
03.50 La famille Serrano

Vacances tunisiennes : nouvelle tourmente pour Alliot-Marie

Déjà fragilisée par une controverse sur ses vacances en Tunisie, la ministre française des Affaires étrangères est appelée à la démission par l'opposition après de nouvelles révélations sur un coup de fil à Ben Ali en pleine révolution et une transaction entre ses parents et un grand patron tunisien.

L'opposition de gauche a promptement réclamé la démission de Michèle Alliot-Marie, dénonçant désormais une succession de «mensonges» et une «confusion des genres» nuisible pour l'image de l'Etat français. Mais le porte-parole du gouvernement, François Baroin, a réaffirmé mercredi, à l'issue du conseil des ministres, que Michèle Alliot-Marie avait «tout le soutien de l'équipe gouvernementale». L'hebdomadaire satirique Le Canard Enchaîné, à l'origine des premières révélations sur les vacances de la ministre en Tunisie, était revenu à la charge mardi : Bernard Marie et son épouse, 94 et 92 ans, que Mme Alliot-Marie accompagnait dans un voyage fin décembre, ont racheté les parts de leur ami tunisien Aziz Miled et de son fils Karim dans une société civile immobilière (SCI), Ikram. La transaction a eu lieu le 30 décembre à Tabarka, cité balnéaire du nord-ouest de la Tunisie, que la famille Alliot-Marie avait rejointe grâce au jet privé de M. Miled, «vieux ami» de la famille rencontré de manière «fortuite» à l'aéroport de Tunis, selon les premières déclarations de la ministre et de son entourage.

Michèle Alliot-Marie s'est défendue en assurant ne pas interférer dans les décisions de ses parents : «Les acquisitions qu'ils effectuent pour eux-mêmes ne concernent qu'eux».

Des islamistes jordaniens demandent la fermeture des boîtes de nuit

Plus de cent religieux islamistes ont demandé mercredi au gouvernement d'ordonner la fermeture des boîtes de nuit dans le pays et de combattre la prostitution.

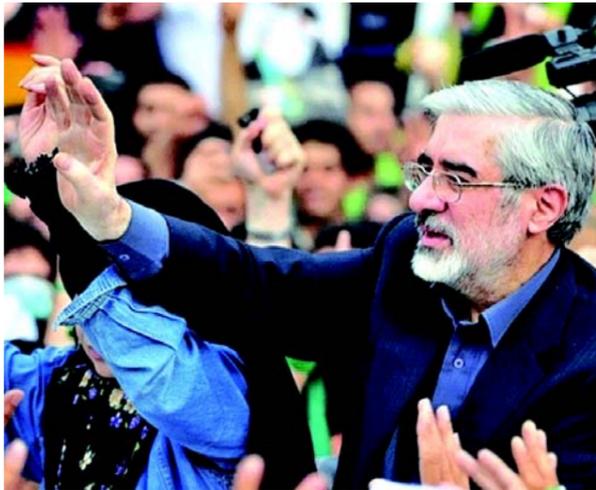
«Nous demandons au gouvernement la fermeture de toutes les boîtes de nuit qui travaillent sous couvert de promouvoir le tourisme», ont indiqué dans un communiqué commun 109 religieux, dont un ancien ministre, d'anciens députés, des professeurs et des prédicateurs. «Nous demandons également aux autorités de combattre la prostitution et les maisons closes et d'introduire des lois pour combattre tous les actes anti-islamiques qui détruisent notre société», ont-ils encore écrit dans le communiqué dont l'AFP a reçu une copie.

En janvier, trois députés avaient considéré une «insulte à l'Islam» la présence de boîtes de nuit sur les avenues de la Mecque et de Médine à Amman, deux avenues baptisées d'après les villes saintes de l'Islam, et demandé leur fermeture. Le gouvernement n'avait pas réagi. Il existe près de 60 boîtes de nuit en Jordanie, selon le ministère du Tourisme.

Le pouvoir iranien annonce une manifestation contre l'opposition

Le pouvoir iranien a annoncé une manifestation de «haine et de colère» vendredi contre les chefs de l'opposition Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi, alors que les appels se multipliaient mercredi pour leur «châtiment sévère» après les rassemblements anti-gouvernementaux de lundi. «La population de Téhéran, après la prière du vendredi, participera avec force à une manifestation pour exprimer sa haine, sa colère et son dégoût devant les crimes sauvages et répugnants des chefs de la sédition et leurs alliés hypocrites et monarchistes», a annoncé le Conseil pour la coordination de la propagande islamique, qui organise les grandes manifestations populaires du pouvoir.

Le terme de «sédition», dans le discours officiel, désigne le mouvement d'opposition réformatrice dirigé par l'ancien Premier ministre Mir Hossein Moussavi et l'ancien président du Parlement Mehdi Karoubi, depuis la réélection contestée du président Mahmoud Ahmadinejad en juin 2009. Celui



d'«hypocrites» (monafeghine) renvoie, lui, aux Moudjahidine du peuple, principal mouvement de lutte armée contre le régime. Les conservateurs au pouvoir se sont déchaînés contre MM. Moussavi et Karoubi depuis les manifestations anti-gouvernementales qui ont rassemblé à leur appel, lundi, des milliers d'opposants pour la première

fois depuis un an, alors que les autorités avaient interdit tout rassemblement et mobilisé massivement les forces de l'ordre.

Deux personnes ont été tuées par balle et plusieurs autres blessées dans des conditions controversées durant ces manifestations, le pouvoir accusant l'opposition, qui elle-même accuse les forces de l'ordre. Ces dernières ont par ailleurs arrêté de nombreux manifestants.

Le Sénat US reconduit la loi antiterroriste Patriot Act

Le Sénat américain a reconduit mardi soir pour trois mois les dispositions du Patriot Act, un arsenal législatif de lutte antiterroriste mis en place par l'administration de George W. Bush après le 11-Septembre, qui arrive à expiration fin février. Les sénateurs ont approuvé cette reconduction à court terme par 86 voix contre 12.

Le texte, conçu après le 11-Septembre pour tenter de remédier aux lacunes des autorités améri-

caines dans la lutte antiterroriste, est fortement controversé en raison des pouvoirs exceptionnels donnés aux forces de sécurité. Les élus du Sénat, où plusieurs projets de loi sont en concurrence pour la reconduction des mesures à long terme, ont donc choisi une reconduction à court terme pour se donner le temps de négocier sur la question. La Chambre des représentants avait reconduit lundi soir les dispositions du Patriot Act jusqu'au mois de dé-

cembre par 275 voix contre 144. Trois mesures majeures sont en jeu : la «surveillance mobile» des communications de suspects utilisant plusieurs lignes téléphoniques, le principe du «loup solitaire» qui permet d'enquêter sur une personne paraissant mener des activités terroristes pour son propre compte, la possibilité pour les autorités d'accéder à «toute donnée tangible» concernant un suspect, comme des courriers électroniques.

Deux morts dans des manifestations au Yémen

De violents heurts ont opposé des manifestants anti-régime et policiers mercredi dans le sud du Yémen, faisant deux morts, au moment où des centaines de protestataires ont été dispersés à coups de gourdin dans la capitale Sanaa par des partisans du président Ali Abdallah Saleh. La journée a été sanglante à Aden, la principale ville du Sud. Deux manifestants y ont été tués et deux blessés lors d'affrontements entre les forces de sécurité et des centaines de manifestants réclamant le départ de M. Saleh, au pouvoir depuis 32 ans dans ce pays pauvre et instable de la péninsule arabique et un allié clé de Washington dans sa lutte contre Al-Qaïda. «Yassine Askar, l'un des trois blessés qui étaient traités à l'hôpital Naqib, a succombé et son corps a été transporté dans la morgue de l'hôpital Joumhouria», a déclaré à l'AFP la source hospitalière.

Avant lui, un autre manifestant, Mohammad Ali Alwani, grièvement blessé par des tirs des forces anti-émeutes tentant de disperser les manifestants antigouvernementaux, a succombé.

L'armée israélienne menace le Liban

L'armée israélienne n'exclut pas d'entrer à nouveau au Liban, a averti le ministre de la Défense Ehud Barak lors d'une tournée, mardi, avec le nouveau chef d'état-major israélien à la frontière nord. «Le calme règne (à la frontière) car le Hezbollah est conscient de notre capacité de dissuasion et a gardé en mémoire les lourdes pertes que nous lui avons infligées en 2006», a déclaré M. Barak aux troupes israéliennes déployées près de la frontière avec le Liban, a rapporté mercredi le quotidien Haaretz. «Mais ce n'est pas éternel et il se peut que vous soyez appelés à entrer à nouveau» au Liban, a ajouté le ministre, qui s'est exprimé lors d'une tournée en compagnie du nouveau chef d'état-major, le général Benny Gantz. «Nous devons être préparés à toute épreuve. Le secret est de réagir rapidement, en quelques secondes, si quelque chose arrive», a ajouté M. Barak. L'armée israélienne avait livré une brève mais violente guerre contre le Hezbollah libanais durant l'été 2006.

EDITORIAL

Par K. Selim

DES HOMMES LIBRES DANS UN PAYS LIBRE

que, vers la démocratie et l'Etat de droit.

Cet appel s'adresse à tous les Algériens et tente de décoller les yeux. Il faut sortir de l'aveuglement, dangereux en ces temps délicats et difficiles, qui consiste à ne rien voir de politique dans les expressions, parfois violentes, de colère et de désarroi qui proviennent de la société algérienne. M. Mehri évoque dans cette attitude l'image étonnante d'un «médecin qui attendrait de ses malades la prescription d'un remède!».

Il faut également cesser de souligner combien nous sommes «différents» des Tunisiens et des Egyptiens. Le fait que les responsables égyptiens affirmaient, quelques heures encore avant la prise de la place At-Tahrir, qu'ils n'ont rien à voir avec la Tunisie, devrait amener à plus de circonspection dans le propos. Car, comme dirait le poète, ces régimes sont bien des semblables. Ils ont une «même nature» et ils veillent à se prévaloir d'une «façade démocratique clinquante et empêchent, en pratique et par de multiples moyens, de très larges catégories de ci-

toyens de participer effectivement à la gestion des affaires du pays».

Ce sont ces situations lourdes, inhérentes à ce régime, qui, s'ajoutant aux difficultés de la vie quotidienne, font que les «conditions de l'explosion sont réunies».

De manière explicite, M. Mehri traduit les appréhensions de très nombreux citoyens qui craignent que l'autisme du pouvoir ne fasse, encore et encore, le lit des violences qui ont meurtri l'Algérie au cours des deux dernières décennies.

«Les voix qui revendiquent le changement de ce régime et qui sont soucieuses qu'il adienne dans un climat de paix et de libre débat, sont nombreuses». C'est un fait. Le caractère «impératif» de ce changement est visible pour ceux qui veulent voir et refusent de s'aveugler. M. Mehri fait des propositions concrètes pour que les énergies créatrices de la société algérienne puissent s'exprimer et prendre en charge la démocratie, comme effectivement elle a pris en charge la révolution.

C'est encore une fois un appel pressant pour une évaluation correcte de l'état des lieux actuel et pour une fidélité fondamentale à l'esprit de Novembre 1954, à la quête duquel les Algériens ont tant donné, pour une société d'hommes libres dans un pays libre.

Diesel,

Disponible,

Dynamique,

Différente



TOYOTA ALGERIE